LE MONDE LIBERTAIRE

N°1824 JANVIER 2021 4€

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

LA POLICE VEILLE SUR VOUS !

AH, MISÈRE DE MISÈRE !

SOMMAIRE

N° 1824 - JANVIER 2021

3 Édito
3 Faits d'hiver : Poète, vos papiers !

TERRAINS DE LUTTES

4 Communiqué : sécurité globale, au delà de l'article 24
6 Une entreprise anarchiste ? Le temps de l'harmonie
8 Baromètre socio-économique 2020 : pactole pour les pleins aux as
9 Impressions de manif

LA VIE MODERNE

10 Robocratie : À quand la robonose ?
11 Robocratie : 22 ! v'la les drones !

HISTOIRE

12 Les aventures d'Élisée Reclus à Bruxelles [3]
14 « Tierra y libertad »

PASSE-PORTS

16 Contre la politique des « sauveurs »
17 Biélorussie : Contre le capitalisme et la dictature, pour la solidarité internationale.
18 Un système politique fédéral original au Rojava
18 À bas les idoles !

RÉFLEXIONS

19 La pandémie, le numérique et la révolution [3]
20 Appel à contributions : anarchisme et mouvement punk
22 Non à l'abstinence sexuelle. Oui à l'abstention électorale.
24 C'est la peste kaki qui nous menace…
26 Adieu Flipper, je t'aimais bien…
28 Une cascade de dividendes pour actionnaires
29 Épluchons un mot… Polyamour
30 Le conflit des sexes, de la nature à la culture
31 Basta Giscard !
31 Six-cent-soixante-six
32 De l'écolo-scepticisme et de ses tares

DOSSIER

La misère sociale

35 Misère, misère !
36 Une société dérobeuse de temps, dévoreuse de vies
38 Comme une journée sans pain
40 Misère de l'artiste
41 Halte à la mendicité
42 Confinement : renforcement des inégalités dans le secteur de la solidarité internationale
44 « Vous savez très chère, être mendiant… ça s'apprend ! »
45 Farandole des pauv's 'tits fan-fans morts

CULTURES

46 « Les rebelles » ou la transgression de l'interdit dans les contes traditionnels [2]

FICHES DE LECTURE

48 Orwell, l'écrivain qui se voulait libre
48 Les oubliées des naufrages
49 Pédagogie institutionnelle
49 Pour une vision renouvelée de la Commune
50 Il y a 150 ans, la Commune de Paris
51 Sur les pas des communards
52 Les agents de La Havane
52 Faits d'hiver : Des gens d'armes et des gens

53 Annuaire des groupes et liaisons de la fédération anarchiste
55 Strip : Bad Rabbit
56 Aurélio : Le jeu des lois 2020

BULLETIN D'ABONNEMENT LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

• **tarif réduit :** chomeur·se·s, étudiant·e·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)

• **tarif réduit :** chômeur·se·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin

sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires - 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'odre de « Les Pulications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617 - BIC CCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB

COMPTE À DÉBITER TITULAIRE .....

IBAN : ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐ ... **BIC** : ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
.....
Code Postal .....
Ville .....

Date : ☐☐ ☐☐ ☐☐☐☐

signature :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel : administration-ml@federation-anarchiste.org.
ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL EMETTEUR: 58 50 98

signature obligatoire :

***Le Monde libertaire* est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

« Ah, misère de misère ! »

Ne t'étonne pas de retrouver un flic en couverture pour un dossier sur la misère sociale. Quoi d'autre qu'un redoutable chien de garde pour repousser les malandrins loin des palais. Quoi d'autre qu'un bon chien de berger pour faire avancer le peuple vers son pâturage où pousse l'exploitation parsemée de touffes de misère.

Mais, dis-moi, ne trouves-tu pas que c'est le comble de la misère sociale pour un humain que d'endosser un uniforme de flic ou de militaire pour aller massacrer d'autres humains ?

Parole de nanti ? Peut-être… Sûr que des humains au bout du rouleau rêvent de passer dans le camp d'en face, de se faire tondre le crâne et les idées et d'embrasser la main qui leur demi-remplit la gamelle. Alors gare. À lire, l'article sur le général vendéen qui monte, qui monte à grands coups d'interviews. La misère sociale est le terreau favorable aux aspirations les plus émancipatrices comme aux instincts les plus bas.

Inversement, la misère sociale est le terreau favorable aux instincts les plus bas comme aux aspirations les plus émancipatrices… Le retour de plus en plus de jeunes dans les manifestations que ce soit contre les flics qui bavent, contre les lois sécuritaires ou pour un futur vivable a de quoi redonner le moral.

La mer monte, il est temps d'appeler à bousculer la tribu des « bien à l'abri » et de porter assistance à ceux qui risquent la noyade.

2021… Que cette nouvelle révolution solaire soit joyeuse, intelligente, solidaire… « Ce n'est qu'un combat, continuons le début ! »

Bernard

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4€

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
19070146

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox 14110 Condé-sur-Noireau

PEFC 10-31-1519

Ce numéro comporte pour les abonnés un dépliant et deux autocollants.

FAITS D'HIVER
POÈTE, VOS PAPIERS !

Le 4 décembre 2020 paraissaient au Journal Officiel, en catimini, trois décrets modifiant le code de la Sécurité Intérieure au niveau du traitement des données à caractère personnel. Désormais, en plus des activités politiques, syndicales, religieuses, philosophiques… seront fichées les opinions politiques, syndicales, religieuses, philosophiques… Vous avez bien lu : les opinions. Et ce n'est pas un projet : les décrets sont passés au JO.

La boucle d'un régime illibéral, autoritaire et policier est donc bouclée. Ne manque plus que le fichier de Pétain sur les juifs, à actualiser. Mais, soyons optimistes, pour l'heure les morts échappent encore au radar. Il faut donc se dépêcher d'en profiter.

— Bonjour monsieur, vos papiers s'il vous plaît.
— Chef, il n'est pas dans le fichier.
— Brigadier, vous pouvez le laisser aller.
— Vous pouvez passer, monsieur. Monsieur comment, déjà ?
— Michel Bakounine

Jean-Marc Raynaud

FÉDÉRATION ANARCHISTE

S'ORGANISER ET LUTTER

SÉCURITÉ GLOBALE : AU-DELÀ DE L'ARTICLE 24

Les mobilisations contre la « loi de sécurité globale » montent en puissance et nous ne pouvons que nous en réjouir. Néanmoins, se focaliser sur le seul article 24, le fameux qui tend à rendre plus difficile la diffusion d'images d'exactions policières, ne suffit pas.

C'est l'ensemble de la loi qu'il faut abroger !

Celle-ci permet d'entériner des moyens au départ « exceptionnels » pour les faire devenir « courants ». Comme d'autres lois, celle-ci veut faire de l'état « d'exception » une « exception permanente »

En offrant encore plus de moyens techniques et technologiques de coercition, la « loi sécurité globale » facilite surtout la voie à un État toujours plus répressif, où les habitants sont considérés comme des êtres irresponsables qu'il faut fliquer sans limite. Un rapport parlementaire de 2010 annonçait déjà les « solutions innovantes » dont la police doit se doter : « mini-drones d'observation, vidéoprotection intelligente, fouille des données sur internet, reconnaissance faciale, nouvelles technologies de biométrie... ».

Cette loi ouvre de nouvelles prérogatives aux polices municipales, démultipliant les possibilités d'arrestations et d'amendes. Elle permet la création d'une police municipale à Paris. Elle renforce encore le poids des entreprises privées de sécurité, privatisant encore plus certaines actions de police. Elle offre la possibilité d'utiliser des drones au détriment de la vie privée.

Cette loi permet l'utilisation en direct des images filmées par les policiers, notamment lors de manifestations, et d'utiliser la reconnaissance faciale pour comparaison avec les huit millions de « personnes surveillées » dont la photo figure dans le fichier Traitement des Antécédents Judiciaires (TAJ), criminalisant tout mouvement social.

Cette loi supprime la possibilité de réductions de peine si le délit constaté est fait à l'encontre d'élus, de militaires, d'agents des forces de l'ordre. C'est la création de facto de « citoyens au-dessus des autres citoyens ». Policiers et gendarmes se voient autorisés à porter leurs armes dans n'importe quel lieu, même hors de leurs heures de service ! C'est un permis de tuer permanent !

Preuve d'une militarisation de l'espace public, cette loi permet aux militaires de l'opération « Sentinelle » de pouvoir tirer à vue pour « mettre fin à un parcours criminel », c'est-à-dire dans les mêmes dispositions que pour la police. Les affaires récentes et passées de crimes perpétrés par les forces de l'ordre démontrent déjà qu'elles usent et abusent du droit de tirer. Les voilà maintenant épaulées par les militaires.

C'est tout l'esprit nauséabond de cette loi qu'il faut combattre.
C'est tout le climat sécuritaire et policier qui se met en place qu'il faut abattre.

Contre cette loi, contre l'État !

Communiqué du 02 décembre 2020

Contacter la FA sur Amiens
Groupe Georges Morel
contact@fa-amiens.org

De nombreux groupes ont repris le communiqué des Relations extérieures de la fédération anarchiste

À VOS ORDRES ? JAMAIS PLUS !

Morceaux choisis du livre de Maurice Rajsfus publié en 2009 aux Éditions du Monde Libertaire

« **La menace,** cette volonté d'intimider quiconque n'apprend pas assez rapidement à marcher au pas sans broncher, n'est jamais de pure forme. Lorsque le mépris affiché ne suffit plus pour rabaisser les esprits libres, et que le mensonge commence à manquer d'efficacité, il ne reste plus que la menace, le chantage. Dernière étape avant la mise en condition absolue, la menace permet aux hommes d'ordre d'expliquer que s'il existe encore quelques espaces de liberté, cette situation pourrait n'être que provisoire. Ce qui signifie, sans aucune ambiguïté, que les libertés ne peuvent cohabiter avec l'ordre établi. »

★

« Inflexibles avec les plus faibles, nos policiers ne sont guère différents de ceux qui se sont toujours appliqués à faire respecter des lois scélérates, en d'autres lieux. Il est possible d'affirmer, même si cela peut chagriner les fonctionnaires de police chargés de faire respecter l'ordre républicain que, dans leur comportement répressif, ils peuvent ressembler à leurs anciens qui servaient avec tellement de zèle le régime de Vichy, en zone non-occupée, et les nazis, en zone occupée. Bien sûr, il est possible que nous nous répétions mais comment oublier cet abominable passé, et le sinistre présent que nous connaissons.
Comment nier que **le poids des forces de l'ordre sur notre société**, encore démocratique, n'a fait que s'affirmer depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, en mai 2002, et plus encore après son élection à la présidence de la République, en mai 2007 ? Déjà très répressive depuis la guerre d'Algérie, et plus encore en mai 1968, comme dans les années qui allaient suivre, la police s'affirme de plus en plus tel un État dans l'État. La police est partout, et les policiers se mêlent de tout, se permettant de donner des leçons à tout propos. Véritable contre-société, l'institution policière aspire à devenir le principal pouvoir de ce pays. Mettant les règles de la démocratie entre parenthèses, ceux qui sont revêtus d'un uniforme bleu marine estiment que la population doit être constamment surveillée, et contrôlée si nécessaire. »

★

« Plus que sérieusement protégés, nous sommes **étroitement surveillés**. Particulièrement par ces caméras, de plus en plus nombreuses dans les grandes artères des villes, les supermarchés, les métros et les gares. Comme s'il n'était pas séant que le regard du policier soit trop visible, les systèmes de surveillance sont de plus en plus sophistiqués et, dans le même temps, miniaturisés, le citoyen devra se tenir constamment « à carreau », craindre les caméras, même s'il n'y en a pas. La peur étant bonne conseillère, l'ordre ne manquera pas de régner.
La situation devient préoccupante lorsque le bon citoyen ne prend pas conscience de cet environnement autoritaire. Il y a plus grave encore : la revendication sécuritaire exigeant toujours davantage de policiers, alors que l'ordre n'est nullement menacé. »

« La police, c'est **l'État dans tous ses désordres**. Cette affirmation est encore plus vérifiable en France que dans les autres pays se revendiquant de la démocratie. Contrairement à la Grande-Bretagne, à la Belgique ou à la Suisse, peut-être même à l'Allemagne, la police n'est jamais aussi visible qu'en France. Au-delà de cette présence permanente dans la cité, la police française paraît s'installer sur un terrain hostile, et considère le pékin comme un suspect, s'il ne répond pas aux bons critères : peau blanche, cheveux courts et choix vestimentaire acceptable par la morale policière.
Comme notre police est poussée à pratiquer une politique du chiffre, le résultat est conforme à l'attente des autorités. Le policier étant un fonctionnaire assermenté, il lui est possible de désigner, sans obligation d'apporter des preuves, des coupables de délits imaginaires, et satisfaire sa hiérarchie, sans crainte de voir ses affirmations mises en cause. Face aux juges, lorsque plainte est déposée contre lui, le policier a le sentiment d'être sourdement défendu par une société dont il s'est fait le mercenaire — ou le soutier. »

★

« Dans un monde où l'ordre n'a pas la même signification pour tous, nous risquons d'être les victimes de doctrines autoritaires. Et il nous faudrait les accepter au nom de lois votées par des hommes (et des femmes) élus au suffrage universel. C'est la démocratie, nous dit-on. Comment s'y opposer ? **Apprendre à dire non** n'est pas toujours facile. Il n'en reste pas moins que tout commence par le refus. C'est même, bien souvent, le meilleur gage de survie. Nous avons, paraît-il, changé de siècle et de millénaire. Est-il possible d'en finir avec les attitudes soumises et inquiètes, causes de tous nos reculs, de toutes nos défaites sociales ?
Apprendre à dire non, c'est surtout apprendre à vivre ! S'il est un enseignement que l'on se garde bien de dispenser aux écoliers, collégiens et les lycéens, c'est bien celui de la désobéissance cohérente. Nous vivons dans une société où le système éducatif est basé sur l'obéissance aveugle. Dès lors, désobéir, c'est quitter la voie impérativement marquée, se mettre délibérément en marge, et même se faire montrer du doigt, tel un mauvais sujet. [...]
Désobéir. Refuser. Dire non. C'est surtout résister aux grands principes. Ne pas céder aux injonctions, c'est risquer d'être considéré comme un « meneur ». C'est manquer de respect à une société dominatrice. C'est bafouer l'ordre moral. [...]
La désobéissance est toujours comprise comme le prélude à la rébellion. Pour aggraver le cas de ceux qui refusent de s'aligner, on affirme qu'ils violent des lois — pour éviter de dire qu'ils contreviennent à un ordre qui ne leur convient pas. [...] De même, celui qui n'accepte pas de marcher dans les clous n'est peut-être pas éloigné de ceux dont l'ambition finira par remettre en cause l'ordre établi. »

Une entreprise anarchiste ?

Le Temps de l'Harmonie à Châtillon-en-Vendelais (35)

A la lecture de cet article vous allez remarquer tout le temps libre dont disposent les deux auteurs. Il nous semblait donc normal de leur demander de faire part de leur expérience en cours. Voilà qui est fait.

Genèse

L'un de nous (GK) nourrissait depuis 2015 l'envie de quitter le monde professionnel de l'archéologie, ses impasses et ses déceptions, pour faire un emploi utile et ce malgré un doctorat dans la discipline… Il a d'abord été facteur puis non cédéisé sans autre raison que son militantisme anarchiste et un certain charisme. C'est alors que l'envie lui a pris d'être son propre patron et de n'être plus soumis aux diktats de chefaillons de pacotille dans un emploi insensé…

L'idée initiale anarchiste était de monter un bar adossé à une épicerie de produits locaux en milieu rural sous forme coopérative… Un lieu de lien social, barrage à la désertification des campagnes…

La première difficulté était double : trouver des associé·es et un lieu. Après un test de reprise de fonds de commerce en 2018 à La Couyère (35), puis à Etrelles (35), son choix s'est porté sur Châtillon-en-Vendelais, où il avait été facteur. Il connaissait un peu l'environnement local. Par ailleurs, l'ouverture récente d'une voie verte aux dépens de la ligne de chemin de fer Vitré-Fougères, l'existence d'une route départementale à mi-chemin entre les deux chefs-lieux de canton, la situation centrale du bled et l'existence d'un lac et d'un camping privé ont achevé de le convaincre de se lancer… Sceptique à cause de la présence d'agréments — Française des Jeux, Pari Mutuel Urbain, débit de Tabac — il a considéré qu'un lieu de lien social et de rassemblement ne devait pas commencer par exclure… Donc, au projet s'ajoutèrent ces trois sources d'addiction que sont les jeux, les paris et le tabac. C'est là qu'en février 2019, le second d'entre nous (RA) rentre dans la danse.

Le montage du projet

Une difficulté majeure est vite apparue : le tabac ne permettait nullement une forme coopérative. L'État-dealer a besoin d'un nom sur lequel taper en cas de besoin. La forme juridique de la société permettant de désigner deux gérants était donc une Société en Nom Collectif. Cela induisait une solidarité dans les dettes nécessitant une grande confiance entre nous. Or, le débit de Tabac impliquait une autre mauvaise blague : l'un des deux gérants devait être majoritaire (toujours ce nom sur lequel taper). L'égalité dans la société était déjà égratignée… Ne serait-ce que parce qu'un complément de retraite était cotisé pour l'associé majoritaire… Solidaire en dettes par la SNC, inégalitaires par le débit de Tabac. Toutefois, la société peut encore fonctionner dans une égalité de fait.

L'autre difficulté a été la recherche de financement : les apports n'étaient pas suffisants pour acheter le fonds et démarrer l'activité. Nous ne nous attarderons pas sur l'inutilité de la Chambre de Commerce et d'Industrie, du mépris avec lequel les banques, les membres d'Initiatives Bretagne ou ceux de Presol ont accueilli notre projet (ces derniers étant normalement là pour aider aux dynamismes entrepreneuriales). Une mention particulière pour les derniers cités, représentant l'économie sociale et solidaire, qui nous ont dit en substance qu'un projet de lieu de culture chez les bouseux ne fonctionnerait pas !

La troisième difficulté était l'existant : nous ne pouvions rien faire sans en tenir compte… Entre autres, notre prédécesseur avait conclu un contrat avec un brasseur et un prêt garanti par ce dernier. Or, nous nous devions d'honorer pendant presque deux ans les termes de ce contrat… Dont écouler des quantités déterminées de bières dudit brasseur… Et, comme le système de pression, la machine à café et celle à glaçons lui appartiennent, nous ne pouvions pas faire ce que nous voulions… Notamment servir de la bière brassée localement… Mauvaise surprise parmi d'autres !

La finalisation du projet

Après avoir obtenu un prêt bancaire et effectué les formations de rigueur, nous avons enfin pu signer le 4 octobre 2019 chez le notaire, pour un début d'activité le 8 octobre. Du projet initial, il ne restait que l'esprit, pour la suite, nos convictions anarchistes devaient faire le reste. D'ailleurs, une bonne partie d'entre elles formaient le cadre de notre pacte d'associés. Nous sommes partis, au début de l'activité, sur l'idée de fabriquer notre propre travail sans les contraintes de l'esclavage salarié. Avec pour objectifs de sortir des revenus, de rembourser nos prêts bancaire et familial et de récupérer les sous mis au départ… Pour le reste, nous souhaitions ne pas avoir de salariés mais plutôt de prendre un(e) associé(e) et d'abandonner le navire le jour venu en quittant la société, et non en la soldant et en vendant le fonds de commerce… Ce qui va à l'encontre du fonctionnement classique des commerçants… Le bar doit nous survivre sur les mêmes bases…

Pour le reste, nous avons démarré dès le début avec une armoire de produits locaux secs (hygiène, pâtés, pâtes, vinaigres, compotes et confitures…). Nous avons introduit peu à peu des produits locaux ou militants dans les boissons (thé et tisane de Scop-TI, de K-Cho-T, bières bouteilles locales), sans tenir compte du catalogue de notre brasseur… La question des prix s'est aussi avérée épineuse… Nous avons donc choisi une faible marge pour les produits de l'épicerie afin de les rendre abordables.

Réalités et perspectives anarchistes

Après treize mois d'activités, nous avons traversé de nombreux problèmes (les derniers en date étant les fermetures administratives à cause d'un virus). Les frictions entre nous ont été fréquentes. La réalité nous a souvent rattrapé. Ainsi, la capacité de travail de l'un n'est pas celle de l'autre, l'autonomie au travail n'est pas une capacité qui s'acquiert en claquant des doigts, les fronts et les objectifs sont abondants (suivi des stocks, rigueur dans les encaissements, recherche de nouveaux fournisseurs, consolidation des services actuels, etc.) et nécessitent rigueur et mise en perspective, les heures travaillées sont nombreuses (entre 55 et 70 heures chacun selon les semaines), pour celui qui vit au-dessus du bar le travail ne s'arrête vraiment jamais, les kilomètres pour venir de l'autre sont plus usants que prévu, etc. Au final, nous ne savons toujours pas si l'entreprise est assez viable pour accueillir une personne supplémentaire qui viendrait réduire un peu nos horaires… Par contre, nous sommes heureux de cette aventure où l'indépendance professionnelle est bien là, malgré une auto-exploitation flagrante…

Pourtant, bien que cela soit compliqué, nous réussissons à nous dégager quelques moments de loisir… Les habitants de Châtillon et des environs, qui forment l'essentiel de notre clientèle, semblent nous avoir adoptés et paraissent satisfaits de l'orientation que nous avons donné au commerce : tant avec les produits locaux qu'avec nos projets culturels. Bien sûr, il reste difficile de satisfaire tout le monde. L'orientation anarchiste du projet est plutôt vécue par eux comme anecdotique. Il nous reste encore beaucoup à faire pour améliorer notre cadre professionnel mais nous restons confiants. Quant aux activités culturelles et d'éducation populaire, âme de ce projet anarchiste, il nous faudra relancer la machine, avortée dans son élan le 14 mars 2020…

Gwenolé Kerdivel et Renaud Auger
Groupe La Sociale de La Fédération anarchiste

Baromètre socio-économique 2020 :

Pactole pour les pleins aux as

Le groupe Ici & Maintenant (Belgique) de la Fédération anarchiste tient à réagir à l'édition du baromètre socio-économique 2020 récemment publiée par la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique, organisation syndicale membre de la Confédération européenne des syndicats).

Durant ces dernières années, les pleins aux as sont devenus de plus en plus riches.

Les 10 % de Belges les plus friqués possèdent :

91,7 % des droits de propriété totaux
83,8 % de toutes les obligations
78,7 % des actions cotées en Bourse
60 % des fonds de placements

Les gouvernements successifs ont pris des mesures féroces et vachardes contre les prolétaires pour rendre « la Belgique plus compétitive sur les marchés internationaux ».

Ils ont distribué des cadeaux aux entreprises, tels que des réductions des cotisations de sécurité sociale et de l'impôt sur le revenu des sociétés.

Ils ont imposé des mesures qui ont filé des torgnoles à la répartition des richesses : sauts d'index, diminution des marges salariales (en plus de l'indexation), augmentation des impôts indirects (TVA…), des droits d'accises et des prix des services et des services publics, contournement du paiement du salaire garanti…

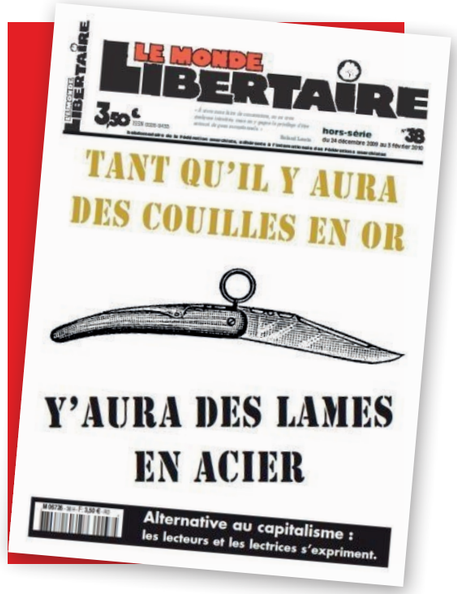
T'as comme l'impression de te faire truander… !

Les mesures de soutien Covid-19 ? Pactole pour les pleins aux as !

11,7 milliards d'euros sont revenus aux entreprises et aux indépendants.

Ceci indépendamment des 52 milliards tirés des systèmes de garanties (garanties bancaires) octroyés par les pouvoirs fédéraux et régionaux.

3,4 milliards d'euros reviendront aux ménages en 2020. Sans tenir compte du chômage temporaire, le soutien au pouvoir d'achat se chiffre à un maigre 1,1 milliard d'euros.



Nous, anarchistes, ne sommes pas étonné·e·s par le constat !

La production capitaliste a pour but le profit. La bourgeoisie, classe qui détient les moyens de production et exploitant le travail salarié, ne songe qu'à ramasser du fric et à extorquer la plus-value.

Nous n'avons aucune confiance envers les gouvernements et l'État, ces machines destinées à maintenir la domination d'une classe sur une autre. La vocation principale de l'État bourgeois est de réprimer les adversaires de classe afin de consolider la domination économique et politique de la minorité exploiteuse, de défendre la propriété privée et le régime d'exploitation.

La FA s'en tiendra à ses principes de base :
« **Nous devons faire en sorte que les classes sociales exploitées accèdent à la capacité politique nécessaire à leur émancipation. Ce sont les classes exploitées qui réaliseront la société anarchiste, car les exploiteurs ne se laisseront jamais déposséder et emploieront toutes leurs forces, même brutales, contre l'émancipation des travailleurs** ».

Groupe Ici et Maintenant
Belgique, décembre 2020

Impressions de manif

Quoi qu'en disent des médias, friands de trouver un petit incendie quelque part, la manifestation parisienne du 28 novembre contre la loi de sécurité globale m'est apparue comme peut-être la plus sympathique depuis longtemps.

PHOTO: URBAIN BIZOT

Le nombre de manifestants était impressionnant, 46 000 selon la police, donc pas loin du double en réalité. À partir de 17 h, les manifestants quittaient la place de la Bastille (par la rue Amelot entre autres) pour laisser la place à ceux qui affluaient encore vers Bastille par le boulevard Beaumarchais. Malgré un trajet aussi court, les manifestants ont défilé pendant quatre heures au total, remplissant l'intégralité des boulevards entre République et Bastille, la place de la Bastille elle-même, et de nombreuses rues adjacentes.

La présence policière était importante mais plus discrète que d'habitude. Quelques pelotons se sont rangés le long des commerces sur le flanc nord du boulevard, mais les nombreux cars étaient stationnés à distance et les pelotons évitaient également d'être visibles depuis la manifestation. Car tout le monde sait très bien que seule la présence policière provoque des violences, et que le contexte politique y était peu favorable. En revanche, le choix stratégique du Préfet incluait comme d'habitude les canons à eau et une trentaine de voltigeurs à moto dits « BRAV-M ». Le trajet de même que la place de la Bastille n'ont par contre pas été intégralement nassés, laissant quelques issues disponibles (environ une artère sur trois).

Dans la manifestation, la joie de pouvoir se retrouver à nouveau réunis en plein air dominait très nettement sur la colère suscitée par les violences policières. Je pense que plus de la moitié de la manifestation était constituée par des personnes très jeunes, dynamiques et souriantes, une belle jeunesse très sympathique. Et j'ai pu retrouver plusieurs personnes, que parfois je n'avais pas vues depuis presque un an. Et partout des gens portés au dialogue, au jeu de mot, au clin d'œil, à une libération de l'esprit.

Ce qui me semblait également notable, c'était la très faible proportion de banderoles « institutionnelles » (syndicats, partis, associations). Même si les sigles habituels réunissaient leurs adhérents et sympathisants, une très forte proportion de manifestants était présente visiblement sans affiliation. On retrouve la même chose dans le très grand nombre de pancartes personnelles, souvent hâtivement bricolées, mais présentant de bons slogans. Chacun veut s'exprimer personnellement (habitude peut-être favorisée par l'expression sur Internet ?).

Urbain Bizot

ROBOCRATIE

À QUAND LA ROBONOSE ?

Zoonose : « *maladies et infections se transmettant naturellement entre animaux et humains* » : jusqu'ici connu des seuls spécialistes, le concept s'est popularisé grâce aux virus. Mais on ne connaît pas encore la *robonose* qui verrait humains et robots s'échanger leurs virus… En conséquence, la pandémie a été tout à la fois l'occasion et le prétexte pour remplacer toujours plus d'humains par des robots et renforcer la pression du capital sur le travail.

Peu commentée, l'accélération de la robotisation est pourtant une des plus importantes répercussions de la pandémie ; mort ou vif, il faut produire, vendre et livrer, et le patron sait que les robots ne meurent pas. Immunisés contre nos virus, des robots ont infecté certaines activités vitales comme par exemple… manger. D'avril à mai aux États-Unis, près de de 20 000 travailleurs de la « transformation » de la viande étaient infectés, faisant diminuer la production de bœuf et de porc de plus d'un tiers. Qu'à cela ne tienne ! Alors qu'en juin dernier un sondage indiquait que la moitié des dirigeants de sociétés envisagent davantage d'automatisation en réponse au coronavirus, chez le géant Tyson Foods leader de la « Protéine », des robots maintenant découpent les poulets et certaines parties des bœufs.

MANGER AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Les fast-foods mènent le bal de la déshumanisation, tant en en salle pour prendre les commandes « sans contact », qu'en cuisine pour y préparer des plats toujours parfaits. Après deux mois de tests, la chaîne White Castle a décidé d'équiper ses restaurants du robot-chef Flippy de Miso Robotics. C'est sans assistance humaine qu'ils préparent frites, burgers, beignets de crevettes, chicken wings… la standardisation de l'accueil et des plats avait pavé la voie pour les robots, le virus leur a ouvert grand les portes.

Pour cuisiner à la maison, il faut faire ses courses, par exemple chez Walmart, leader mondial de la grande distribution devant Carrefour, et premier employeur privé du pays. D'ici la fin de l'année, c'est dans la moitié de ses 5000 magasins que Walmart utilisera les robots magasiniers et nettoyeurs de Brain Corp. Ils font déjà l'inventaire et analysent les rayons d'un millier de sites tandis que près de 2000 de leurs congénères sont attendus pour réceptionner et trier les livraisons, directement au cul des camions. Expert en Intelligence artificielle, Brain Corp vend des « cerveaux » de robots **totalement autonomes**, uniquement guidés par la définition de leur tâche et des **règles de bonne conduite avec les humains**. L'enjeu est d'en faire des compagnons de travail « comme les autres », enfin… « presque », car alors que plus de 14 000 de ces êtres hantent déjà bureaux et grandes surfaces, Brain Corp indique à ses clients qu'ils ne tombent pas malades et ignorent cette plaie qu'est l'absentéisme… À l'occasion de la pandémie, 70 types différents de « robots sociaux » ont été testés ou déployés.

PRODUIRE EN CHINE

Le virus a également accéléré le « grand remplacement » au sein de l'usine mondiale. La Chine est le premier client de la robotique industrielle – un tiers des achats – et affiche la plus forte croissance, de plus de 20 % par an. Trois facteurs y concourent : en premier lieu la fin des salaires microscopiques, avec des coûts de main-d'œuvre multipliés par 10 au cours des 20 dernières années. En second, la démographie : une part importante de la population chinoise atteindra bientôt l'âge de la retraite, sans remplaçant suite à la politique de l'enfant unique. Enfin, tout en baignant dans une culture d'une subtilité sans égale, nombre des dirigeants, tel le président Xi Jinping, sont des ingénieurs ou des scientifiques diplômés des meilleures universités mondiales, familiers avec la robotique. Contrairement au x énarques français lobotomisés, ils comprennent et ont mobilisé les gains réalisés dans la production bas de gamme pour créer une redoutable armée de jeunes scientifiques et ingénieurs. Avec 3 millions de diplômés chaque année – cinq fois plus que les États-Unis – la Chine produit bien plus d'ingénieurs en Intelligence artificielle que tout autre pays, et son mélange unique de dirigisme étatique et de capitalisme privé au service d'une ambition politique et financière à l'échelle planétaire suscite un tsunami continu de start-up d'une agressivité sans égale.

« **La COVID-19 a accéléré notre transition vers l'ère de la quatrième révolution industrielle** »… concluons avec Klaus Schwab, infatigable animateur des cénacles obscurs où se pense et s'organise la mondialisation capitaliste : Groupe Bilderberg dont il a été le directeur ou Forum de Davos qu'il dirige depuis sa création. Ce Monsieur Loyal de l'oligarchie mondialisée nous convoque avec entrain au « Great Reset » – la Grande réinitialisation – qu'il appelle de ses vœux, ce « **remplacement des idées, des institutions, des processus et des règles actuelles** » comme il le définit. Un « grand remplacement » qui sera surtout celui du travail par le capital ; des travailleurs par les robots.

Hépha Istos

ROBOCRATIE

22 ! V'LA LES DRONES !

La contestation de la loi nº 3452 « Sécurité Totale » s'est concentrée sur l'article 24 relatif aux vidéos. Cet article est toutefois l'arbre qui floute la forêt : ce groupe d'articles qui légalise la robotisation de notre domestication, qui légalise la traque des humains par des brigades coordonnées de robots fixes, piétons ou volants — qui nous transforme en bétail.

Ils nous ont expliqué que nous avions été identifiés par des drone s », Mediapart rapporte le témoignage de militants interpellés au domicile de l'un d'entre eux pour un lâché de banderole le 14 Juillet dernier place de la Concorde dénonçant l'asphyxie de l'hôpital.

L'article 24, du projet de loi « Sécuritaire Total » veut interdire notre seule arme : le bouclier symbolique matérialisé par la caméra de nos smartphones. Mais je redoute plus encore le groupe d'articles du même texte – 20, 21 et 22 – qui transformerait en robots les caméras de nos ennemis. En légalisant la traque des humains par les robots, ils nous font entrer dans **un nouveau monde**. L'article 20 intègre aux dispositifs policiers les caméras privées, situées au sein des immeubles, tandis que l'article 21 redéfinit à leur profit l'utilisation des caméras « piéton » des policiers. L'article 22 enfin, légalise l'utilisation de robots-caméras volants pour espionner la population - en masse ou en détail. Le texte est très clair : (Art. L. 242-2) les images et sons captés sur le terrain sont directement transmis aux bases arrière ; (Art. L. 242-3) c'est à la discrétion des autorités que nous serons informés ou non ; (Art. L. 242-4) ces données seront conservées tant que l'administration le jugera utile. Enfin (Art. L. 242-5) la traque robotisée pourra être utilisée à volonté, en toutes circonstances.

Des brigades coordonnées de robots fixes, portés ou volants nous identifieront, suivront nos déplacements, identifieront et suivront nos contacts, car si les **robots-physionomistes**, experts en reconnaissance de visages, sont absents de cette loi c'est pour les soustraire du débat sur une loi faite pour eux. Les débats parlementaires l'on démontré sans ambiguïté quand, par exemple, l'amendement déposé par deux députés réclamant « **L'interdiction du traitement des images collectées par les drones à l'aide d'un logiciel de reconnaissance faciale** » a été rejeté. Sans discussion, et comme tous les autres amendements de même nature.

LES FICHIERS TAJ ET TES

La loi installe de fait la reconnaissance faciale dans les lieux publics et privés en complétant un simple décret du 4 mai 2012 qui l'avait introduite de façon restreinte en créant le fichier **TAJ** — Traitement des antécédents judiciaires — dédié à l'utilisation de robots « **orientant les investigations vers une personne déjà connue de TAJ et présentant une forte ressemblance** ».

Proposition de loi n°3452 relative à la sécurité globale
Article 22

Article L. 242-2. - « […] Les images captées peuvent être transmises en temps réel au poste de commandement du service concerné »

Article L. 242-2. - « Le public est informé par tout moyen approprié de la mise en œuvre […] sauf lorsque les circonstances l'interdisent ou que cette information entrerait en contradiction avec les objectifs poursuivis »

Article L. 242-2. - « […] Hors le cas où ils sont utilisés dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, les enregistrements sont conservés pour une durée de trente jours »

Article L. 242-2. - « Dans l'exercice de leurs missions de prévention des atteintes à la sureté de l'État, la défense ou la sécurité publique et de prévention, de recherche, de constatation ou de poursuite des infractions pénales, les services de l'État concourant à la sécurité intérieure et la défense nationale peuvent procéder, au moyen de caméras installées sur des aéronefs, à la captation, l'enregistrement et la transmission d'images »

En 2018, ce fichier stockait déjà 18,9 millions de fiches de personnes suspectées ou simplement mentionnées dans une procédure et plus de 8 millions de photos de face de nos visages. Une étude parlementaire indique que les robots qui s'en nourrissent, eux, ne chôment pas : « **375 747 demandes ont été faites par les services de police en 2019 et 207 584 jusqu'au 17 juin 2020** ». Il faut également ajouter le fichier **TES** – Titres électroniques Sécurisés — qui fiche depuis 2016 le visage des personnes ayant demandé un passeport ou une carte d'identité. TES donne le ton – très sombre. Derrière sa création, on trouve la société informatique Amnesys poursuivie pour complicité de torture en Libye pour avoir vendu ses robots de surveillance de masse à Kadhafi.

FICHÉS, TRAQUÉS PAR LES ROBOTS

Il s'agit maintenant d'universaliser les prises de vues et d'utiliser les robots en temps réel, pour la traque. Les robots-caméras graveront nos visages dans TAJ où aussitôt leurs infatigables collègues robots-physionomistes nous identifieront afin que les robots-ficheurs documentent des fiches, où pour la traque immédiate. Créer un état de fait, qu'on légalisera plus tard, au prochain attentat par exemple – c'est la méthode.

On aime s'effaroucher de la reconnaissance faciale en Chine, mais pas dans ces colonnes car c'est une diversion, un repoussoir. C'est ici, et depuis plus de 10 ans, que l'État organise à bas bruit notre traque par ses robots. C'est le but, très bien analysé et explicitement condamné dans la lettre à Macron datée du 12 novembre des rapporteurs de l'ONU dédiés à la « protection des droits de l'homme et libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste », au « droit à la liberté d'opinion et d'expression » et au « droit de réunion pacifique et la liberté d'association ».

Ce visage, ce regard qui nous présente au monde, qui dit notre humanité, il deviendra notre dénonciateur. L'espace public est le lieu de la rencontre, là où se déploie la vie proprement humaine, il deviendra celui de la traque, que l'on évite, où l'on se cache. Bien au-delà de ces conséquences sur notre sécurité cette loi infecte et ses robots veulent nous déshumaniser**.**

Il faut les bannir.

Hépha Istos

Les aventures d'Élisée Reclus à Bruxelles [3]

Le mouvement anarchiste au temps de l'affaire Reclus

ILLUSTRATION : ELSA

Résumé des épisodes précédents. Élisée Reclus, la soixantaine bien sonnée, est devenu une sommité dans les milieux savants, où son travail de géographe est reconnu quasi unanimement. Pour autant, à aucun moment Élisée n'a passé sous silence son passé de Communard, ni son adhésion aux idées anarchistes, notamment au travers de publications qui le rendent suspect aux yeux des divers avatars du pouvoir. L'Université Libre de Bruxelles lui ouvre ses portes et le savant géographe y voit une bonne opportunité de changer d'air, vu l'atmosphère peu propice aux anarchistes, en France, depuis les attentats de Ravachol. Mais le conseil d'administration de l'université bruxelloise se dégonfle au dernier moment et annule les cours d'Élisée. Cette décision provoque la colère de certains enseignants et d'une partie des étudiants, qui vont engager un bras de fer avec les vieilles barbes du conseil d'administration, durant le mois de janvier 1894. Le conflit débouche sur le projet de création d'un établissement académique dissident, l'Université Nouvelle. Et les anarchistes belges, dans toute cette histoire, où se situent-ils ?

À ce stade, on peut assez difficilement affirmer que la création de l'Université Nouvelle soit une affaire anarchiste. Certes, c'est l'anarchisme de Reclus qui, en l'apparentant à Ravachol, Vaillant et autres fauteurs d'attentats, lui vaut d'être rejeté par l'université bruxelloise. Mais ce n'est pas une solidarité de classe, ou d'idée, qui va mobiliser les forces en sa faveur. Le grand mobile invoqué par les étudiants, c'est la défense de la libre pensée. Quant aux autres soutiens académiques et extra-académiques du géographe quoique anarchiste, ou de l'anarchiste quoique géographe, ils appartiennent à la tendance la plus progressiste du réformisme parlementaire, mais ce ne sont pas des anarchistes. Pour la plupart, l'adhésion à la Première Internationale a été une étape vers une évolution politique non dénuée d'ambiguïté, teintée de proudhonisme, de marxisme et de stratégie parlementaire. Toujours est-il que, désormais, au sein de cette faction, la grande affaire, c'est devenu, depuis la création du Parti ouvrier belge (P.O.B.) en 1885, et avant toute chose, la lutte en faveur du suffrage universel. « **Clé de toutes les réformes, il est la clé du paradis socialiste** », écrit Jan Moulaert, historien du mouvement anarchiste en Belgique. Enfin… on dit « universel » mais… c'te blague ! Universel au masculin et rien qu'au masculin. Le suffrage, c'est bidon, on sait. On est anar, oui ou zut ? N'empêche… Il faudra attendre 1948 pour que les femmes belges accèdent à leur tour au droit de pouvoir voter pour l'imposteur de leur choix.

« Deuxième économie mondiale, derrière l'Angleterre, les Belges peuvent un peu se la péter. »

On s'égare. En résumé, depuis la création de l'Internationale anti-autoritaire, il existe un mouvement anarchiste actif en Belgique, même si, comme on l'a dit dans une autre partie de ce récit, le jeune royaume semble méfiant envers les discours prônant l'insurrection ou la révolution, et qui risquent de mettre en danger une identité nationale et des institutions bâties sur le terreau de l'indépendance. Un petit brin de nationalisme patriotard au revers du veston pour brocher sur le tout : paraît, à l'époque, que ça fait chic ! Surtout que la Belgique, c'est le genre pays de cocagne, en ce temps-là, le fleuron du capitalisme industriel. En deux mots : la bourgeoisie et l'aristocratie d'affaire ont connu une ascension fulgurante. Deuxième économie mondiale, derrière l'Angleterre, les Belges peuvent un peu se la péter. L'a pas loupé le train de la révolution industrielle, le petit royaume… Tu pourrais te dire que le ruissellement fait son œuvre, alors, et que les ouvriers belges vivent comme des petits pachas, bénéficiant des retombées économiques de la plus-value qui déborde du vase de l'actionnariat. Peau de balle et balai de crin. La tendance globale du monde politique, c'est l'administration des classes laborieuses selon les critères d'un libéralisme bourgeois, paternaliste, mais singulièrement coupé des réalités du monde prolétaire. Sorti des cercles nantis, c'est la misère, le travail harassant pour les uns, le chômage persistant pour les autres. Le travail des enfants. Quelques ébauches de protection sociale ont vu le jour, fruit des revendications et de l'organisation de la contestation au sein du monde ouvrier. L'exploitation reste la norme. Le droit de grève n'existe pas, chaque grève est donc illégale et entraîne des sanctions sévères. Le suffrage — on parlait du droit de vote, plus bas — est censitaire et réservé à ceux qui ont les moyens. Il devient plural après la grève de 1893. Les salaires baissent quand les exploiteurs craignent de voir diminuer leurs bénéfices, en cas de crise ou de surproduction.

« Les libertaires déclarés et conscients se comptent en petit nombre dans les rangs prolétaires. Cela ne signifie pas que les idées anarchistes n'aient pas circulé parmi les rangs du monde ouvrier. »

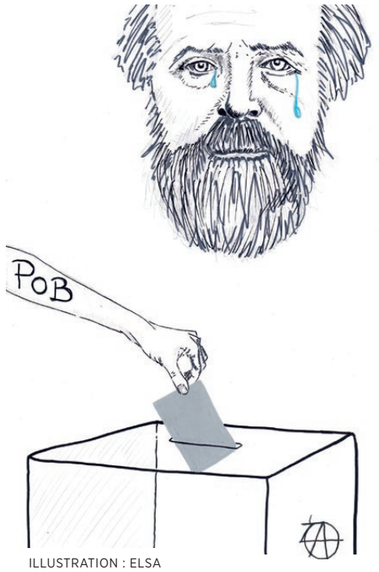


ILLUSTRATION : ELSA

En somme, voilà un terreau bien fertile pour générer de l'agitation prolétaire ! Pour autant, l'ambition du P.O.B. se résume à une équation bien simple, pour résumer : obtention du suffrage « universel », élections, participation de ses élus au gouvernement (par la grâce d'une coalition avec les libéraux, histoire de remballer les catholiques conservateurs dans l'opposition) et réformes en vue d'améliorer le sort des ouvriers et ouvrières. Socialiste, parlementariste, le parti recrute ses cadres parmi les milieux petit-bourgeois et intellectuels progressistes. Rapidement, sa grande capacité d'organisation va drainer massivement la masse des ouvriers, au détriment des autres formes de socialisme, en particulier révolutionnaire, comme le blanquisme, ou l'anarchisme, ou encore l'éphémère Parti socialiste républicain. Rude concurrence, sur ce terrain, pour le mouvement anarchiste qui, entre la fondation de l'Internationale anti-autoritaire et la fin du XIXe siècle, peine à s'implanter en Belgique ! Pour tout dire, quand on dit qu'il peine, il faut comprendre cela en termes quantitatifs, mais aussi, sans doute, organisationnels. Les libertaires déclarés et conscients se comptent en petit nombre dans les rangs prolétaires. Cela ne signifie pas que les idées anarchistes n'aient pas circulé parmi les rangs du monde ouvrier et ne l'aient pas tenté, à certains moments. La Belgique de ce temps, de par son fort taux d'industrialisation, compte une population ouvrière nombreuse et diverse, en particulier dans le Borinage, la région du Centre et le bassin liégeois, où ont éclos les secteurs miniers, sidérurgiques et verriers. C'est donc sans surprise que nous détectons les foyers les plus animés de l'anarchisme belge wallon à Charleroi et à Liège. Bruxelles, en tant que capitale et que carrefour cosmopolite des révolutionnaires de tous horizons, figure également un lieu phare de l'anarchisme. Mais le foyer le plus actif et le plus constant s'avère sans conteste être Verviers, la cité lainière, qui fonde la prospérité de ses nantis et l'exploitation de ses classes laborieuses sur le filage et le cardage de la laine. Tels sont les principaux pôles où se concentrent les « **groupes anarchistes de la partie de l'humanité parquée sur la portion de territoire appelée Belgique par ceux qui nous exploitent** » (*La Liberté*, Verviers, 23-10-1886).

Le Parti ouvrier belge (P.O.B.), depuis sa création, a établi sa stratégie sur deux ressorts tactiques principaux : l'encadrement des « masses » indisciplinées, d'une part, et la décrédibilisation systématique du mouvement anarchiste, d'autre part. Il s'agit ni plus ni moins de se démarquer résolument du spontanéisme des foules laborieuses en colère et de donner des gages de respectabilité parlementaire. L'année 1886 a constitué un tournant, le « plus jamais ça » du socialisme réformiste. C'est que les célébrations du quinzième anniversaire de la Commune de Paris avaient bien failli tourner à la révolution sociale, à Liège d'abord, puis dans la région carolorégienne. Au final, l'épisode a montré ses limites, en particulier l'absence de capacité – ou de volonté ? — du mouvement anarchiste belge à transformer l'émeute en insurrection.

Les formes favorites de l'expression des anarchistes, issus de la classe ouvrière, ce sont les meetings et les journaux (la « *Papier-und Tribünenpropaganda* » relève l'anarchiste allemand Johann Neve qui a fréquenté les milieux anarchistes verviétois). Lorsque le défilé du 18 mai 1886 tourne à l'émeute, à Liège, les anarchistes sont débordés et ne profitent pas de leur avantage. La Belgique, en revanche, a retenu la leçon et les actions de police vont avoir raison de la vitalité du mouvement anarchiste : contrôles, confiscation du matériel d'imprimerie, peines de prison, expulsions… Certains historiens relèvent que le mouvement anarchiste belge, en ce temps-là, manque d'un grand personnage charismatique. Autant dire un meneur, une figure de proue, une tête de gondole. Et qu'Élisée aurait pu être la vedette qui aurait donné plus d'envergure à l'anarchisme en terre wallonne, l'équivalent de Domela Nieuwenhuis, un Néerlandais qui fut en partie l'inspirateur des anarchistes flamands au nord du pays. Il s'agit évidemment d'une vision romantique de l'histoire et cette absence de Grand Timonier de service, fût-il libertaire, constitue plutôt un signal positif en faveur de l'anarchisme belge wallon. Toujours est-il que celui-ci, issu principalement du milieu prolétarien, révolutionnaire, n'a pas grand-chose à voir ni à partager avec le monde académique. L'affaire Reclus, en trois mots comme en cent, ce n'est pas vraiment leur affaire. Il y aura peu de commentaires, finalement, de la part des journaux anarchistes belges et, en retour, rien ne laisse penser que Reclus ait eu le moindre contact avec les groupes anarchistes disséminés en Wallonie et à Bruxelles.

Christophe
Groupe Ici et Maintenant (Belgique)
de la Fédération anarchiste

« Tierra y libertad »

Entretien avec le comité de rédaction (du groupe Albatros FAI)

Salut, compagnons, et merci pour cet entretien à distance aux temps du Covid, qui nous permet de rester en contact. Grand souvenir, ces bières que nous avons bues ensemble le 12 juillet de l'année dernière à Madrid. Que diriez-vous de commencer par une brève présentation de votre groupe Albatros (FAI) ?

Formidable ! Nous commencerons par dire que notre groupe – Albatros – est né au milieu des années 90 avec des gens qui venaient d'autres groupe de la FAI, des Jeunesses Libertaires et d'autres qui participaient pour la première fois à un groupe anarchiste. Depuis le début nous avons été un groupe de synthèse, puisque nous avons mené (et nous menons toujours) des actions dans différents domaines. Le principal est sans doute la diffusion des idées. Nous utilisons à cet effet tous les moyens à notre portée : conférences, articles de presse, brochures et nous avons même réalisé un court métrage sur Bakounine, qui est online, ainsi qu'un film documentaire contre la fausse charité de l'Église (*Ouróboros*). La lutte anti-religieuse est l'une de nos constantes, mais pas la seule. Nous ne sommes pas un groupe important, ce qui nous met parfois des limites, mais nous avons un cercle d'amitiés militantes, qui même si elles ne font pas partie du groupe, nous aident habituellement dans les tâches.

Aujourd'hui, nous avons prévu de présenter Tierra y Libertad, l'organe de presse de la Fédération Anarchiste Ibérique au lectorat du Monde Libertaire. Un journal anarchiste si célèbre qu'il a inspiré Ken Loach pour son film : à quand remonte-t-il ?

Nous commencerons par dire que Tierra y Libertad n'est pas l'organe de presse de la FAI mais une publication anarchiste éditée par la FAI. Cela veut dire que la fédération nomme le Comité de Rédaction et a le dernier mot pour tout ce qui concerne le journal, mais celui-ci n'est ni son organe ni son porte-parole parce que la Fédération n'a pas une voix « unique ». C'est pour cette raison que le journal n'a pas d'Éditorial et que toutes les contributions doivent être signées. La Rédaction a la faculté de rejeter les articles qu'elle estime ne pas convenir ; ce n'est que s'ils proviennent d'un groupe fédéré que l'on dit pourquoi à ce groupe, et si celui-ci n'est pas d'accord avec les raisons exposées, on renvoie à tous les groupes fédérés pour prendre une décision fédérale. À vrai dire, cela ne s'est jamais produit jusqu'à présent et quand il est arrivé de rendre des articles à des auteurs non fédéré·e·s, tout s'est passé dans la plus grande camaraderie et personne ne s'est senti offensé.

Avec une certaine régularité, la Fédération change le Comité de Rédaction, un mandat qu'aucun groupe ne veut prendre parce que cela limite beaucoup son activité de devoir publier le journal tous les mois. Il y a des années (trop peut-être), à la Fédération, nous avons décidé que le Comité de Rédaction passe au groupe Albatros qui, à son tour, nous a délégués, nous Hector et Alfredo, pour le mettre en œuvre. Nous sommes de deux générations différentes, (11 ans de différence d'âge), nous avons des expériences militantes très différentes aussi ainsi que des professions différentes (manutentionnaire et typographe).

Le journal est né en 1888, rien que ça, comme hebdomadaire, il a été quotidien pendant une brève période au début du XX° siècle pour revenir à une formule hebdomadaire à parution irrégulière et clandestine pendant la dictature franquiste et réapparaître comme hebdomadaire en 1976. Pour ce qui concerne Ken Loach dans ta question, malheureusement ce n'est pas vrai. Il a pris le nom en raison de cette aspiration, pas du journal. Certains compagnons ont participé au tournage en tant que figurants, y compris le Comité de Rédaction de l'époque. Ni Loach ni sa maison de production ne connaissaient l'existence du journal. De toute façon, Loach est trotskyste et, dans son film, il met beaucoup plus en avant le rôle du POUM (parti marxiste) que celui des anarchistes.

Quel a été le rôle de Tierra y Libertad dans l'histoire et à travers les différentes étapes historiques : guerre civile et révolution sociale, dictature, post-franquisme ?

Depuis sa fondation, l'un des objectifs du journal a été l'information sur le mouvement anarchiste et, aussi, de servir de référence organisationnelle au mouvement lui-même tout en développant un volet de formation, tout cela dans un pays à fort taux d'analphabétisme. *Tierra y Libertad*, à l'instar d'autres titres de presse et textes libertaires, était lu à voix haute dans les réunions ouvrières pour donner la possibilité de la connaissance aux personnes encore analphabètes. À mesure que le mouvement libertaire étend sa tâche culturelle au sein de la classe prolétaire, et que, parallèlement, beaucoup d'autres journaux libertaires voient le jour, *Tierra y Libertad* devient peu à peu un organe de diffusion plus qu'un organe d'information même si le journal continue bien sûr à donner des informations du mouvement.

Fait par des groupes anarchistes fédérés, il n'a jamais été l'organe d'aucune fédération, laquelle a eu divers noms jusqu'à ce qu'en 1927 les groupes espagnols s'unissent aux groupes portugais pour donner lieu à la Federación Anarquista Ibérica [Fédération Anarchiste Ibérique], nom de l'organisation qui perdure jusqu'à nos jours.

Avec le coup d'État de 1936, le processus révolutionnaire de la classe ouvrière s'accélère, et notre journal est dans la rue chaque semaine pour commenter les événements et proposer une orientation anarchiste. En raison de la conjoncture, il commence à être édité par la FAI dans son ensemble (une situation qui n'a pas changé depuis). Avec la victoire fasciste, le journal sort clandestinement et de façon irrégulière, et publie également des manifestes, des tracts et des affiches sous forme d'éditions spéciales. Au Mexique, des camarades en exil éditent un journal ayant le même titre, mais qui n'a pas de lien avec ce qui se fait en Espagne ni avec la FAI. À la mort du dictateur [novembre 1975], nous arrivons à la Transition démocratique, à la démocratie et on commence à publier (au début clandestinement) *Tierra y Libertad* avec une périodicité fixe –mensuelle– et une rotation du Comité de rédaction entre les groupes fédérés. Le journal sert de liant à la Fédération et aussi à d'autres groupes non fédérés.

Qui le journal a-t-il publié et publie-t-il ? Qui écrit aujourd'hui dans le journal ? Et quelles en sont les diverses thématiques ?

Historiquement beaucoup ont écrit dans le journal, y compris des gens de lettres qui ont ensuite été célèbres comme Azorín. Bien entendu, les anarchistes les plus connu·e·s, comme Malatesta et. Kropotkine, y ont écrit également. Aujourd'hui les plumes sont des militant·e·s et des théoricien·ne·s d'Espagne et d'ailleurs. Nous essayons de publier des analyses couvrant tous les champs de la lutte sociale (syndicalisme, féminisme, antimilitarisme…) sous un angle libertaire.

Comment êtes-vous organisés, financés, aujourd'hui et quels sont l'impact et la diffusion de T y L ?

L'organisation du journal est simple : les articles nous arrivent ou nous les demandons aux personnes adéquates, en plus de lire la presse libertaire en d'autres langues et de traduire ce qui nous jugeons opportun. Le journal est financé par sa vente, les abonnements et les contributions du lectorat et des groupes. Quant à la diffusion, nous n'imprimons que 1000 exemplaires, sans compter la version online que nous sommes en train d'essayer d'améliorer. Beaucoup de nouveaux abonnements au journal papier viennent de la lecture du journal en ligne.

Quel est le lectorat de T y L, y-a-t-il des points de lecture ou de vente du journal ou fonctionne-t-il par abonnement ? Est-il possible de s'abonner depuis la France ?

Le journal s'adresse au grand public. En dehors de l'abonnement, on peut le trouver dans les locaux du mouvement libertaire, y compris les sections syndicales. Nous avons des abonné·e·s dans le monde entier, surtout en Amérique latine.

Mensuel, hebdomadaire… ou autres modalités, y compris sur le net, envisagez-vous des améliorations à la formule actuelle ?

En principe nous n'envisageons pas un changement de périodicité. Nous voudrions par contre qu'il y ait des publications spécifiques, hors les bulletins de groupes et de zones géographiques déjà existants. Nous pensons que le mouvement anarchiste en Espagne a besoin d'un hebdomadaire (comme en Italie avec *Umanità Nova*) qui fasse de la propagande à travers les informations, d'une revue théorique (comme votre *Réfractions*), et d'une revue scientifique (nous avons *Germinal. Revista de Estudios Libertarios*). La propagande par l'analyse serait laissée à *Tierra y Libertad* (mensuel, comme votre *Le Monde libertaire*).

La pandémie a-t-elle eu une influence sur T y L, son fonctionnement et même sa parution ?

À vrai dire, oui. Pendant plusieurs mois, nous n'avons pas pu sortir le journal. Au début du confinement, l'imprimerie où nous l'imprimons, a fermé et, après, quand elle a repris son activité, nous ne pouvions pas avoir l'usage du local où nous le mettons sous enveloppes et préparons les expéditions postales ; il faut dire que le local ne nous appartient pas, c'est celui d'une autre organisation libertaire qui nous cède un espace en échange d'une participation financière mensuelle.

Ça tient toujours pour fêter ensemble le 19 juillet prochain, ce que nous n'avons pas pu faire cette année ?

Bien sûr ! Nous vous attendons…

Le 11 décembre 2020
Entretien en espagnol et traduction de *Monica Jornet*
Groupe Gaston Couté FA

Contre la politique des « sauveurs »

Pour qui veut changer le monde, mais pour de vrai ; pas en réformant le capitalisme.

Note [en avant-propos] Dans ce livre, et après une vaste table-ronde, on a voulu employer le féminin et le masculin. Au début nous avions décidé de tout mettre au féminin, qui se serait rapporté aux personnes, mais on avait du mal à accepter de parler de pouvoirs au féminin alors que l'on sait d'où vient le pouvoir. C'est pourquoi, tout ce qui a rapport au pouvoir est au masculin, le reste du texte sera un mélange des deux genres. Nous voulons faire comprendre à la lectrice que nous ne sommes pas seulement en train de parler de celles-ci mais de l'ensemble de la population, de même que pendant des siècles on a toujours voulu inclure toute personne dans le générique masculin mais que beaucoup se sont senties en réalité exclues ou méprisées. Nous sommes conscientes que cette décision donnera lieu à controverse. C'est pourquoi, nous vous demandons de tenir compte de l'importance du genre ; nous espérons que dans un avenir proche il n'y ait pas de divergence à ce sujet et que toutes les personnes se sentent inclues dans les textes.

Présentation

Ce petit livre essaye d'être un outil utile pour tout compagnon ou compagne intéressée par la lutte sociale, pour celles qui sont fatiguées par tant de promesses, celles qui ont été maltraitées par le pouvoir et ont la rage, pour les travailleuses, c'est-à-dire le peuple. Il peut être utile à qui ne connaît pas bien le monde libertaire et l'action directe.

En se démarquant et en s'affichant contre tout parti politique ou organisation pyramidale ou institutionnelle, il cherche à ouvrir le chemin à d'autres formes d'organisation fondées sur le désapprentissage, la solidarité et l'entraide, puisque telles ont été les armes les plus puissantes pour le peuple dans son chemin vers l'émancipation.

Nous n'allons pas proposer une solution selon le mode habituel des partis politiques et des syndicats qui promettent, proposent et ne changent rien. Nous voulons démonter les pièges du système capitaliste et tous ceux qui suivent ce jeu, en découvrant au grand jour l'inefficacité de la classe politique et la force que l'État exerce sur le peuple.

Nous espérons que ces pages seront une contribution utile pour nous organiser de façon efficace et arriver à des résultats au bénéfice de toutes parce que nous devons comprendre que le changement est en nous. Si nous voulons un changement, nous devrons toutes travailler. Il n'y a pas de sauveurs.

Fédération anarchiste ibérique
Septembre 2020

La traduction intégrale de cet opuscule sera disponible, par parution hebdomadaire, dans le ML en ligne. Traduction de l'espagnol : ***Monica Jornet*** **Groupe Gaston Couté FA**

Table des matières

Organise ta rage.
Retrouvons une prise
de conscience.
Construisons d'en bas.
Crise, quelle crise ?
Essor de l'extrême-droite.
La grève et la manifestation.
À nous de vaincre.

Biélorussie

Contre le capitalisme et la dictature, pour la solidarité internationale.

Le Comité de relations de l'Internationale des fédérations anarchistes (CRIFA) exprime son soutien et sa solidarité internationale avec les luttes des personnes en Biélorussie contre la dictature d'Alexandre Loukachenko, un mouvement de masse dont font partie nos camarades anarchistes. Cette situation vient de la protestation contre la dictature, qui dure depuis 26 ans, la crise économique, sanitaire et du service public. Une vague de protestation a déferlé dans les rues du pays pour demander le départ du dictateur. En tant qu'anarchistes, nous ne sommes pas passionnés par le débat pour savoir si la dernière élection présidentielle a été truquée ou non. Il est seulement clair que les Biélorusses disent « Trop c'est trop » : ils ne veulent plus d'un gouvernement qui les affame, les bat et les oppresse.

Nous sommes solidaires des prisonniers politiques biélorusses et demandons leur libération immédiate. Nous réclamons également la réintégration de tous les travailleurs qui ont perdu leur travail pour participation aux grèves ou aux manifestations, et appelons à une fin immédiate de la répression. Nous dénonçons la violence et les abus des mesures politiques qui sont en place, ainsi que les force militaires et paramilitaires du régime, qui détiennent arbitrairement, battent et torturent les opposants politiques. Nous exigeons la chute d'un pouvoir autoritaire qui n'est qu'un triste souvenir du totalitarisme de l'ex Union Soviétique, un pouvoir qui sert encore d'armes pour la stratégie militaire de la Russie de Poutine qui utilise ses pays voisins comme point d'ancrage militaire.

Cependant, tout comme nous opposons au militarisme russe en Biélorussie, nous nous opposons aussi au militarisme des forces de l'Atlantique (OTAN) dans les républiques baltes, ainsi qu'à toutes les armées et toutes les guerres menées par les États contre les peuples.

Pareillement, nous ne croyons pas à l'actuelle rhétorique de la « liberté » occidentale, ni au possible rôle de médiation de l'Union Européenne. Le seul rôle que l'UE a, est de gérer les intérêts du capitalisme européen et par conséquent, comme internationalistes, nous sommes opposés à cette institution.

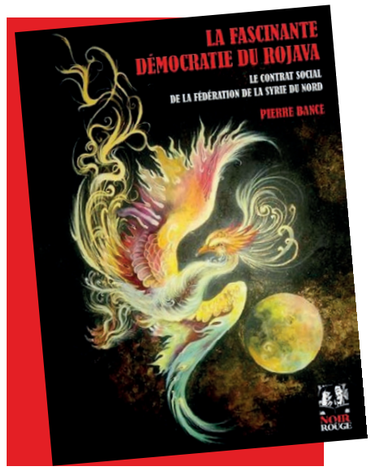
À la place, nous appelons à une solidarité internationale entre tous les travailleur·se·s et les exploité·e·s et pour tous les mouvements sociaux qui sont engagés, à l'Est et à l'Ouest, dans le syndicalisme et les droits des travailleurs, pour le droit au logement, pour les mobilisations féministes et les luttes LGBTQ, pour la protection de l'environnement face aux spéculateurs, pour la solidarité entre les peuples et l'entraide, pour l'occupation de lieux, pour la production de cultures alternatives, et pour la défense des libertés de la société civile face à l'exploitation et à l'autoritarisme — pour ne citer que quelques-uns de nos axes privilégiés de luttes.

Seule la participation directe des personnes dans les luttes par le bas peut changer les choses et produire un mouvement qui va au-delà de changer un gouvernement pour un autre, plus ou moins corrompu, plus ou moins autoritaire. Parmi tous les autres défis auxquels l'humanité est confrontée, la pandémie actuelle a confirmé que l'État et le capitalisme ne fonctionnaient pas quand vient le moment où la solidarité est nécessaire. C'est la société entière qui doit évoluer vers l'égalité et la liberté, et l'anarchisme est plus que jamais l'option que nous prônons pour arriver à cela.

Le Comité de relations
de l'Internationale
des fédération anarchistes
(IFA/IAF)

Un système politique fédéral original au Rojava

Le Rojava n'est pas seulement une épopée militaire des Kurdes de Syrie contre l'État islamique, un havre d'émancipation pour les femmes, un imbroglio diplomatique digne de l'histoire moyen-orientale, un destin que l'on craint tragique, c'est aussi et d'abord, une expérience politique et sociale fascinante.



C'est au nom des droits de l'homme, de la démocratie et de l'écologie que fut proclamée l'autonomie des cantons du Kurdistan de Syrie au travers d'un récit emblématique, la Charte du Rojava du 29 janvier 2014, actualisée le 29 décembre 2016 par le Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord.

Le Contrat social fait référence à l'ensemble des textes internationaux relatifs aux droits de l'homme. La chose paraît banale, elle l'est au moins au cœur d'un Proche-Orient pétri de dictatures, de démocraties chaotiques, d'Etats-nations aux visées hégémoniques au sein d'une société aux coutumes patriarcales et aux pratiques religieuses conservatrices.

Elle l'est moins encore quand elle ne se contente pas de proclamer des principes mais les met en œuvre. L'égalité entre les hommes et les femmes, mesure la plus symbolique, ne sauraient minimiser la généralisation du principe d'égalité entre les ethnies et les religions, comme l'affirmation de toutes les libertés physiques et de l'esprit, les droits à l'information, à la culture et aux droits sociaux.

Droits et libertés garantis par une justice consensuelle plutôt que punitive, un ordre public fondé sur l'autodéfense plutôt que sur la répression.

Pour s'ancrer dans la société, ces droits et ces libertés se fondent sur un système politique fédéral original, paradoxal, où une démocratie parlementaire prend appui sur la commune autonome proclamée « organisation fondamentale de la démocratie directe ». Les institutions civiles et politique se fédèrent au niveau local, régional et fédéral au travers d'assemblées représentatives des divers segments de la société. L'exécutif fédéral, qui ne veut pas être un « gouvernement », mais le mandataire des communes, dirige néanmoins un État « intérimaire », prélude à la société sans État.

Pierre Bance

La fascinante démocratie du Rojava
Le contrat social de la Fédération de la Syrie du Nord
Éditions Noir et Rouge, 2020, 608 pages.

Pierre Bance a été l'invité de l'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire, 89.4, le 23 septembre 2020.
https ://www.anarchiste.info/radio/libertaire/emission/femmes-libres/2020/09/23/

À bas les idoles !

DESSIN :DANIEL JOSHUA PAUL

Vouloir être Maradona comme on rêverait d'être Superman… surtout quand il a perdu ses super-pouvoirs de footballeur et qu'au lieu de taper dans le ballon, il tapait sur ses compagnes, quand il cautionnait Fidel Castro tout en soutenant les président·e·s péronistes corrompu·e·s (redondance), quand il trempait dans l'exploitation des êtres humains que sont le trafic de drogue et la prostitution, rire à ses blagues stupides de show-man à la télé, un show débile qui a débuté quand il raccroché les crampons, on va s'en passer.

Saluons le gosse des bidonvilles de Buenos Aires qui a réalisé son rêve et, espérons-le, aidé d'autres gosses à le réaliser (en tout cas il en a inspiré), même si on le voyait surtout se vautrer dans la fortune et les succès personnels qui l'ont tristement anéanti.

Ce rebelle affiché, pourtant soutien des autoritarismes que sont la mégalomanie chaviste et la dictature castriste, me fait quand même l'effet, hors la sphère sportive, d'un faux mythe, tout comme le Che, son idole.

Comme le disait Eduardo Galeano dans Cerrado por fútbol [Fermé pour cause de foot] : « Maradona fut condamné à se croire Maradona… Plus dévastatrice encore que la cocaïne, la gloroïne ». À bas les idoles !

Monica Jornet
Groupe Gaston Couté FA

La pandémie, le numérique et la révolution (3)

Et la révolution ?

Un petit voyage à travers les réseaux sociaux pourrait nous convaincre que la révolution n'a jamais été aussi proche, si l'on en juge par les récriminations, revendications, appels à l'action que l'on peut y trouver par milliers sous forme de *posts* ou de *likes*. En témoigne la soudaine mobilisation du 2 juin 2020 en faveur de la manifestation en mémoire de Georges Floyd à Paris Et c'est justement là que se pose la question. A première vue, c'était en faveur des droits civiques. Pourtant il paraît que d'autres revendications se mêlaient à celle-ci qui allaient vers une constatation sociétale plus large. Il apparaît cependant que l'utilisation avec succès des réseaux sociaux pourrait empêcher de se poser la question de la place du capitalisme numérique dans le système capitaliste. On ne peut que rejoindre Tomas Ibanez quand il déclare faisant allusion à la croissante digitalisation du monde que « **L'une de ces transformations est particulièrement inquiétante car elle porte en elle une nouvelle forme de totalitarisme qui risque de faire apparaître comme tout à fait anodines ses formes historiques antérieures** » (*Réfractions* n°40).

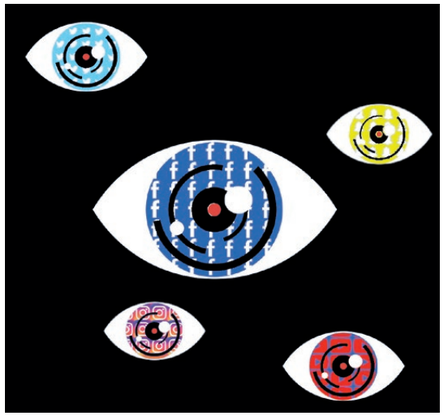


ILLUSTRATION : DOODLARTDOTCOM/LISON

Le développement étonnant des moyens numériques au cours de ces deux mois de confinement comme au cours de ceux qui vont suivre, devrait nous mettre, pour le moins la puce informatique, à l'oreille ! Le débat sur l'appli pour smartphone Stopcovid devrait nous mettre en éveil. Débat ahurissant, portant sur l'éventuel pistage, traçage, d'une population à risque. Les mêmes qui hurlent au monde totalitaire en devenir acceptent que leur smartphone personnel laisse des traces partout où il est transporté. Que ce soient les achats faits, les déplacements, les sites consultés, les conversations, les messages reçus ou envoyés, le cloud sous une forme ou une autre en garde des traces. Seuls les pouvoirs peuvent plus tard consulter les informations ainsi recueillies. Essayer d'effacer ses traces sur un réseau social se révèle quasi impossible. Il est même inutile de ne penser qu'un moment à disparaître des registres officiels, que ce soit de ceux de l'état civil ou du monde médical.

> **« L'idée du « refuge » imperméable aux réseaux est probablement quelque chose à creuser. Apprendre à vivre sans laisse électronique à la main aussi. »**

Se pose ainsi la question double : comment échapper à l'emprise du capitalisme numérique et comment vivre en dehors ? Certains, sans attendre demain, se sont attaqués à des antennes relais un peu partout, mettant en pratique le vieux mot d'ordre anarchiste de sabotage.

Ce qui rejoint d'une certaine façon ce que pense Tomas Ibanez quand il dit qu'« **il est indispensable de développer aujourd'hui un activisme similaire à celui que déployèrent les libertaires dans la période charnière entre le dix-neuvième et le vingtième siècle lorsqu'ils essayaient d'expliquer aux travailleurs les mécanismes de l'exploitation et tentaient de promouvoir des formes de résistance** ». Difficile de le contredire, mais est-ce suffisant, est-ce efficace ? Permettez-moi d'en douter.

Pour aborder la question du refus de la soumission à l'emprise numérique, pour essayer d'y voir plus clair, le passage par la littérature de science-fiction du siècle dernier semble s'imposer. Un livre existe, celui de John Brunner, *Sur l'onde de choc.* Publié en 1975, il y a donc 45 ans, bien avant qu'Internet ne commence à exister, ce roman n'est hélas plus utopique. Il raconte les aventures d'un hacker qui après avoir fait des bidouillages sans fin sur le réseau, après y avoir introduit un mégavirus, se retrouve pourchassé par le même réseau. Pour y échapper il ne peut que se réfugier dans un endroit sans connexion. Ce sera un village d'une Californie ravagée par un tremblement de terre, « the Big One ». Là, aucune possibilité d'entrer en contact avec le réseau et pour lui, aucune possibilité de surveiller ce qui s'y passe. A partir de cet endroit une contre-offensive peut se mettre en place. Ça c'est le roman. L'idée du « refuge » imperméable aux réseaux est probablement quelque chose à creuser. Apprendre à vivre sans laisse électronique à la main aussi.

Reste la question révolutionnaire de l'appropriation collective des moyens de production. Kropotkine, dans La conquête du pain l'envisage ainsi : « **Elle doit porter sur tout ce qui permet à qui que ce soit — banquier, industriel, ou cultivateur — de s'approprier le travail d'autrui** ». C'était presque fort simple à l'époque. Aujourd'hui mettre la main sur les satellites relève d'un autre pari. La nature même de ce mode de production est différente de ce qu'elle fut.

Un théoricien contemporain hongrois a avancé l'arrivée d'un totalitarisme doux qui n'aurait plus besoin de répression violente pour s'imposer. Ce pourrait être celui contre lequel Tomas Ibanez met en garde, un ordre numérique qui produirait régulièrement de nouvelles applications afin de maintenir un état d'addiction permanent.

Pierre Sommermeyer

APPEL À CONTRIBUTIONS
Anarchisme et mouvement punk

Nous vous invitons à soumettre des contributions pour un volume édité sur les interrelations entre l'anarchisme et le mouvement punk.

Envoyez vos résumés de 250 à 300 mots avant le 20 janvier 2021 à :
Will Boisseau will.boisseau@hotmail.com,
Caroline Kaltefleiter caroline.kaltefleiter@cortland.edu,
et Jim Donaghey j.donaghey@qub.ac.uk

Pour plus de détails, https ://jimdonaghey.noblogs.org/anarchism-and-punk-call.../

Ces dernières années, le mouvement punk a fait l'objet d'une multitude d'excellents écrits. Les meilleurs d'entre eux sont les réflexions critiques qui sortent du bourbier de la nostalgie des années 1970, et les engagements critiques qui voient au-delà de la portée étroite des lieux de naissance anglo-américains du punk.

Cet appel à contributions propose de poursuivre et d'étendre ce travail passionnant en examinant plus en détail les relations entre l'anarchisme et le mouvement punk, en insistant sur son caractère contemporain et sa diffusion mondiale.

Bien que l'anarchisme ait été reconnu comme le principal compagnon politique du punk, il est évident que tous les punks ne sont pas anarchistes, et que tous les anarchistes ne sont pas punks. Même après plus de 40 ans d'association entre le mouvement punk et l'anarchisme, la relation est loin d'être simple. Dans le rapprochement de deux entités aux multiples facettes, une certaine division doit être envisagée voire souhaitée.

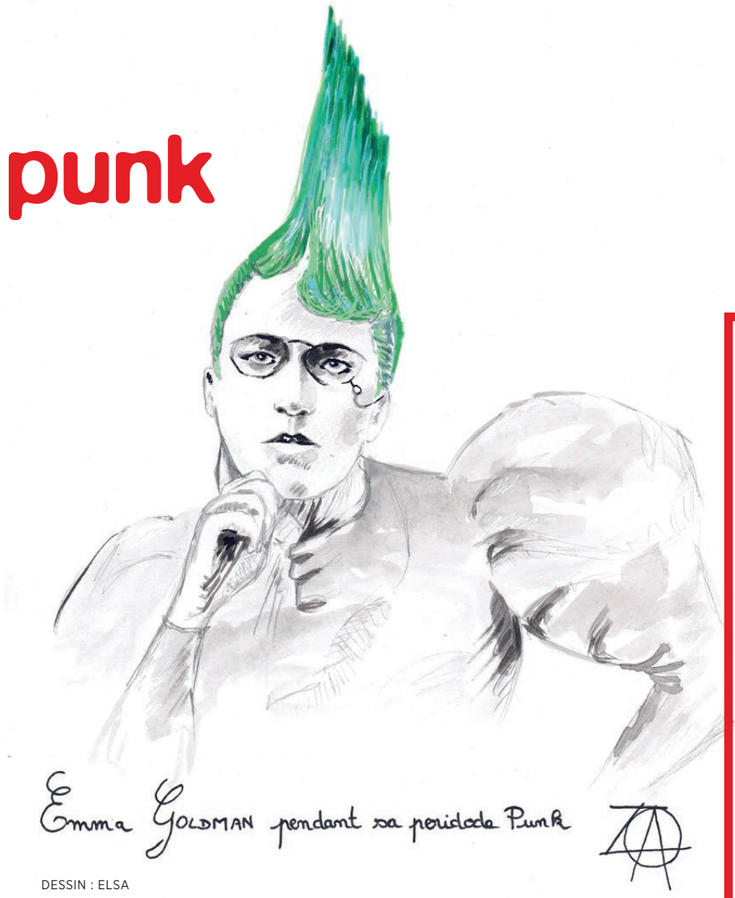
Les points de vue sur les relations entre l'anarchisme et le mouvement punk sont très variés. Il a été carrément rejeté par les anarchistes « matérialistes » qui s'inquiètent de son manque apparent de conscience historique ou de ses tendances « lifestylistes ». De même, il y a eu un rejet de l'anarchisme punk par la « vieille garde » du mouvement anarchiste axée sur les souvenirs fanés des révolutions ratées.

Dans une veine moins contradictoire, d'autres analyses ont montré que le mouvement punk était une force revigorante pour les mouvements anarchistes moribonds ou réprimés dans le monde entier. On a reconnu la valeur de l'exemple pratique de « l'anarchie en action » fourni par la production culturelle du DIY [*do it yourself* = fais-le toi-même] punk, et l'importance des « espaces punk » tels que les squats et les centres sociaux pour soutenir les mouvements militants anarchistes. Partout dans le monde, le mouvement punk continue de jouer un rôle dans la politisation des nouvelles générations d'anarchistes, presque toujours sous le radar des médias grand public, et souvent à l'insu des chercheurs universitaires.

Mais aucun de ces points de vue ne restera sans réponse, et c'est sur ce débat animé que ce projet entend s'appuyer. Nous invitons les contributions qui réfléchissent sur les relations entre l'anarchisme et le mouvement punk à des moments ou des endroits particuliers, ou qui examinent comment le mouvement punk exprime (ou non) des aspects spécifiques de la philosophie politique anarchiste, ou qui établissent des comparaisons entre mouvement punk et d'autres cultures musicales et mouvements artistiques influencés par l'anarchisme.

Quelques questions qui suscitent la réflexion, auxquelles vous pouvez répondre ou prendre comme point de départ :

- Quelles leçons les autres milieux du mouvement anarchiste peuvent-ils tirer de la longévité du mouvement punk et de son impressionnante diffusion mondiale ?
- La relation entre le mouvement punk et l'anarchisme est-elle sensiblement distincte dans les « autres » contextes mondiaux (en particulier dans le « Sud global ») ?
- Le succès du mouvement punk dans la « reprise des moyens de production culturelle » peut-il être reproduit dans d'autres domaines de production (qu'ils soient sociaux ou matériels) ?
- Le mouvement punk est-il bien placé pour répondre, résister ou échapper au monde capitaliste néolibéral ? Ou n'est-il qu'un autre signe avant-coureur de l'avancée apparemment irrésistible du néolibéralisme ?
- Comment le mouvement punk fait-il face à la vie sous les États et gouvernements socialistes/communistes ? Ou à la vie sous des États et des gouvernements fascistes/autoritaires/totalitaires ?
- Quelle intervention la culture punk (ou la contre-culture punk) peut-elle faire dans les « guerres des cultures » ?
- À notre époque de crise perpétuelle, quel rôle le mouvement punk peut-il jouer en tant que point de convergence de la résistance et de l'entraide ?
- Comment le mouvement punk a-t-il répondu aux idéologies radicales autres que l'anarchisme (marxisme, autonomisme, socialisme, féminisme, environnementalisme) ?



DESSIN : ELSA

- Comment le mouvement punk a-t-il interagi avec des mouvements sociaux spécifiques (Black Lives Matter, antifa, Extinction Rebellion, trans, anti-globalisation, Occupy, handicapés, Food Not Bombs, LGBT, squatting) ?
- Comment le mouvement punk conteste-t-il, ou échoue-t-il à contester le patriarcat ? Le punk queer est-il différent dans les divers contextes mondiaux ?
- Que nous apprend la prépondérance du véganisme dans la culture punk sur les tensions entre les choix individuels des consommateurs et l'activisme ? Comment les autres comportements et pratiques de consommation punks sont-ils liés à l'anarchisme ?
- De quelle manière la prépondérance de l'antithéisme dans la culture punk reflète-t-elle l'antithéisme et l'anticléricalisme anarchistes ?
- Comment la relation entre le mouvement punk et l'anarchisme se compare-t-elle à celle d'autres cultures musicales ou mouvements artistiques associés à l'anarchisme ? (Hip-hop, rap, danse, rave, folk, anti-folk, métal, jazz, kraut rock, ska, avant-garde, rebetiko, corridos, no wave, musique rebelle irlandaise, ad nauseam !)

N'hésitez pas à aller au-delà de ces questions dans vos contributions. Nous nous réjouissons de lire vos idées de contribution !

En toute solidarité
Will, Caroline & Jim

Rédacteurs :
Will Boisseau
Caroline Kaltefleiter
Jim Donaghey

Chronologie :

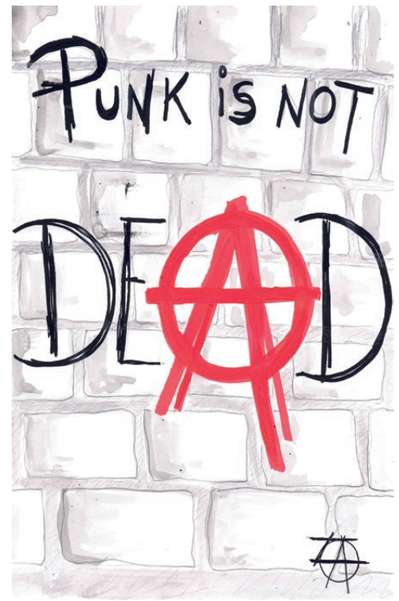
23 novembre 2020 — Diffusion de l'appel à contributions.

20 janvier 2021 — Veuillez envoyer des résumés de 250 à 300 mots aux éditeurs avant le 20 janvier 2021 (aux adresses électroniques indiquées ci-dessus).

21 juin 2021 — Les contributions, d'une longueur comprise entre 5000 et 8000 mots, doivent être soumises avant le 21 juin 2021. Elles doivent être rédigées en tenant compte du lectorat général.

Hiver 2021/22 — Après examen et révisions, le livre sera publié sous contrat avec un éditeur radical respecté (et favorable au mouvement punk).

Les détails seront annoncés ultérieurement.



DESSIN : ELSA

VŒUX ANARCHISTES POUR LA NOUVELLE ANNÉE : FAISONS L'AMOUR !

Non à l'abstinence sexuelle. Oui à l'abstention électorale.

Dans le Monde libertaire n° 1821 d'octobre, un article avait pour titre « L'abstinence sexuelle : une libération ? »

Tous mes vœux anarchistes pour une sexualité libérée. Pourtant les préjugés reviennent en force, ouvertement pour les conservateurs, plus subrepticement pour les autres.

La théorie fumeuse des bienfaits hygiéniques et politiques de l'abstinence sexuelle fait partie des nouvelles vagues virales. Plus c'est énorme et plus on y croit, c'est comme pour le complotisme, les religions, et autres thèses et récits irrationnels : sans le sexe, notre vie serait meilleure, on serait plus *clean*, plus *in*. Vieille morale castratrice. On est aux antipodes de notre idéal anarchiste.

Prôner l'abstinence sexuelle relève d'un faux syllogisme : 1) Nous refusons la marchandisation. 2) Le sexe est marchandisé. Donc : 3) Refusons le sexe. Le syllogisme ne dit pas 2) Le sexe est dans certaines circonstances marchandisé, car il faudrait alors en conclusion refuser les circonstances et pas le sexe. Le sexe est marchandisé via la prostitution, donc refusons le sexe. Ce ne serait pas plutôt la prostitution qu'il faudrait refuser ?

L'amour est marchandisé via le mariage, donc refusons l'amour ? Non, on peut aimer autrement, me diriez-vous à juste titre. En effet, refusons plutôt le mariage, qui n'a rien d'obligatoire, bien au contraire, Emma Goldman a suffisamment démontré que l'amour pouvait parfois survivre au mariage mais n'en était jamais issu. Pour aimer sans conditions contractuelles, juridiques et financières, il y a l'union libre. De même, on peut pratiquer le sexe autrement. Et le déni du sexe est tout aussi scandaleux que ne le serait celui de l'amour.

D'après ce syllogisme, il faudrait quasiment tout refuser. Pourquoi cibler le sexe en particulier ? Parce que l'activité sexuelle ne serait pas un besoin vital, une nécessité première ! C'est une contre-vérité à la mode, du même tonneau que le créationnisme ou la théorie de la Terre plate, la science le démontre aisément, sauf que ces personnes se placent dans la croyance, pas dans la rationalité.

D'ailleurs le terme lui-même est à revoir. Parler de « sexe » revient à voir dans la sexualité une simple pratique pour laquelle on n'engagerait que son corps, voire uniquement cette partie appelée « sexe ». Comme si nous avions une âme affligée d'un corps, à faire taire pour notre santé et notre salut. Un corps qui ne pense qu'au sexe et au plaisir égoïste tandis que notre âme est en revanche capable d'amour de l'autre et de don de soi. Stop à la vieille dichotomie religieuse corps/âme qui revient au galop sous de nouveaux habits : le karma, le feeling, les énergies positives etc. Comme si on était autre chose que son corps (y compris notre esprit) ! Une telle dichotomie sous-tend l'exploitation des victimes de la prostitution.

PHOTO D'ATELIER PHOTO : MONICA JORNET

Curés religieux et curés laïques se donnent la main. Pour les uns, le sexe c'est un péché. Vouloir le plaisir, c'est mal ! Nous sacrifier par l'ascèse nous rend méritants et bons. Ne pas pratiquer le sexe pour le plaisir, sauf pour procréer, nous sauvera… Dans l'au-delà : aucune chance qu'il y ait des réclamations ! Pour les autres, le sexe c'est une faute, car consommer, c'est mal. Réduire son bilan sexe, tout comme son bilan carbone, nous rend méritants et bons. Notre corps purifié nous sauvera : moi et la planète… Dans le futur : espère !

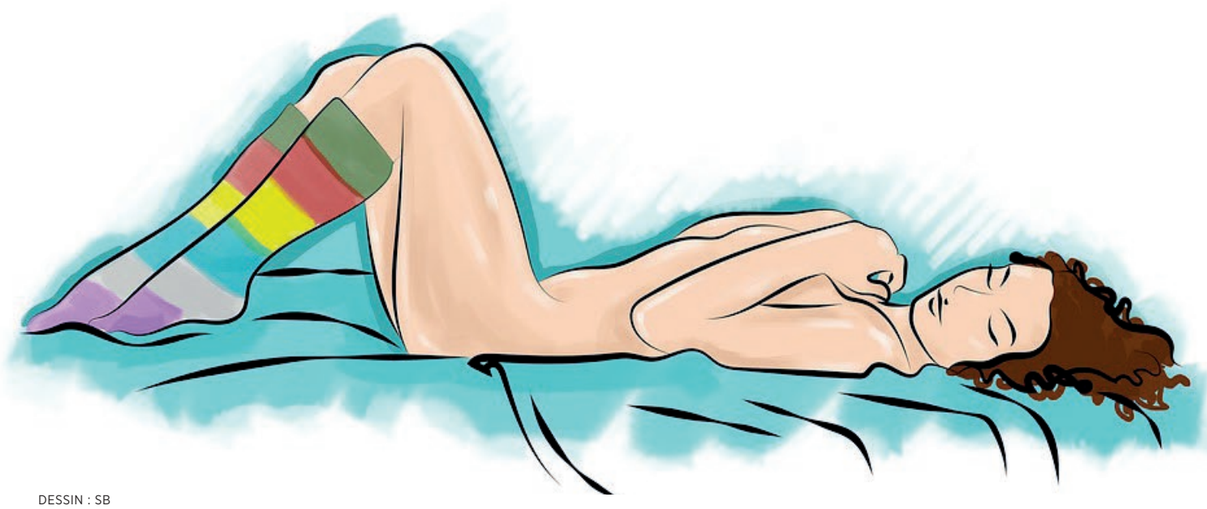
Encore le bien et le mal et cette même logique perverse des uns et des autres. Non, l'abstinence ne conduit pas à un meilleur équilibre personnel ni social, non elle ne libère pas, au contraire, elle réprime une envie naturelle, vitale pour notre santé, conduisant au déséquilibre avec son sillage de viols et d'abus (les prêtres en sont un exemple).

Les libertariens, partisans d'une société de plus en plus individualiste, affirmant que nous n'avons pas besoin des autres, nos ennemis, nos rivaux, jusqu'à nier l'altérité du désir (voire refuser et réprimer son propre désir pour les plus radicaux-ales), rejoignent aussi les puritains. L'activité sexuelle dérange les religions qui veulent nous éloigner de la conscience de notre animalité et le capital qui veut qu'on se donne au travail ou qu'on s'adonne à la consommation, ces substituts au bonheur dont ils nous privent et qu'une sexualité épanouie nous apporte. Ils nous veulent insatisfait·e·s, dépendant·e·s, canalisé·e·s, non solidaires.

Nos progressistes, qui prônent l'abstinence sexuelle comme purification corporelle et revendiquent l'asexualité, au même titre qu'une hétéro-, homo- ou bi- sexualité (contre toute logique puisque « a » est un préfixe privatif) sont dans la droite ligne des ultra-conservateurs des États-Unis (et ce, souvent « à l'insu de leur plein gré »). Les *no sex* voient dans la pratique sexuelle une consommation, qu'ils considèrent toujours d'ailleurs comme « surconsommation » ou *over sex*. *L'Abstinence-only* est l'éducation sexuelle officielle depuis les présidents Bush, père et fils : l'abstinence jusqu'au mariage, avec son corollaire la virginité, et comme seule contraception. Dans les manuels, sexistes et intégristes, les hommes sont soumis à leurs pulsions et les imposent aux femmes qui, moins sujettes à de telles envies, se doivent d'être les garantes de l'abstinence. Nos progressistes qui prônent l'abstinence pour se passer ou se défendre des hommes, qui affirment leur non-désir, n'en sont pas bien loin. Elles en arrivent à des positions ultraconservatrices en se trompant de cible, c'est le capitalisme et la domination patriarcale qui sont la cause d'une sexualité non épanouie. Et puis stop à l'essentialisation aussi bien des hommes que des femmes.

Revendiquons une sexualité non soumise au capitalisme et aux religions, une sexualité choisie, libérée et épanouissante ensemble (car nous ne sommes pas sans les autres). Construisons notre autonomie et trouvons le chemin de la liberté. Non à un renoncement qui nous place au niveau des intégristes et des ultraconservateurs : l'activité sexuelle est la plus belle expression de notre animalité, hors institutions, hors travail, hors différences sociales, hors hiérarchies. Stop à la culpabilisation et n'adhérez pas à votre propre répression. Ne rentrez pas dans les ordres, tout athées soient-ils ! Abstenez-vous plutôt d'aller voter !

Monica Jornet
Groupe Gaston Couté FA



DESSIN : SB

ALORS QUE LE COVID-19 CONTINUE SES RA VAGES

C'est la peste kaki qui nous menace...

« **L'erreur de ceux qui, de bonne foi dans leur amour de la liberté, ont accordé à la souveraineté du peuple un pouvoir sans bornes, vient de la manière dont se sont formées leurs idées en politique. Ils ont vu dans l'histoire un petit nombre d'hommes ou même un seul, en possession d'un pouvoir immense, qui faisait beaucoup de mal ; mais leur courroux s'est dirigé contre les possesseurs du pouvoir, et non contre le pouvoir lui-même. Au lieu de le détruire, ils n'ont songé qu'à le remplacer.** »

Benjamin Constant (*Principes de politique*)

Actuellement, les tenants du capitalisme ferraillent dur pour trouver le meilleur candidat susceptible, lors des prochaines élections présidentielles, de représenter et défendre leurs intérêts. Certes, ils fourbissent leurs armes car leurs partis traditionnels (droite, PS, centre) se sont discrédités au point de faire naufrage.

La République en marche, un parti gobe-mouches

Le dernier en date (la République en marche), le parti gobe-mouches de Macron, a tenté de rassembler en son sein les rescapés·e·s de tous les partis, cela s'avère un échec total et ce malgré les mesures autoritaires, la répression et les lois liberticides qu'il a mises en place.

Le danger a été grand que Macron et sa bande se fassent déborder par le peuple très en colère (les Gilets jaunes, les personnels soignants, les avocats, les retraité·e·s, les cheminots...), mais les menaces sont toujours plus que présentes.

Il faut donc que, lors des prochaines élections présidentielles, sorte de cette « loterie » le candidat idoine propre à défendre et protéger leurs intérêts et ceux du grand patronat et ce, sans fléchir. C'est-à-dire être implacable face au peuple.

Cette fois, ils ont le choix entre plusieurs nuances de la peste brune. Ou ils continuent avec l'apprenti sorcier « Macron » qui pourtant n'a pas démérité mais est à leurs yeux un peu tendre. Ou ils font appel à l'hystérique Marine Le Pen qui servira leurs intérêts sans sourciller en employant la manière encore plus forte pour faire rentrer dans le rang les récalcitrants. Elle tient la corde mais à leurs yeux pas suffisamment sinon il y a belle lurette qu'ils l'auraient propulsée au pouvoir pour gérer leurs affaires. Son inconstance ne les rassure pas. L'expérience de Macron les a sûrement échaudés. Comme le disait Louise Michel, le pouvoir est maudit. Il rend fou.

Un de Villiers peut en cacher un autre...

Ce qui les amène aujourd'hui avec l'aide des médias serviles à courtiser le général Pierre de Villiers. À leurs yeux, ce militaire est paré de toutes les vertus et qui plus est, il a des comptes à

© BAN'ART

régler avec Macron qui l'a limogé ou contraint à la démission, un certain 19 juillet 2017. Il mettra au pas le peuple, et ceux qui n'obéiront pas et qui n'auront pas le petit doigt sur la couture du pantalon ou ne seront pas alignés, les récalcitrants, il les punira en leur imposant le parcours du combattant, celui qui forge les vrais hommes (sic).

Actuellement, le bougre se fait désirer. Il joue « à je t'aime moi non plus ». Pour le moment, il écarte tout désir d'être candidat à la présidentielle mais, si les circonstances l'y obligent et que l'appel des siens (les militaires) se fait pressant, il ira... en tant que militaire il a le devoir d'obéir et de réparer la France, dit-il.

Il ajoute qu'il faut adapter les textes de l'État de droit pour être en mesure de faire de manière opérationnelle, un certain nombre de choses qu'on a du mal à faire manifestement. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que le tout répression sera à l'ordre du jour. L'État policier et militaire sera instauré, la violence et l'ordre seront quotidiens. Il préconise les manières fortes pour faire entrer dans le rang les déviants. Les terroristes ou assimilés n'ont qu'à bien se tenir.

Au sujet des jeunes, il dit « **Je les respecte, ils sentent mon autorité, mon humanité, je les aime**. » (re-sic). À condition qu'ils soient obéissants et disent « oui chef ».

Pour justifier ses dires, il précise : qu'il ne cherchera qu'à transmettre ce qu'il a appris en tant que militaire d'expérience et familier de l'appareil d'État. Cela on peut lui faire confiance, il a bourlingué, baroudé et supervisé les différents conflits dans le monde (au Kosovo, au Mali, en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Centrafrique) lorsqu'il était chef de cabinet militaire du Premier ministre François Fillon, sous la présidence de Sarkozy, de 2008 à 2010. C'est certainement pour bons et loyaux services qu'il sera nommé général d'armée en 2010. Il sera nommé chef d'État-major des armées de 2014 à 2017 auprès de Hollande et reconduit sous Macron avant d'être remercié par le « chef suprême » des armées, le même Macron.

DESSIN : ELSA

Un coup d'État soft ?

Pierre le Jolis de Villiers de Saintignon est devenu la coqueluche des médias, les patrons s'arrachent ses interventions, il est l'invité des « grandes écoles ». Il multiplie les conférences, les tables rondes à HEC, Sciences-Po lui confie des cours... Ses interventions et diagnostics sont repris en boucle comme celle où il estime qu'il y a désormais un risque de guerre civile en France.

Mais cette déclaration suinte à grosses gouttes la haine et la peur du peuple, je le cite : « **La faiblesse du peuple** [re-re-sic] **qui subit la crise sanitaire, la crise sociale et la crise économique, fait que nous sommes vulnérables et il y a un risque de guerre civile.** » Ce qu'il ne dit pas, mais il le pense très fort, c'est qu'il faut à la tête du pays un homme fort, un homme qui n'hésitera pas à prendre des mesures radicales et rapidement. Un militaire !

L'homme prétend être doté d'une grande expertise et d'un savoir-faire que n'ont pas ces deux principaux concurrents : Macron aime l'armée mais il n'a pas fait son service militaire et cela est un handicap pour gouverner et diriger, même s'il fait voter des lois de plus en plus répressives et scélérates, il n'a pas les couilles et tarde à les mettre en application.

Il trouve que Marine Le Pen, malgré que ce soit une femme et qu'elle n'ait pas fait son service militaire, fait un certain nombre de constats — comme le patriotisme, l'immigration, le racisme, l'insécurité, la lutte contre l'islamisme, la souveraineté — qui vont dans le bon sens. Ces constats sont, dit-il, trop souvent cadenassés par le pouvoir en place. Mais surtout les solutions qu'elle propose ne sont pas les bonnes.

Il méprise les élus(es) et les partis politiques qui, dit-il, ont fait leur temps, ils sont discrédités auprès des citoyens, le danger est grand de voir le peuple prendre le pouvoir. Il brandit « le risque de guerre civile » et s'apitoie sur le sort du peuple car, dit-il, si cela arrivait, les Français et les Françaises se tueraient entre eux. Ce grand humaniste veut éviter un bain de sang et se pose en sauveur ! L'armée cénacle du parler vrai et du marcher droit ! Ce qu'il faut éviter à tout prix c'est que justement l'armée (les militaires) accède au pouvoir. Sinon, une chape de plomb s'étendra sur le pays et les libertés seront emprisonnées. Seul le peuple libéré de ses chaînes et uni peut s'opposer à cette espèce de coup d'État en préparation avec la complicité des Macron, Le Pen, Hollande, Sarkozy et l'ensemble de la classe politicarde qui déblayent le terrain.

Je vais terminer en citant un extrait de la lettre qu'Élisée Reclus a adressée à Jean Grave, le 26 septembre 1885 et qui montre à quel point, il est suicidaire de se faire représenter par des maîtres. Cette lettre est aujourd'hui, en 2020 d'une actualité criante : « **Voter, c'est abdiquer ; nommer un ou plusieurs maîtres pour une période courte ou longue, c'est renoncer à sa propre souveraineté. Qu'il devienne monarque absolu, prince constitutionnel ou simplement mandataire muni d'une petite part de royauté, le candidat que vous porterez au trône ou au fauteuil sera votre supérieur. Vous nommerez des hommes qui sont au-dessus des lois, puisqu'ils se chargent de les rédiger et que leur mission est de vous faire obéir.** »

Justhom

Adieu Flipper, je t'aimais bien...

Erwan Le Cornec, avocat au barreau de Quimper, avait pris l'habitude de nager avec Zafar, un dauphin solitaire sauvage qui s'était pris d'affection pour les eaux de la rade de Brest dans le Finistère. Nous sommes en 2018. Un arrêté de police du maire de Landévennec interdit tout contact avec l'animal. Erwan Le Cornec lance alors un recours contre cet arrêté. Entre temps, l'été dernier, le dauphin Zafar est mort et le recours introduit a été perdu. Erwan Le Cornec revient sur cette interdiction.

Comme cela a été diffusé dans la presse, j'ai perdu mon recours contre l'arrêté anti-nage avec les dauphins du maire de Landévennec. En deux mots, voilà l'affaire. En 2018, un dauphin sauvage solitaire, surnommé Zafar, fréquentait assidûment les eaux de la rade de Brest et tournait durant l'été entre Landévennec, Logonna et Plougastel-Daoulas. Il avait pris l'habitude de s'approcher des baigneurs, sans agressivité mais non sans une certaine insistance. Régulièrement, j'allais nager en compagnie de cet animal extraordinaire qui recherchait le contact avec les humains. Un dauphin ambassadeur par excellence ! Malheureusement, un arrêté municipal du maire de Landévennec interdit toute approche en embarcation et la baignade au côté du grand dauphin solitaire.

PHOTO : FRANÇOIS GOGLINS

Le maire de Landévennec, Roger Lars, expliquait à l'époque qu'avant de prendre cet arrêté, il a pris contact avec le spécialiste « mammifères marins » d'Océanopolis, Sami Hassani. « *Je n'ai pas pondu cet arrêté tout seul* » déclarait-il.

Monsieur Sami Hassani d'Océanpolis n'est pas du tout cétologue ni « biologiste marin » mais a une formation de biologiste — des pêches —, ce qui n'a rien à voir, et présente au public des animaux sauvages, comme dans un cirque, qui seraient mieux dans la nature... Normal : il trouve les mammifères « marrants » (*Ouest-France* du 16 avril 2013). Nous l'avions rencontré avec Loïc Andro le 30 août 2018. C'est lui qui a fait pencher la balance avec son attestation alors qu'il ne connaît que bien peu de choses aux cétacés. Nous lui avions proposé de venir nager avec nous et le dauphin, pour comprendre le phénomène et faire de la recherche appliquée ; et il avait refusé, manifestement par peur au vu de son attitude (cela nous avait surpris et bien fait rire). Dans son attestation produite devant le tribunal par la commune, c'est « l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours et qui n'a pas eu peur ». Quel scientifique !

Quant à moi, je ne suis pas un scientifique et je ne dis pas que je connais plus de choses que le savant Hassani ; et, d'ailleurs, je l'assume pleinement (pas scientifique — de formation —, certes, même si j'ai quand même bagué 15 000 oiseaux dans mon jeune temps pour le CRBPO / Muséum national d'histoire naturelle de Paris).

> **« Je me charge de décider à ta place car tu n'es pas en mesure de le faire de façon éclairée. »**

Protéger la population, oui bien entendu : il s'agit d'une des missions des maires. Mais à ce régime-là, à l'approche par un piéton d'un chien même tenu en laisse (ou vice-versa), tous les maires du Finistère et même de France devraient prendre un arrêté interdisant la circulation piétonne en ville, à toute heure du jour et de la nuit (comme l'arrêté) et à quelque endroit de la commune (comme l'arrêté du maire) : les chiens, même tenus en laisse, sont encore plus que les dauphins, des animaux imprévisibles et, contrairement aux dauphins, ils sont souvent peureux ce qui peut les amener à vous mordre les jarrets sans sommation. Il ne reste désormais plus aux maires littoraux qu'à prendre des arrêtés pour empêcher les gens d'aller sur les rochers parce qu'ils risqueraient de se blesser sur des berniques, des oursins ou des moules. Oui, parce que, au bord de la mer et dans la mer, il y a énormément de dangers : à l'occasion, chose curieuse, on peut même y rencontrer des dauphins qui veulent avoir du contact avec vous — oh les vilains obsédés qui sortent leur sexe lubrique pour se frotter contre vous !... Tout juste des violeurs ! On se demande ce qu'ils font là quand-même... Ils ne pourraient pas aller ailleurs et nous laisser barboter en paix ? La mer est grande, non ?

On n'a pas fini mais on en prend le chemin J'avais d'ailleurs cité dans mon recours de la jurisprudence, sur la mise en responsabilité de maires qui n'avaient pas pris d'arrêté d'interdiction de plonger d'un quai à marée basse par seulement 50 cm d'eau...

Bien entendu, certains — notamment dans les milieux de l'environnement — trouveront toujours un avantage à des mesures d'interdiction de nage avec les dauphins ambassadeurs (à ne pas confondre avec les mesures, justifiées elles, d'interdiction du business-harceleur des sorties en mer pour aller voir les cétacés).

Sur le fond, je ne vois pas ce qu'il y a de répréhensible à nager avec les dauphins ambassadeurs, — qui recherchent le contact avec les humains —, en prenant les précautions nécessaires (pas d'attroupement dans l'eau, pas de gestes déplacés : mais c'est aussi valable avec n'importe quel animal qui a des dents ou des muscles) ; on nous gâche notre plaisir avec de telles mesures d'interdiction ; et je ne vois pas pourquoi les nageurs responsables seraient privés de ce plaisir. On ferait mieux de s'intéresser à tous ces ornithos qui, pour leur plaisir justement (ou pour leur business) prennent des photos d'oiseaux au nid (ce qui met en péril les nichées), ainsi qu'aux pêcheurs qui capturent les dauphins dans leurs filets et qui s'en tapent des tranches !...

Parce que la règle de droit assise sur la bien-pensance, sur certaines conceptions fort subjectives du bien et du mal et sur la morale substitutive (« je me charge de décider à ta place car tu n'es pas en mesure de le faire de façon éclairée ») va s'immiscer de plus en plus dans nos vies — et soi-disant pour notre bien, afin de ne pas être victime d'agressions.

> **« Ce n'est plus un État providence : c'est un État-maton intrusif. »**

On infantilise les citoyens en les déresponsabilisant par des mesures d'interdiction en donnant à croire que seule la puissance publique est qualifiée pour orienter nos comportements par la règle punitive. Ce n'est plus un État providence : c'est un État-maton intrusif qui viole notre intimité et qui formate nos esprits.

Quand je vais pêcher à pied, c'est à mes risques et périls. Si je me coupe, c'est tant pis pour moi. Quand il y a un dauphin dans les parages, et si on a peur, on ne se met pas à l'eau et on reste alors barboter sur le bord ou dans un pédiluve de piscine municipale (oui, parce qu'on peut même se noyer dans des bassins avec 50 cm d'eau). Une information est suffisante : le citoyen prend ses responsabilités ensuite. S'il veut s'exposer à tel ou tel (prétendu) risque, c'est son problème.

On ne fait rien de mal en allant nager avec un dauphin ambassadeur, et certainement pas de mal au dauphin lui-même qui est le premier à rechercher le contact. Il faut juste le respecter si on veut qu'il nous respecte. Et si on a peur du chien sur le trottoir, de l'oursin, des orties, du vent de l'orage et des dauphins, eh bien on reste chez soi mais on n'empêche pas ceux qui aiment taquiner les chiens, manger de l'oursin, faire de la soupe d'orties, sortir par grand vent, courir sous l'orage et nager avec les dauphins de le faire si cela leur chante.

Erwan Le Cornec

PLAN DE SACCAGE ET DE MISE À SAC DE L'EMPLOI

Une cascade de dividendes pour actionnaires

À toute crise, qu'elle soit sanitaire ou économique, les dividendes de dingue coulent à flot. Et pour « masquer » le racket et le vol des richesses par les nantis, relayés par les politicards, ces derniers n'hésitent pas à se donner le beau rôle et à employer des subterfuges pour tromper les travailleurs(es).

Ils appellent « plan de sauvegarde pour l'emploi », les licenciements programmés. Ils nous mystifient en voulant nous faire croire qu'il vaut mieux sacrifier sur l'autel du profit et des dividendes, quelques milliers de travailleurs(es), pour sauvegarder l'emploi de quelques-uns. Mais jamais, ils ne disent qu'il s'agit d'augmenter les dividendes des actionnaires. Et bien souvent, pour une même entreprise « les plans de saccage et de mise à sac » se succéderont pour aller jusqu'à la fermeture de l'entreprise. Fermeture veut dire délocalisation vers des cieux plus cléments où l'exploitation des travailleurs(es) est encore plus féroce mais les profits et les dividendes toujours plus monstrueux.

A cet égard, la crise sanitaire est éloquente et nous montre du doigt toute l'hypocrisie des politicards relayée par les médias et les experts en tout genre. Mais il ne faut pas sortir de Saint-Cyr, comme disait le grand-père Justhom, pour comprendre que tous ces Judas nous enfument. Ils tentent de faire en sorte que nous soyons complices de leurs mensonges et en appellent à l'union face à un adversaire que l'on ne voit pas. Nous devons leur faire une confiance aveugle. Ils roulent pour notre bonheur (sic). Eh bien non !

ILLUSTRATION : GERD ALTMANN

L'État et ses représentants sont les complices du grand patronat, et ils sont à pied d'œuvre

Ainsi, plus de 620 000 emplois ont été supprimés au cours du premier trimestre dans le secteur privé. Entre le 1er mars et le 8 novembre, ce sont 619 plans de saccage et de mise à sac qui ont été programmés dans les entreprises de 50 salariés et plus. Depuis le second confinement, 30 nouvelles procédures de plan de saccage et de mise à sac ont été annoncées.

Concrètement, ce sont près de 66 000 emplois qui sont menacés, selon la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques). C'est également sans compter les milliers de licenciements dans les entreprises de moins de 10 salariés dans le commerce, la réparation automobile, l'hébergement et la restauration, la construction, l'industrie manufacturière.

Ce qui a pour conséquence que le nombre de chômeurs se situe à 4,5 millions en catégorie A et lorsque l'on comptabilise les catégories B et C, c'est quasiment 7 millions.

Pendant ce temps-là ou « en même temps », expression chère au jésuite Macron, les actionnaires se goinfrent en dividendes : Sanofi va distribuer aux actionnaires la bagatelle de 5,3 milliards d'euros. L'Oréal, Total, PSA, vont maintenir le versement des dividendes. D'autres comme Thalès, Michelin, LVMH, Orange, Veolia, EDF, Renault… les diminueront et les jetons de présence des administrateurs seront réduits de 25 %, pour le second trimestre 2020. On est prié de les croire.

Il n'est pas difficile de penser que cette crise sanitaire n'impactera guère les profits de ces entreprises dans la mesure où « l'État providence » va injecter de l'argent public dans les budgets de ces entreprises privées — comme Renault où siègent dans le conseil d'administration ses représentants — pour dit-il, « sauver l'emploi » (sic !). Comme nous pouvons le constater, dès le début de la crise sanitaire, ce sont 110 milliards d'euros qui ont été injectés pour faire face aux conséquences. Sauf que les travailleurs(es) ne toucheront que des rogatons d'euros.

Comme cette crise dure, c'est 300 milliards d'euros qui sont apportés en garantie de prêts, puis 40 milliards pour les entreprises les « plus touchées » (re sic !) et 20 milliards d'euros supplémentaires pour « sauver » (re re sic !), les entreprises polluantes, comme Renault et Air-France. Le ruissellement cher à Macron s'est transformé en un torrent d'euros. Et, comme dans les catastrophes, ce torrent a fait de nombreuses victimes, près de 70 000 chômeurs supplémentaires selon la DARES, dont 7580 à Air-France, 5000 à Airbus, 4600 chez Renault, 2000 chez Valeo… La pauvreté s'installe durablement dans le pays.

L'État ne laisse pas sa part aux chiens, il continue la casse du service public hospitalier

Pendant que le personnel hospitalier lutte d'arrache-pied pour sauver le maximum de personnes atteintes de la Covid-19 et ce, dans des conditions inhumaines, ces sicaires se démènent pour continuer le saccage et la mise à sac du service public de la santé. Ils suppriment des lits, ils ferment des services entiers quand ce n'est pas des hôpitaux.

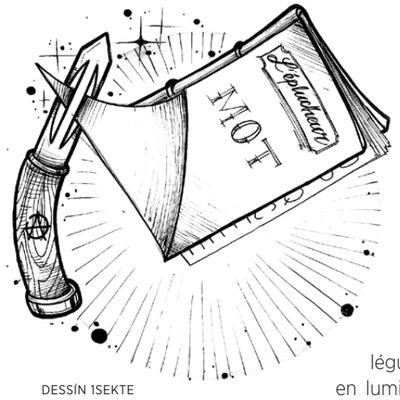
Et voilà que maintenant, ils envisagent, par une proposition de loi du groupe LREM de créer « une nouvelle profession médicale intermédiaire » Un machin situé entre le médecin et l'infirmière. Cette proposition est une idée du ministre de la Santé Véran, qui lors du Ségur de la Santé, avait annoncé vouloir confier au Conseil national de l'Ordre des médecins et au Conseil national de l'Ordre des infirmières, le pilotage d'une mission exploratoire pour la création d'une nouvelle profession médicale intermédiaire. Ces ordres tombent des nues car ils n'ont pas été consultés. C'est ainsi que l'Ordre des médecins demande le retrait du chapitre concerné et que soit engagée, avant tout projet en ce sens, une réflexion préliminaire élargie à l'ensemble des représentations professionnelles médicales et universitaires au sujet des compétences et des responsabilités professionnelles des métiers de la santé.

C'est clair que c'est la mise en place d'une médecine au rabais pour les pauvres, les riches iront se faire soigner dans les cliniques privées.

Justhom

ÉPLUCHONS UN MOT…

Polyamour



DESSIN 1SEKTE

Invitée le 13 décembre 2020 sur Radio J, Marlène Schiappa s'est exprimée au sujet de l'engagement de son gouvernement contre la polygamie : « **Je veux rassurer tout le monde, on ne va pas interdire les plans à trois, on ne va pas interdire l'infidélité, on ne va pas interdire les trouples, on ne va pas interdire le polyamour…** »

Avec sa déclaration, la ministre déléguée chargée de la Citoyenneté a mis en lumière un terme qui s'est progressivement diffusé dans la société au cours de la dernière période, sans avoir fait son entrée dans *Le Larousse* ou *Le Robert*. Il est toutefois défini de la sorte par un site dé dié à ce rapport socio-affectif : « **relation sentimentale honnête, franche et assumée avec plusieurs partenaires simultanément** » (polyamour.info).

Parmi ses premières apparitions en langue française, on peut relever la contribution de Stanfield Major intitulée « Qu'y a-t-il de si drôle au sujet de « Paix, Amour et Polyamour »? », parue en 1998 dans *Au-delà du personnel*, un recueil de textes rassemblés par Corinne Monnet et Léo Vidal. Deux ans plus tard, dans son livre *Les forcenés du désir*, Christophe Bourseiller présentait le polyamour comme « **de la polygamie laïque et informelle. Une tentative de codifier un comportement amoureux éclaté et libertin** ».

Le début des années 2000 coïncide avec la prolifération de ce mot. Google Trends permet de constater un pic dans sa recherche en octobre 2005. L'année suivante, les sociologues Vincent Paris et Martin Blais notaient : « **Partenaires multiples, échangisme, éclatement du couple, déclin de la famille nucléaire, monogamies sérielles, polyamours, etc., constituent autant de thèmes et d'orientations qui affectent de plus en plus les structures des sociétés modernes et occidentales** » (*Dialogue*, n° 173, 2006).

Il faudra attendre quatre ans pour que la grande presse se fasse l'écho du néologisme. Luc Le Vaillant brossait le portrait de Mia Engberg, une documentariste qui ne versait pas « **dans les polyamours ou les constellations neuves** » (*Libération*, 1er juillet 2010), tandis que Macha Séry soulignait à propos de l'infidélité que les thérapeutes lui préféraient « **des néologismes gommant l'infamie (« polyamour » ou « polyfidélité »)** » (*Le Monde*, 30 octobre 2010).

En d'autres temps, on parlait d'amour libre. On peut préférer cette expression. Mais une question subsiste : au-delà de ses formes ou de ses appellations d'origine contrôlée, l'amour peut-il être libéré dans une société qui ne l'est pas ?

Nedjib Sidi Moussa

Le conflit des sexes, de la nature à la culture

Une réflexion issue de la lecture d'un livre Féminin/Masculin de Joël Martine

Dans une première approche simpliste, on pourrait penser que les différences entre les femmes et les hommes tiennent à la « culture », c'est-à-dire que les comportements sont inventés puis transmis par l'éducation : « L'instinct n'est pas un destin », nous dit Joël Martine, l'humanité serait une espèce qui s'est auto-domestiquée.

Chez les mammifères, la domination masculine est l'un des marqueurs des violences qui, pour les humains, se caractérise en particulier par l'inégalité économique entre les hommes et les femmes, le patriarcat étant un système qui s'auto-reproduit à des degrés divers dans toutes les sociétés. Pour les esprits conservateurs, les comportements humains seraient en partie innés, avec une nature masculine brutale et une nature féminine plus douce, tandis qu'une vision progressiste affirme que ce sont les rapports de force qui dictent les comportements avec, pour chaque individu, une pluralité d'instincts qui se sont transmis selon le contexte écologique et social.

La domination masculine

Pour analyser la question des relations entre les femmes et les hommes, Joël Martine choisit dans un premier temps une approche comportementale des mammifères et des primates qui va curieusement révéler à la fois des invariants sur les comportements masculins, telle la compétition qui existe entre les individus pour la nourriture et le sexe, mettant en place des rapports de domination et d'allégeance. De là, les armes, la guerre, la terreur d'État, les inégalités.

Un constat chez la plupart des primates avec, pour les humains, une appétence au viol et au meurtre (tous les hommes ne tuent ni ne violent), mais ils développent également des instincts opposés comme l'empathie ou la sollicitude. La violence des mâles exercée par leur pouvoir sur les femelles est d'abord l'obtention de rapports sexuels, avant le désir d'accumulation de biens économiques, qui n'existe pas chez les animaux.

Voulant y voir de plus près, Joël Martine observe par le biais de la biologie. Pour lui, la reproduction à l'aide de deux sexes séparés (gonochorisme) est « **le résultat bricolé d'une histoire complexe, comme tous les phénomènes du vivant** » **: la fécondation entre deux gamètes, un gros (ovule) et un autre 300 fois plus petit (spermatozoïde), c'est ce qu'on appelle l'anisogamie. Tout ceci explique la conflictualité entre hommes et femmes, un problème de reproduction des mâles capables de dominer les femelles !**

La biologie permet de comprendre certains enjeux et les fonctionnements des rapports sociaux.

Parentalités et configurations familiales

La gestation, en particulier dans l'espèce humaine, favorise encore plus la dépendance féminine. La domination masculine, au sein du capitalisme de par son fonctionnement conduit à un mépris du care et à l'entretien de la vie. Les femmes sont assignées aux tâches reproductives, grossesse, enfantement, allaitement, et parentales (par extension « le prendre soin du monde ») au cœur de la famille dans laquelle elles ont intériorisé la soumission en reproduisant leurs propres habitus (la « violence symbolique » de Bourdieu), tandis que les hommes en sont largement dispensés. Ils interviennent occasionnellement et leur engagement à ce moment-là apparaît beaucoup plus important qu'il ne l'est réellement. « **Il est vraisemblable que l'héritage instinctuel des primates prédispose plus les femmes que les hommes à accepter et à désirer s'occuper des enfants.** » D'autre part, les hommes imposent des modèles de comportement qui répondent à leurs désirs. Joël Martine appelle à un « **grand empowerment personnel et collectif des femmes** (…) **nécessaire pour briser ces stigmatisations et formatages** ». La puissance de la domination masculine renforce et remodèle la division technique du travail afin d'augmenter la productivité, au-delà des rôles traditionnels masculins et féminins, mais selon l'offre et la demande que le marché du travail impose : « **L'exploitation capitaliste ne se réduit pas à l'exploitation du travail salarié. C'est l'ensemble du ménage qui est exploité dans le rapport salarial.** »

L'écoféminisme et le *care*

L'auteur choisit l'option féministe permettant le salut de notre société, l'égalité des droits, la justice économique, la reconnaissance pour les femmes du vécu charnel et émotionnel, et enfin le ménagement de la nature et de la vie sociale contre le projet de domination de la civilisation sur la nature et de la domination des hommes sur les femmes.

« **Dans l'idéologie, les femmes sont assignées à des fonctions quasiment naturelles, comme les végétaux et les animaux, et les hommes ont l'apanage de l'intelligence technique et politique.** » Dans une vision féministe, il est nécessaire de lutter pour une redéfinition du travail contre l'exploitation aussi bien dans le salariat que dans le travail domestique.

L'analyse que fait l'auteur des rapports entre les hommes et les femmes, bien que ne s'y référant pas (il cite plutôt les marxistes), est proche de la pensée libertaire, où au fil des pages affleure cependant l'humour.

Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard

JOËL MARTINE
Féminin/Masculin
Éditions Libre & Solidaire, 2020,
420 pages
24 € en vente à Publico

Basta Giscard !

Lettre de Christian Ranucci.
à Marseille, le 26 Juillet 1976

Ma chère et tendre mère,

Tu étais depuis le début persuadée bien plus que moi de mon innocence, et aujourd'hui je peux te dire que tu avais raison.
J'avais honte d'avoué que mon amnésie du moment précis de l'horrible meurtre était lié à la tournée de bars faites la veille. Devant les preuves pertinentes et les arguments convaincants des policiers m'accusant, je ne pus qu'acquiescer face à ce terrible destin. Je fis tout ce qu'ils voulurent et bien plus encore.

Mais aujourd'hui, aujourd'hui je sais que ça ne colle pas ! Les relents de souvenirs qui m'assaillent me convainquent que mon histoire et celle de la petite défunte ne peuvent en aucun cas être liées.
C'est pourtant trop tard pour moi, la justice a trouvé son meurtrier idéal, malgré ce que je peux dire aujourd'hui. Mère, toi qui, je sais, enquête de ton coté j'espère que tu trouveras cet homme pour qui je donne ma vie.
Ma dernière volonté serait que toi et mes avocats rétablissiez ma mémoire qui n'aurait jamais dû être salie. J'aurais du depuis le début t'écouter, à croire que tu me connais mieux que moi-même.
Sache que je partirais la tête haute.

Je t'envoie mille baisers dans cette lettre qui sera la dernière.

Ton fils qui t'adore, Christian.

Christian Ranucci, 22 ans, inculpé de l'enlèvement suivi du meurtre d'une fillette,condamné à mort après seulement deux jours d'un procès chargé de zones d'ombres, exécuté le 29 juillet 1976 à 4 h 13. Trois jours plus tôt, contrairement à l'avis d'une commission de hauts magistrats qui a été consultée, Valéry Giscard d'Estaing avait refusé de gracier le condamné.

L'avocat de la partie civile, qui s'est acharné à «prouver» la culpabilité de Christian Ranucci, un certain Gilbert Collard.

On nous surgave du modernisme de VGE et des avancées marquantes de son septennat. Prenons la loi Veil, du nom de la ministre de la Santé, on oublie tout le combat en amont, dans la rue, pour que soit arrachée la légalisation de l'avortement.

Simone Veil fut donc ministre de la Santé. Quant au ministre du budget, de 1978 à 1981 dans le gouvernement Raymond Barre… Maurice Papon.

Sans oublier celui qui, durant le septennat VGE, fut successivement Ministre chargé des Relations avec le Parlement, Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Économie et des Finances, Ministre du Travail et de la Participation… Robert Boulin.

Biscotte

Six-cent-soixante-six
666

Les voies du Seigneur sont bien pénétrables.
La preuve, ce plaidoyer pour l'athéisme écrit dans la langue des oiseaux, un système de codage utilisé notamment par les poètes hermétiques et les résistants de la Deuxième Guerre mondiale.

On peut en percer le secret…

On peut aussi, en cas d'impatience, prendre la clé que voici : fondé sur l'agencement des mots, ce plaidoyer propose trois textes rimés.

Le premier est composé des alexandrins tout entiers, ponctuation comprise ; il est clérical.

Le deuxième est constitué de la première moitié des vers (les six premières syllabes, ou premier hémistiche) ; il est laïque.

Le troisième est formé de la seconde moitié des vers (les six dernières syllabes, ou second hémistiche) ; il est athée.

Vade retro deus : le tout est diabolique. D'où son titre…

666

Communions ! Adorons Dieu miséricordieux !
L'obligation laïque est une extravagance !
Toujours plus étirons le royaume des cieux !
L'incroyance publique est une manigance
Contre notre Seigneur, contre la liberté !
Parents de confession, apostats, fanatiques,
Et vous les promoteurs, athées ou agnostiques,
De la Séparation (mais quelle absurdité),
Jouons les porte-croix du culte religieux !
Lançons en boutefeux, dans la sphère publique,
Voiles, kippas et croix, ces signes litigieux,
Et allumons le feu ! Sus à la République !

De l'écolo-scepticisme et de ses tares

Où il est question d'écologie et de décroissance.

Certains affirment que la planète n'est pas malade, soutiennent que l'écologie ne plonge ses racines que dans la fange nauséabonde, pensent que la technique suppléera à la finitude des ressources terrestres, prétendent que l'effondrement n'aura pas lieu parce que les capitalistes sont assez intelligents pour ne pas scier la branche sur laquelle ils sont assis… D'autres voient « sous l'amour de la nature, la haine des hommes », dans la décroissance un jeu pour gosses de riches ou un retour à l'âge des cavernes. Pour les plus atteints, l'homme peut se passer de ressources naturelles, et même échapper à son destin biologique…. Autant d'élucubrations qui, jamais, n'abordent le coeur même de la question écologique. Et s'il ne s'agissait que d'aveuglement, de mauvaise foi, d'imposture intellectuelle, ou de cette bêtise incommensurable qui semble avoir largement survécu aux Lumières.

Non, l'écologie ne se réduit pas à un conservatisme traditionaliste ou à un romantisme réactionnaire

Il ne s'agit pas de nier que des mouvements nationalistes et racistes se sont nourris du courant idéologique animé par E. Haeckel (le « père » de l'écologie), ou que le fascisme, le nazisme et le pétainisme ont mobilisé des thématiques tournant autour de la « vie », du « sol » et du « sang ». Il s'agit seulement de ramener ces mouvements à leur juste proportion, relativement faible. Dans *La société écologique et ses ennemis*, S. Audier écrit : « Non seulement l'écologie réactionnaire n'est pas la seule possible, mais encore elle est une impasse au regard de la cause qu'elle prétend défendre : sauver la planète ». Et plus loin : « Au sein des courants socialistes, anarchistes et républicains […] des éléments ou des germes de ce qu'on pourrait appeler rétrospectivement une « société écologique » ont été posés, sans connaître toutefois le développement que leurs inventeurs espéraient ». Seules la malhonnêteté ou l'ignorance peuvent assimiler la prise en compte de la valeur intrinsèque de la nature avec le sacrifice des droits de l'homme.

Conscient que la « civilisation » est un processus qui peut progresser mais aussi reculer, n'induisant aucune supériorité d'une société sur une autre, E. Reclus écrivait dans *L'homme et la terre* : « **Aussi, quand nous comparons notre société mondiale, si puissante, aux petits groupes imperceptibles des primitifs qui ont réussi à se maintenir en dehors des "civilisateurs" — trop souvent destructeurs – nous pouvons être portés à croire que ces primitifs nous étaient supérieurs et que nous avons rétrogradé sur le chemin des âges** ». Dans *LG Gauny, le philosophe plébéien*, J Rancière écrit : « **L'écologie, le végétarisme, l'émancipation intellectuelle seront revendiquées notamment au sein du courant anarchiste.** »

S'il ne se revendique pas comme anarchiste, C. Castoriadis se situe tout de même plus près de la mouvance libertaire que de l'Opus Dei ! Or, dans un entretien datant de 1992, il souligne « **qu'on ne peut plus concevoir de politique digne de ce nom sans préoccupation écologique majeure** ». Il recommande même, vu l'importance des enjeux, de « **procéder avec la plus grande prudence, et non pas comme si de rien n'était** ». Invitant au questionnement sur le sens du travail, il écrit : « **Il faut que l'idée que la seule finalité de la vie est de produire et de consommer davantage soit abandonnée ; il faut que l'imaginaire capitaliste d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle, d'une expansion illimitée, soit abandonné** ». En reconnaissant que « **l'écologie peut très bien être intégrée dans une idéologie néofasciste** », il conclut que « **le danger principal de l'homme est l'homme lui-même** ». Dans **Une société à la dérive**, il écrit aussi ; « **L'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète** ».

Tout en rappelant les ambiguïtés de l'anarchisme sur la question du progrès, avec le scientisme et le rationalisme comme éléments moteurs, J. Ardillo, essayiste libertaire, écrit, dans *La liberté dans un monde fragile* — évoquant les petites communautés anarchistes dans les années 1900 en France et en Allemagne : « **Ces déserteurs de la société industrielle ne sont pas des figures isolées : ils forment une tradition libertaire qui se poursuit jusqu'en ce début de XXIe siècle** ». Et dans le même ouvrage : « … **toute analyse sérieuse de la société dominante conduit tôt ou tard à une réflexion sur les limites de la nature ainsi que sur la responsabilité humaine. Or les œuvres de penseurs originaux tels que H.D. Thoreau, E. Reclus, P. Kropotkine, W. Morris, G. Landauer ou E. Armand représentent autant de points d'ancrage pour une réflexion de ce type** ».

Professeur à l'université autonome de Madrid, C. Taibo rappelle que de nombreux paysans anarchistes espagnols se battaient clairement pour une vie simple et austère. Et que « **nous sommes chaque jour plus dépendants parce que nous avons accepté des sociétés de plus en plus complexes** ». Dans *Action directe, autonomie, autogestion*, il écrit : « **Il y a quatre verbes qui, à mon sens, adaptent la pensée libertaire à la crise écologique et à ses défis : décroître, désurbaniser, détechnologiser et décomplexifier** ». Et plus loin : « **Toute contestation du capitalisme qui voit le jour dans ce monde au XXIe siècle se doit d'être par définition décroissante, antipatriarcale, autogestionnaire et internationaliste ».** Concluant avec lucidité, « **Il y a de bonnes raisons de défendre le fait que le capitalisme est entré dans une phase terminale** ».

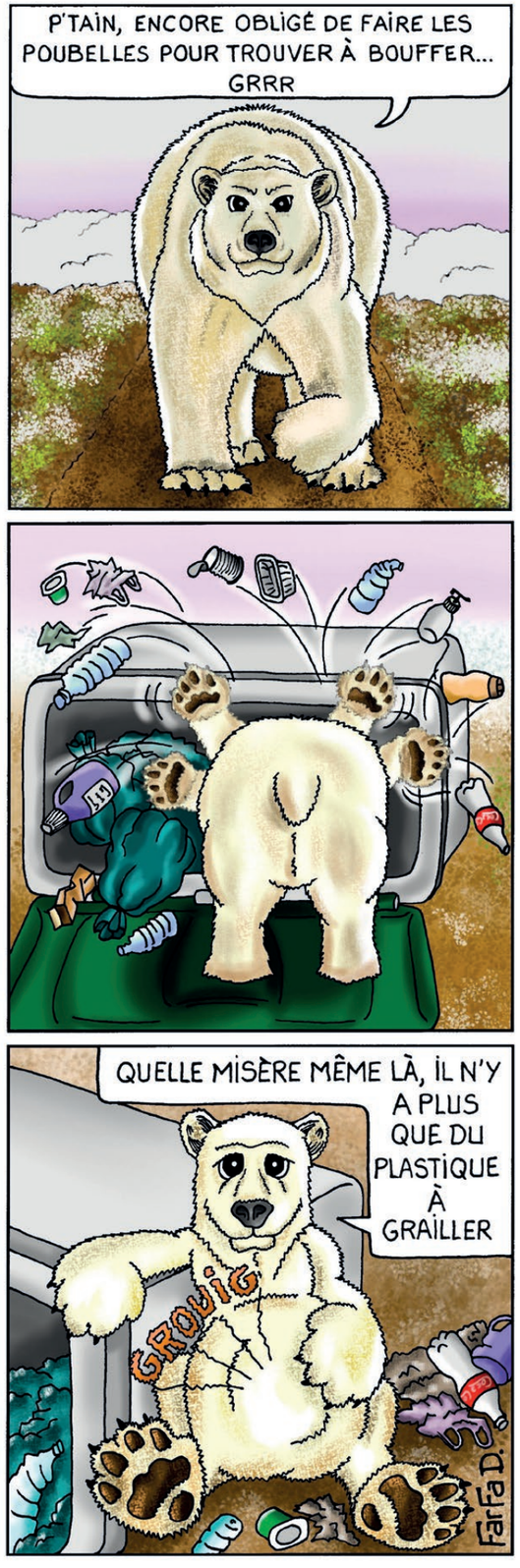
Non, l'homme ne s'affranchira pas des limites physiques de la planète

« **Matière, énergie et environnement forment un triptyque interconnecté et indissociable** » (F. Graner et R. Lehoucq, CNRS), auquel l'homme ne peut se soustraire. « **90 milliards de tonnes de matériaux sont extraits chaque année et l'état des "stocks" devient critique** ». Les croissances économique et démographique exigent de plus en plus de ressources énergétiques, de terres et métaux rares, d'eau. Or des limites physiques sont inhérentes à tous les procédés et matériaux. Voici la durée de vie des réserves rentables des principaux métaux nécessaires aux technologies d'avenir, en années d'exploitation et au rythme actuel d'exploitation : antimoine 12 ans, étain 17 ans, plomb, or et zinc 18 ans, strontium 19 ans… (*La guerre des métaux rares,* G. Pitron). Réserves dérisoires à l'échelle de l'humanité.

Nous risquons de nous affranchir des énergies fossiles… pour tomber dans une nouvelle dépendance, celle des métaux rares notamment. Parce que les puits de pétrole les plus rentables (comme les terres agricoles les plus fertiles) ont été exploités en premier, l'économie se trouve soumise à la loi des rendements décroissants. Le taux de rendement énergétique diminue régulièrement : en matière de pétrole, quand il y a un demi-siècle, une calorie investie en rapportait cent, aujourd'hui elle en produit 30, voire 15.

Un article du Canard enchaîné (14/10/2020) rappelait que la batterie de la voiture (propre !) électrique – qui pèse le quart du poids total du véhicule ! — recèle 16 kg de nickel (35 ans de réserves au rythme d'extraction actuel), 15 kg de lithium (risque d'emballement thermique, effets sur la santé), 10 kg de cobalt (récolté au Congo par des enfants pour à peine deux dollars par jour). Mais il faut rattraper la Chine ! Et R. Heinberg, un des grands vulgarisateurs des enjeux liés aux combustibles fossiles, rappelle que « **la meilleure batterie théorique n'offre qu'une très faible densité par rapport aux produits pétroliers** ».

Concernant les ressources en eau, 1,6 milliard d'humains vivent aujourd'hui en pénurie. Et les prévisions indiquent que d'ici 2030, 47 % de la population mondiale vivra dans des zones à déficit hydrique (Mexique, Afrique du Nord, Proche-Orient, Ouest des États-Unis). En Chine, plus de la moitié des ressources souterraines sont souillées par des



De l'écolo-scepticisme et de ses tares

résidus de l'industrie et de l'agriculture. La fonte des grands glaciers de l'Himalaya compromet l'alimentation de plusieurs grands fleuves (en Chine, au Pakistan, en Inde). Au Bangladesh, l'eau salée contamine déjà les sources d'eau douce.
S'agissant de la vie dans les océans, aujourd'hui au niveau mondial, 80 % des « stocks » (expression admirable !) de poissons « commerciaux » sont soit surexploités soit pleinement exploités. Malgré l'augmentation du nombre de bateaux et de leur puissance, depuis plus de vingt ans, les captures mondiales stagnent autour de cent millions de tonnes par an. La technologie moderne, l'électronique et les moyens satellites vident les océans. Et 1 % des navires réalisent à eux seuls 50 % des prises. Or cette surpêche, légale ou non, prive des centaines de millions d'habitants des pays pauvres de leur seul apport en protéines animales, les produits de la mer. Mais peut-être que sur une planète plus hospitalière…

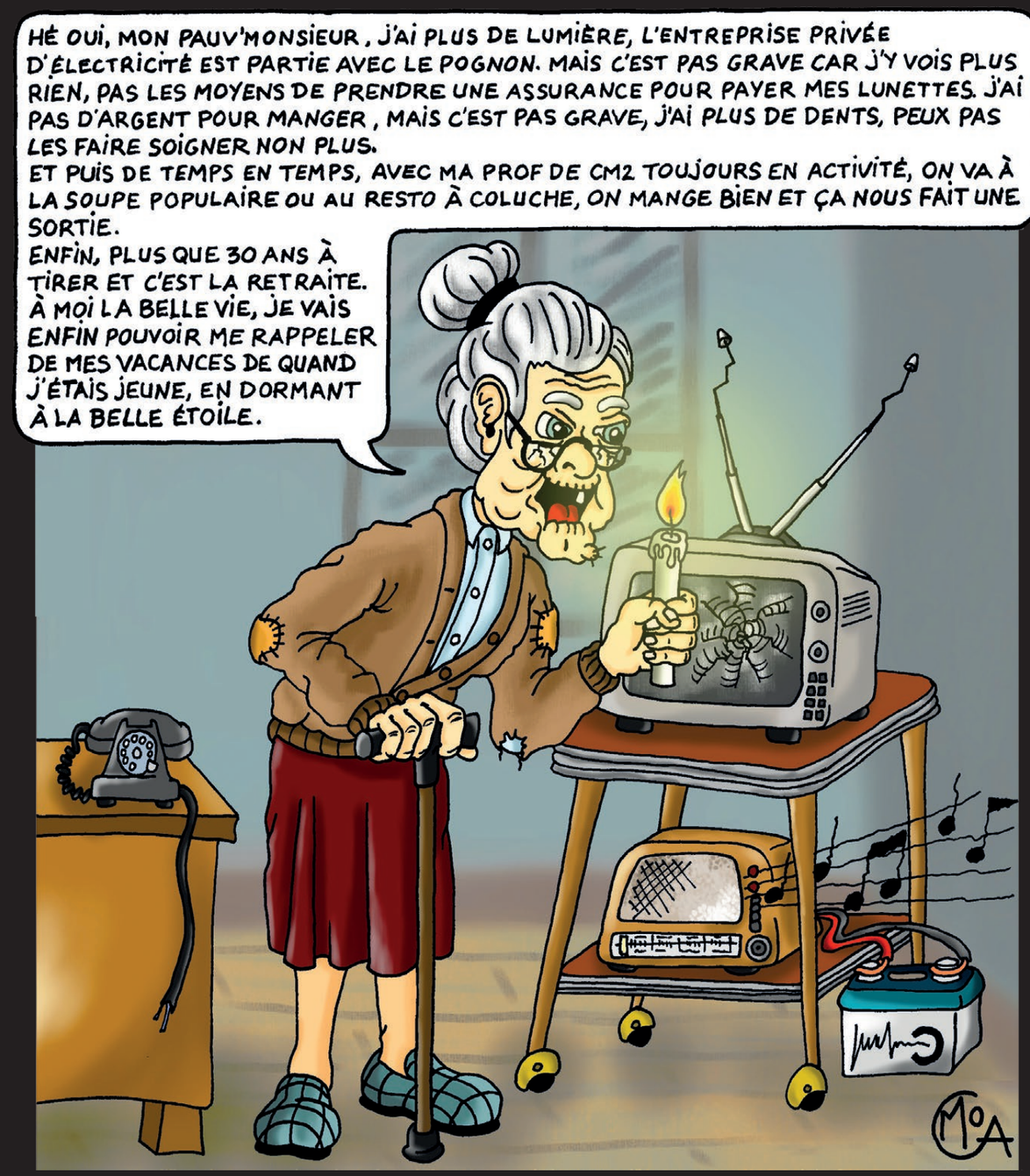
La gestion de notre production exponentielle de déchets a développé les filières du recyclage. Et s'il s'agissait d'une dangereuse illusion ? Le recyclage ne s'avère pas seulement insuffisant, il peut être contre-productif et encourager à produire davantage… d'autant que le capitalisme ne supporte pas la réduction de la consommation ! Sur une soixantaine de métaux, 34 ont un taux de recyclage inférieur à 1 %. Moins de 2 % des plastiques usagés sont recyclés idéalement en circuit fermé. Quant à l'**économie circulaire** qui le prolonge, elle est évaluée en deux phrases par K. De Decker : « L'économie circulaire – le dernier mot magique, dans le vocabulaire du développement durable – promet une croissance économique sans destruction ni gaspillage. Cependant, le concept ne se concentre que sur une petite partie de l'utilisation totale des ressources et ne prend pas en compte les lois de la thermodynamique ». Idem pour le fameux « découplage ». Un rapport de 2014 de *Pricewaterhouse Coopers* note que le découplage entre la croissance des émissions et la croisssance économique n'a été en moyenne que de 0,9 % depuis 2009 !

Jean-Pierre Tertrais
novembre 2020

PHOTO : LISON

Misère, misère !

C'est toujours sur les pauvres gens
Que tu t'acharnes obstinément. (Coluche)



Une société dérobeuse de temps, dévoreuse de vie

Dix secondes, dix minutes, dix ans… Horloge du temps qui s'écoule. Le temps que l'on voudrait retenir, savourer encore. Le temps, vaste sujet philosophique qui semble toujours nous échapper. Ce temps qui nous est confisqué depuis des décennies…

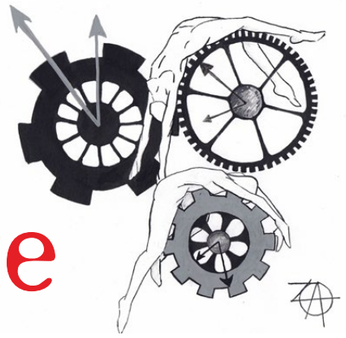


ILLUSTRATION D'ELSA

Auparavant, deux « camps » se faisaient face : d'un côté les patrons exploitants, les « goules prédatrices » et de l'autre, les ouvriers, les « vampirisés », à qui on dérobait la vie, à qui on prenait sans modération ni égard, la moindre minute de productivité. La **réduction du temps de travail** (j'y reviendrai) est devenue très tôt une revendication syndicale, une bataille décisive dans le mouvement ouvrier, dès 1830. Depuis la semaine de 39 heures et la généralisation de la cinquième semaine de congés en 1982 – la durée du travail des salariés à temps complet tend toutefois à augmenter alors que le travail à temps partiel s'envole, avec simultanément un mouvement de diversification croissante des horaires. La loi Aubry sur les 35 heures du 13 juin 1998 constitue la dernière grande étape de la réduction du temps de travail en France. Mais l'essorage des salarié·e·s demeure.

« Les travailleurs ne besognent plus quinze heures quotidiennes mais sur fond de chômage de masse se doivent d'être disponibles à tout moment. »

L'usine continue de presser et d'asservir les travailleurs. Joseph Ponthus, ouvrier intérimaire en conserveries et en abattoirs décrit au scalpel dans son livre ***À la ligne***, les gestes épuisants du travail à la chaîne :

« Il faut que la production continue
La répétition des douleurs
La vanité de l'affaire
[…]
Et même si nous ne sommes que mercredi et que
L'enfer sera sans doute ce nouveau samedi travaillé
L'usine serait ma Méditerranée sur laquelle je trace
Les routes périlleuses de mon Odyssée
Les crevettes mes sirènes
Les bulots mes cyclopes
La panne du tapis une simple tempête de plus
Il faut que la production continue
[…]
Rien ne change
Les mêmes gueules aux mêmes heures
Le même rituel avant l'embauche
Les mêmes douleurs physiques
Les mêmes gestes automatiques
Les mêmes vaches qui défilent encore et toujours à
Travailler sur cette ligne qui ne s'arrête jamais
Qui ne s'arrêtera jamais
Le même paysage de l'usine
Le même tapis mécanique
Les mêmes collègues à leur place indéboulonnable
Et les vaches qui défilent
Les mêmes gestes… »

L'usine n'est plus l'unique espace « dévitalisant ». La société actuelle regorge en effet de nouvelles formes d'exploitation au travail : temps partiels – temps partiel faute d'emploi à temps plein ou temps partiel en sous-emploi – intérim. Le **travail à temps partiel** – qui concerne selon une étude INSEE de 2009 plus de 18% de la masse salariale – sous ses différentes formes, et en particulier le temps **partiel** subi en raison de son caractère contraignant, sont facteurs de précarité, surtout pour les femmes qui représentent plus de 80% de ces salariés.

« Ce temps prétendu offert par et pour le progrès, nous échappe encore. On voudrait en jouir librement. On lui court après. »

Les travailleurs ne besognent plus quinze heures quotidiennes mais sur fond de chômage de masse se doivent d'être disponibles à tout moment.

La question du temps dérobé croît et se démultiplie dans tous les domaines et les espaces de notre société consumériste, estompant la ligne entre temps libre et temps de (télé)travail.

Les avancées technologiques et numériques assurent un gain de temps, un confort incomparable, le « luxe » du travailleur contemporain. Mais en retour, elles assènent le coup de massue : « l'accélération. » Ce temps prétendu offert par et pour le progrès, nous échappe encore. On voudrait en jouir librement. On lui court après. La carotte au bout du bâton. Et l'on court et l'on court… Course folle au-delà des possibles et de notre propre discernement. Accélération du rythme de vie qui se manifeste par une expérience de stress, un élargissement du creuset social et des inégalités, et paradoxalement par un manque irrémédiable de temps. Dans son ouvrage *Accélération, une critique sociale du temps*, le sociologue et philosophe allemand, Hartmut Rosa met en évidence la formidable poussée d'accélération de la modernité tardive au point qu'elle en vient à menacer le projet même de la modernité : dissolution des attentes et des identités, sentiment d'impuissance, « détemporalisation » de l'existence. L'auteur montre ainsi que la désynchronisation grandissante des évolutions socio-économiques et la dissolution de l'action politique font peser une grave menace sur la possibilité même du progrès social.

De nos jours, il nous appartient non seulement de travailler mais aussi de consommer, et ce sans relâche : le nouvel « impératif catégorique ». Nous voilà propulsés dans la machine du temps infernal, hyper-sollicités et hyper-connectés, conditionnés et accros à la vitesse. La course au temps, à la productivité et à la performance. Notre charge. Notre addiction. Notre fléau. Performer toujours plus, pour gagner sa place, étendre sa place, le plus rapidement possible. Multiplier les expériences strictement quantitatives. Sans répit. Écrasés sous notre propre masse, notre rouleau compresseur, écrasant les autres de surcroît – un détail soit dit en passant. La concurrence est rude mais on s'accroche. On est déjà complètement essoré mais on en veut encore… La turbine de dépossession est en branle et pousse l'individualisme déjà bien ancré, encore plus loin dans ses excès délirants. Sous la pression d'un rythme sans cesse accru, les individus tous contre tous font désormais face au monde sans pouvoir l'habiter et sans parvenir à se l'approprier et ce, de manière solidaire.

Ralentir. Décélérer. Prendre le temps pour se réapproprier nos vies

Conséquence de la crise de la Covid-19, l'économie et la société ont été mises sur pause. Mais les changements apportés demeurent temporaires. Si la décélération est une condition pour accéder à une meilleure qualité de vie, plus juste et équitable, elle n'en demeure pas moins une condition insuffisante.

Puissions-nous arrêter de confondre une appropriation du monde avec une acquisition – toujours insatisfaite – passant par une (sur)consommation phénoménale.

Revenons sur la réduction du temps de travail

La journée de douze heures donne lieu à de nombreuses luttes sociales dès les années 1830. A cette époque, on travaille quinze à dix-sept heures par jour. Les rapports médicaux révèlent que ces effroyables conditions de travail sont à l'origine d'une morbidité importante, en particulier chez les femmes et les enfants. Un décret de 1848 fixe, pour la première fois, la journée de travail à douze heures. Mais ce verrou va rapidement sauter sous les coups de boutoirs des dogmes libéraux qui condamnent l'intervention de l'État. Le patronat impose l'allongement de la durée du travail sous le Second Empire, alors que le pays s'industrialise de façon intensive.

La revendication des huit heures apparaît en 1864 au sein de la Première Internationale et sera popularisée en France par le Parti ouvrier de Jules Guesde. La loi Millerand organise progressivement la transition vers la journée de dix heures. Le repos dominical obligatoire est acquis en 1906. La loi de 1919 institue la journée de huit heures, sur la base générale de six jours de travail par semaine.

En 1936, le Front populaire et le puissant mouvement de grève avec occupations d'usines, imposent la semaine de quarante heures et l'instauration de deux semaines de congés payés. Le succès est considérable, à tel point que certains ont du mal à y croire. Rapidement, c'est la cohue en direction des bords de mer et le gouvernement Blum crée un sous-secrétariat d'État aux Loisirs, confié au député Léo Lagrange. Le patronat ne décolère pas, il désavoue ses négociateurs et se réorganise sous l'égide de la Confédération générale du patronat français, ancêtre du CNPF et du MEDEF. La désagrégation du Front populaire conduit à une remise en cause de la loi des quarante heures. En 1938, Daladier promulgue un décret autorisant la semaine de quarante-huit heures pour trois ans. Puis la semaine de soixante heures est généralisée, la durée du travail pouvant atteindre jusqu'à onze heures par jour. Au lendemain de la Libération, le gouvernement abroge tous les textes de Vichy sur la durée du travail promulgués pendant la guerre. C'est officiellement le retour aux quarante heures. Mais avec la possibilité d'effectuer des dépassements d'hosraires « pour accroître la production », dans la limite de vingt heures par semaine.

De l'après-guerre au milieu des années 60, la durée annuelle du travail se stabilise sous l'effet combiné d'une légère augmentation de la durée hebdomadaire du travail et de l'allongement des congés payés annuels. La 3e semaine de congés payés est légalisée en 1956. La période du milieu des années 60 au début des années 80 se caractérise par une baisse de la durée hebdomadaire du travail. On voit là, trace du passage de Mai 68, fruit des grèves et du constat Grenelle ayant pour « but de mettre en œuvre une politique de réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail en vue d 'aboutir à la semaine de 40 heures ». À cela s'ajoute en 1969 la généralisation de la 4e semaine de congés.

Le gouvernement décrète en 1982 le passage de la semaine de travail à 39 heures et la généralisation de la 5e semaine de congés payés. Depuis, la durée du travail des salariés à temps complet a plutôt tendance à augmenter, tandis que le travail à temps partiel s'envole. On observe simultanément un mouvement de diversification croissante des horaires. La loi sur les 35 heures constitue la dernière grande étape historique de la réduction du temps de travail en France.'

Source : CGT Aquitaine / https ://www.ihscgtaquitaine.org/ihsa/actualite/28/56-reperes-historiques-sur-les-grandes-etapes-de-la-reduction-du-temps-de-travail-.html

Bérangère Rozez

À la ligne, Joseph Ponthus, Édition La Table Ronde, 2019

« Temps partiel et temps partiel subi, facteurs de précarité pour les femmes actives », Sonia Baudry et Stéphanie Fillion dans *Regards croisés sur l'économie 2014/2,* n° 15

Accélération, une critique sociale du temps, Hartmut Rosa, édition La Découverte, 2010

Aliénation et accélération, vers une théorie critique de la modernité tardive, Hartmut Rosa, Édition La Découverte, 2014

Comme une journée sans pain

Jean V. se sent devenir ventriloque. Quelque part dans son corps, entre l'œsophage et le duodénum, il y a un truc comme une poche d'air, un ballon, une montgolfière. Le genre de truc qui se tord et qui fait mal et qui crie. Un estomac vide, c'est tout con mais c'est tout là.

« ***Il est terrible***
le petit bruit de l'œuf dur cassé sur un comptoir d'étain
il est terrible ce bruit
quand il remue dans la mémoire de l'homme qui a faim… »
Jacques Prévert, *La grasse matinée*)

Jean V. ricane. Il essaie de se souvenir à quand remonte son dernier vrai repas.

« […] ***On se souviendra du balthazar***
Qu'on a fait ce soir, par hasard
Avec un vieux corbeau malade…
On a tout mangé, même les os
Et tu vas roupiller bientôt
Mon camarade… »
(Jean-Roger Caussimon, *Mon camarade*)

C'était dans une autre vie, sûrement… parce que là, il a faim, juste faim. Il a faim et il est seul.

Son vieux pote n'est plus là. L'a préféré suivre une bourge qui allait lui assurer des gamelles à heures fixes. Parti en remuant la queue pendant que Jean l'insultait.

Jean V. voudrait que son estomac se taise, oublie qu'il est vide comme une usine désaffectée. Le genre de lieu qu'il squatte dans la discrétion parce qu'il est la rue, victime du sans-abrisme dirait une écolo recyclée en ministre du Logement.

Jean V. ne connaît qu'une solution pour clouer le bec à son estomac braillard… Le remplir, l'obstruer, le gaver.

« ***Il y avait des temps et des temps***
Qu' je n'm'étais pas servi d' mes dents,
Qu' je n'mettais pas d' vin dans mon eau
Ni de charbon dans mon fourneau. […] »
(Georges Brassens, *Celui qui a mal tourné*)

Ventre affamé n'a pas d'oseille. Alors faire quoi ?

« ***Il alla crier famine***
Chez la fourmi sa voisine… »

Mais la fourmi est capitaliste alors le SDF il va rester dehors et quand Jean V. lui dit ne pas avoir mangé depuis trois jours, la réflexion bête et méchante « Faut vous forcer… ». Porte qui claque malgré la main tendue.

Jean V. regrette de ne pas avoir fait un CAP en arnaquerie, l'aurait pu finir politicard plein aux as… Il aurait pu s'en mettre plein les poches avec les félicitations du jury. Plein les poches et plein l'estomac…

Parce qu'il y a des choses qui vous marquent, Jean V. se souvient :

DÉCEMBRE 2012, le champion de la lutte contre la fraude fiscale. Tout juste si sa tête n'ornait pas les drapeaux des chevaliers du fisc… Le ministre du Budget, un certain Jérome Cahuzac, a été pris les doigts dans le pot de confiture. Médiapart avait révélé que Môssieur le ministre avait un compte secret en Suisse. « *Rien que des mensonges !* » Le mec, droit dans ses bottes de luxe, jura devant l'Assemblée Nationale que ces accusations étaient infondées. « *Je n'ai pas, Monsieur le député, je n'ai jamais eu de compte à l'étranger ni maintenant ni avant.* »

MARS 2013, accusé d'évasion fiscale, il démissionne du gouvernement et est viré du Parti socialiste

AVRIL 2013, il avoue détenir un petit pactole à l'étranger depuis une vingtaine d'années. Il publie alors un communiqué : « *… dévasté par le remords… regrette de m'être laissé happer par la spirale du mensonge… je présente mes excuses au président de la République, à mes collègues du gouvernement, aux parlementaires et aux électeurs… Penser que je pourrais éviter d'affronter un passé que je voulais considérer comme révolu était une faute inqualifiable… et blablabla et blablabla…* »

N'est pas Cahuzac qui veut, Jean V. avait juste décidé d'être honnête. Pauvre mais honnête…

Pauvre mais honnête… La belle connerie des professionnels de la charité crasse.

« ***Y' a des prêcheurs aux longs cheveux qui se répandent tous les soirs,***
Ils essayent de te dire v' là ce qui est bien, v' là ce qui est mal,
Mais quand on leur pose la question de savoir comment croûter
Ils te répondent de leur voix tout miel.
Vous mangerez, oui plus tard,
En ce lieu de gloire, par-delà les cieux.
Travaillez et priez – crevez de faim,
La tarte au ciel vous aurez quand vous mourrez
(C'est un mensonge) […] »
(Traduction d'un extrait de
The Preacher and the Slave, chanson de Joe Hill)

Jean V. n'a plus envie d'attendre. Finie, la manche. De toute façon, sans son chien, la recette est maigre. Les dames patronnesses déguisées en poules faisanes sont plus généreuses avec les chiens.

Parce que les chiens, les pauvres, ils ne sont pas responsables des mauvais choix de leurs maîtres…

Jean V. ne va tout de même pas se mettre à quatre pattes et aboyer pour enfin avoir un petit rien à manger…

Quelque part dans son corps, entre l'œsophage et le duodénum, il y a un truc comme une poche d'air, un ballon, une montgolfière. Le genre de truc qui se tord et qui fait mal et qui crie. Un estomac vide, c'est tout con mais c'est tout là.

Pas simple de ne pas dialoguer avec tes boyaux quand la faim te parle et que tu n'as pas de quoi lui répondre…

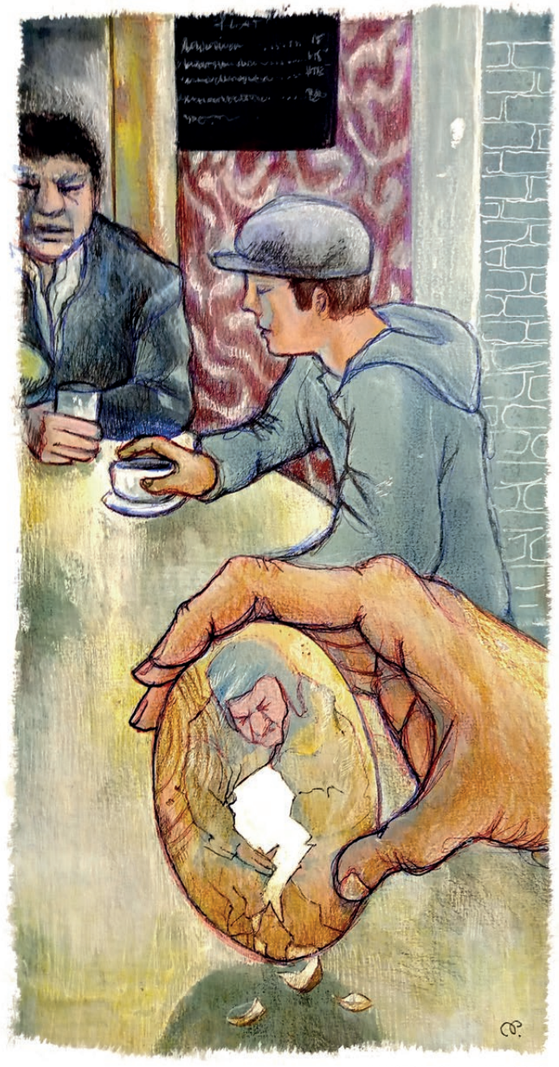


ILLUSTRATION : ALINE PIRES

« ***Ma dernière heure allait sonner…***
C'est alors que j'ai mal tourné. »
(Georges Brassens, *ibid.*)

Et merde ! » Une grande surface, des kilos, des tonnes de bouffe, de nourriture, de victuailles… Ventre affamé n'a pas d'oreilles…

« ***Il est terrible***
le petit bruit de l'œuf dur cassé sur un comptoir d'étain
il est terrible ce bruit
quand il remue dans la mémoire de l'homme qui a faim »

Jean V. ne veut plus mendier pour manger… Se servir…

Ventre affamé n'a pas d'oreilles…

Elle est terrible, la voix sadique du vigile qui le tient. Elle est terrible cette voix quand elle insulte froidement cet homme qui a faim…

En attendant l'arrivée de la cavalerie, coincé entre deux cerbères à mâchoire carrée, Jean V. ne peut s'empêcher de sourire. Encore un souvenir d'un truc dingue. Deux infos qu'il avait entendues le même jour et qui l'avait mis dans une colère noire :

LOT, LE JEUDI 12 MAI 2016 : le tribunal correctionnel de Cahors (Lot) avait condamné à 2 mois de prison ferme un jeune homme de 18 ans poursuivi pour avoir volé du riz, des pâtes et une boîte de sardines dans une maison de Figeac, avait indiqué son avocate. Il s'y était introduit en cassant un carreau.

Le jeune homme, qui vivait dans la rue et dormait sous une tente, avait indiqué au tribunal que, ce jour de février 2016, il « avait faim » et a indiqué aux magistrats avoir volé ces denrées « par nécessité », ne volant rien d'autre, (source : France 3 Midi-Pyrénées).

Les proprios de la maison n'avaient pas porté plainte. Le procureur réclamait 5 mois d'emprisonnement…

Les raisons de la colère ?…

LOT-ET-GARONNE, LE JEUDI 12 MAI 2016 : Jérôme Cahuzac réunit 350 soutiens le temps d'un dîner. Comme l'an passé, les proches de l'ex-ministre du Budget se sont retrouvés à huis clos à Casseneuil, dans un hangar appartenant à un ami entrepreneur qui a affirmé que l'ex-ministre dans l'attente de son procès qui devrait avoir lieu en septembre prochain, a reçu le soutien de ses amis lot-et-garonnais.

« ***Selon que vous serez puissant ou misérable…*** »

Passage par la case justice pour Jean V., accusé d'avoir volé de quoi ne pas mourir de faim…

Le juge semble de mauvaise humeur. Déteste ces affaires à traiter en pleine digestion…

« ***Affaire suivante. Nom, prénom, profession, adresse… Le tout dans cet ordre… je ne tolère aucun manquement, aucune fantaisie… On ne traîne pas !…*** »

En face, il redresse la tête, il est digne. Il ne courbera plus l'échine.

« ***Jean… Val Jean…*** »

Bernard

(1) En argot, désigne un repas copieux, un festin. On trouve l'origine du mot en grattant du côté d'un roi de Jérusalem. Il est vrai qu'on trouvera plus facilement de quoi qualifier un repas de « balthazar » chez un roi plutôt qu'auprès de son peuple. Sauf si on utilise ce terme avec dérision comme Jean-Roger Caussimon dans sa chanson.

Misère de l'artiste

Une extrême misère s'est installée dès le XIXe siècle que ce soit dans la classe artistique, mais aussi ouvrière. Les artistes sont les témoins de plusieurs époques mouvementées et tragiques (révolution de 1830, émeutes de 1848, sanglante Commune de Paris de 1871).

Le rôle des artistes prend un autre essor pour marquer son temps, hors des limites conventionnelles et sociales. Certain·e·s seront maudit·e·s (Van Gogh 1858-1890, Gauguin 1858-1903, Modigliani 1858-1920), pour le choix de leurs sujets, et leurs toiles ne seront acceptées que bien plus tard par les critiques d'art et les institutions.

Ces choix qui ne sont pas définis comme « commerciaux », mais davantage propices à l'émotion, à la sensibilité, à la passion dévorante, qui sort des cadres habituels, suscitent l'originalité et la singularité.

Les artistes ne répondront plus à la « commande « . Ils produiront en toute liberté. C'est à ce moment-là que la « bohème artistique » apparaîtra au milieu du XIXe siècle. Les artistes se marginaliseront pour sortir de l'asservissement et de l'assentiment d'un public bourgeois acheteur pour le goût dominant. Ils seront en rupture avec les critères et les normes du marché, ils transgresseront les règles de la peinture classique provoquant le scandale. L'artiste bohème se calquera sur celui du bohémien qui symbolise la liberté par excellence.

C'est le récit mythologique de l'entrée des artistes maudit·e·s, mais visionnaires dans la société moderne et industrielle, en quête d'une gloire rédemptrice, qui les mènera souvent jusqu'à la folie et la mort, pour ne citer que deux exemples célèbres, Van Gogh et Modigliani. Apparaissant souvent comme des génies prophétiques, solitaires, misérables, exclus et incompris par leurs contemporains.

Ce n'est pas seulement une façon de vivre, la « bohème artistique » est une posture et une philosophie, menée tambour battant sans ordre ni raison, se rapprochant d'une existence anarchiste, en marge de la société. Les « en-dehors » rejetant la société bourgeoise et rationnelle.

Aujourd'hui, les artistes contemporain·e·s se trouvent déchiré·e·s à leur tour entre liberté et singularité, face aux normes du marché de l'art, de la spéculation qui s'imposent par une accélération des œuvres « nouvelles » et « originales » comme valeurs cotées, par exemple dans les ventes aux enchères.

Ils se sentent piégés par ces nouvelles valeurs esthétiques et ils doivent transgresser les canons de l'art classique. Ils réduisent leur démarche artistique à une « attitude », à une « coquille vide », à une vulgaire stratégie de communication. Finalement, à une imposture. Leurs œuvres se transforment et deviennent des « gadgets », des « produits », des « fétiches », des « marchandises » pour ne fabriquer que de la valeur financière.

INTÉRIEUR D'ATELIER PEINTURE : OCTAVE TASSAERT, 1845

Les artistes qui n'acceptent pas de jouer le jeu se retrouvent exclus de l'échiquier de l'art contemporain.

Le « bohémianisme » terme inventé par Charles Baudelaire (1821-1867), critique d'art émérite et poète reconnu de son vivant, veut signifier que les artistes sont anticonformistes, ne sont plus sous la protection des princes et marquent à la fois une attitude sincère et indépendante, en voulant dédier leur vie à l'art, à la « vocation ».

Aujourd'hui un·e artiste qui prend parti honnêtement pour son art est un·e artiste engagé·e, vivant d'expédients, de petits boulots pour survivre, dans le but de créer une œuvre, même si pour cela elle·il doit être incompris·e. Pauvre mais libre, dégagé·e de toute contrainte marchande ou institutionnelle. L'œuvre passe avant tout le reste. Carte blanche à la création et seulement à cette condition, l'artiste pourra s'élever dans sa totalité à sa recherche et finalement aboutir à une reconnaissance populaire, libératrice et émancipatrice.

Juan Chica Ventura
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Halte à la mendicité

Article publié le 1er mai 1958 dans le Monde libertaire. IVe République, 4e Merdier comme l'appelle l'auteur.

La mendicité est interdite. Formellement interdite.
C'est une loi !

Mais pas pour tous. Si elle est prohibée pour quelques déshérités bancals et aveugles ; proscrite à quelques débrouillards à la sauvette ; elle n'en est pas pour cela exclue de la sociologie de ceux qui l'interdisent.

La pourriture étatique, ostensiblement, ostentatoirement presque, chaque jour, tolère, encourage, patronne, tel émetteur de radio, tel comité ou syndicat, tel organisme philanthropique, tel quotidien, à quêter, à mettre en loterie, à souscrire, en un mot à mendier au profit d'appareils chirurgicaux, de l'enfance malheureuse, de nouveaux sanatoria, de maisons de retraite, de repos ou de rééducation… Et c'est pour des petits lits aux teintes douces, et c'est… pour des cœurs ouverts, et c'est pour des enfants bleus, le cancer, la lèpre, les sinistrés du Queyras, de la mine et des océans ; et on souscrit par-ci, et nous donnons par-là !

Il y a le gouffre noir qui puise, épuise, mais qui, pour un temps encore, permet de faire tourner la machine : le budget de l'armement.

C'est effarant, effarant !… Et ça n'a pas de fin, tout comme l'injustice humaine… Oh ! je ne m'élève pas contre les sentiments charitables de certains ni même ne m'insurge contre les appétits publicitaires d'autres… Non ! Puisque l'action même d'essayer, par quelque moyen que ce soit, de soulager la misère sui generis d'un peuple qui se veut de ne pas se reconnaître sous-développé est louable et méritoire.

Oui ! mais notre cher État, lui, notre IVe Merdier, nos oligarchiques représentants à la petite semaine, que font-ils pour endiguer ces maladies congénitales de la sueur, du sang et de la terre ? Rien ! Trois fois rien ! Zéro !

Eux, les grassement payés (ils auraient tort d'en faire autrement puisqu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même), ils se contentent de jouer les grands prestidigitateurs sur les tréteaux du Palais-Bourbon !

"Voyez cette caisse, messieurs, dames ! et que je la remplis… un coup de baguette… Coucou ! plus rien, rien que du vide…"

Et on recommence, dix fois, mille fois… et envoyez encore, citoyens, de vos bons francs de Français moyens.

Magiciens de foire ? Peut-être… mais le peuple n'est jamais las, toujours il applaudit. Car sous les tréteaux, il y a le gouffre noir qui puise, épuise, mais qui, pour un temps encore, permet de faire tourner la machine ; le budget de l'armement.

Que ce budget devienne celui de la "Condition humaine".

Gigantesque sangsue boursouflée de sang et de larmes qui se gonfle, se gonflera jusqu'au jour où dans une exhalaison de soufre et d'encens pourris, dans des apocalypses en courts-métrages, elle nous emportera tous… Eux, nous, tondeurs et tondus, à tous les feux du diable. Mais nous, les peuples, les hommes, êtres de toutes religions, de toutes conceptions, ne comprendrons-nous jamais où nous mènent tous ces fous du Pouvoir et de la Guerre ?

N'en est-il pas assez de ces aumônes barbares faites aux « économiquement faibles » ? De ces retraites dérisoires ? De ces rentes ridicules ? N'en est-il pas assez de pouilleries, de maisons craquelantes, de foyers de faim, d'hôpitaux sans bloc-opératoire, de bloc-opératoires sans budget ? N'en est-il pas assez d'enfants à la mort, de vieillards déjetés, pour que bêtement continuent à flotter des bannières aux vent des prestiges de clairons ?

Par pitié ! rangeons nos grigris.

Messieurs nos Dirigeants, Ô vous, qui tant parlez de cette France si belle, de cette France berceau de la Liberté, havre de la charité, faites donc qu' « Elle » soit le premier pays du monde à pourfendre la « Sangsue »…, même si notre pays doit être le seul, seul comme l'était Zarathoustra s'avançant face aux hommes des Cités… Pour une fois, une seule petite fois, légiférez que ce budget devienne celui de la « Condition humaine ». Intrinsèque. Sans hypocrisie.

Et, si parfois quelques chômeurs du drapeau en mal de batailles, quelques marchands de trucs à désintégrer le bonhomme, à vous, viennent se plaindre… Soyez bons et généreux ! Donnez-leur la Radio, la Presse, les produits détersifs, les tombolas, et, pour leur complaire, ajoutez-y troncs et sébiles, et… qu'ils aillent ! qu'ils courent, de porte en porte, à leur tour, quémander, prier, supplier, un petit bombardier par-ci, un petit bataillon par-là… Qu'ils aillent…

Le cœur humain, le grand cœur humain de la France, des masses d'hommes, en cet instant-là, j'en suis certain, ne pourra que leur donner… un grand coup de pied au cul…

Jean Emery

Confinement Renforcement des inégalités dans le secteur de la solidarité internationale

Le secteur de la solidarité joue un rôle important en période de crise. Il amoindrit tant que faire se peut les difficultés que rencontre la population précarisée et vulnérable. La période de confinement a débuté très vite avant que ce secteur puisse mettre en place du jour au lendemain les mesures sanitaires imposées par les établissements recevant du public. Pour autant, le secteur a réussi ensuite à reprendre ses activités. Une enquête menée durant le premier confinement fait état d'un accroissement des inégalités entre les femmes et les hommes travaillant dans ce secteur.

Pour l'ensemble de la population durant le confinement, les inégalités ont continué de se creuser. Et l'appel aux services solidaires s'est accru. En effet, le nombre de pauvres n'a cessé d'augmenter en même temps que les plus riches s'enrichissaient. Ainsi, en France, celui des SDF est monté à 300 000 en 2020. Il n'est plus une ville qui ne découvre qui sous des cartons, qui sous des couvertures, qui sous une tente, des habitant·es de misère, encore faut-il qu'elles et qu'ils ne soient pas délogé·e·s manu militari sur une place qui porte pourtant le nom de République, comme à Paris fin novembre dernier. Un Français sur trois a perdu une partie de ses revenus dans la période. Près d'un million en plus de chômeurs est comptabilisé fin 2020. Et les privations alimentaires augmentent quel que soit l'âge : jeunes, vieux et vieilles, adultes, familles avec enfants, tous et toutes sont concerné·e·s. Il est à craindre un nombre important d'expulsions locatives, faisant alors monter le nombre des SDF. Combien de relocalisations d'industries à venir ? Combien de sites d'avenir qui ferment et fermeront sans aucun avenir ? Combien de suppressions d'emplois programmées ? Quelle politique agricole à venir pour répondre à la paupérisation des gens de la terre et des cultivateurs et cultivatrices ? Et pourtant, les enjeux sociaux, alimentaires et environnementaux sont connus.

Alors chaussons nos lunettes genrées : dans ce secteur de la solidarité, qui a dû répondre à une augmentation des demandes d'aide et d'accompagnement pendant le confinement, les femmes qui y travaillent n'ont guère été aidées alors que plus durement touchées, que ce soit en termes de charge de travail, de charge mentale ou d'impacts économiques.

Une enquête, publiée en novembre 2020, alerte sur l'accroissement des inégalités entre femmes et hommes en matière d'organisation du travail, lors du premier confinement. Cette étude a été menée en mai et juin 2020, au sein des organisations de solidarité internationale : Adéquations, Coordination Sud, F3E, Genre en Action, Médecins du Monde, avec la collaboration de Plateforme Genre et développement et de l'Université Bordeaux-Montaigne : **Genre et organisation du travail pendant la crise Covid-19, Etude dans le milieu de la solidarité internationale en France**. Parmi les 253 réponses exploitables, on compte 74 % de femmes répondantes en raison bien sûr de la féminisation du secteur. Les femmes sont toujours plus nombreuses dans les métiers du *care* et des services à la personne comme dans les métiers du soin. Ce rapport met en lumière des tendances et des pistes de réflexion, en particulier concernant l'aggravation des inégalités de genre : « **Cette crise, comme d'autres crises sanitaires, a ainsi révélé les inégalités déjà existantes auparavant, tout en les aggravant, dans un secteur très féminisé mais où les femmes occupent souvent les emplois à plus bas salaires** ».

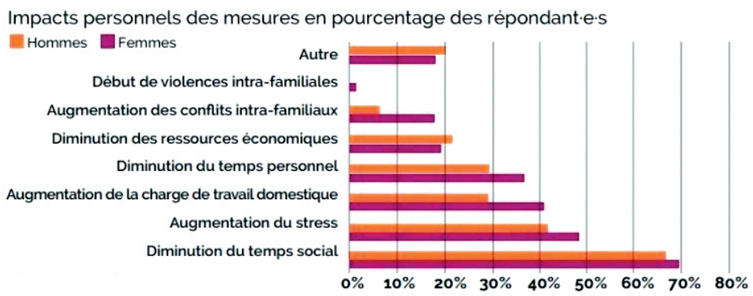
Surcharge professionnelle et domestique, impacts économiques et risques psycho-sociaux

Si le rapport montre que la surcharge professionnelle engendrée par le confinement a touché les femmes comme les hommes, c'est sur les femmes qu'a pesé la charge mentale et domestique dans la grande majorité des cas. Une répondante parle par exemple de « **débordement du travail sur les heures personnelles** ».

Une autre évoque la difficulté à maintenir des horaires équilibrés entre le temps de travail et le temps des tâches domestiques comme pour la préparation des repas familiaux.

Dans le graphique ci-dessous, les femmes, qui ont vu leur charge de travail professionnelle augmenter, ont également connu une augmentation de la charge de travail domestique liée aux enfants et une diminution du temps personnel.

Les femmes ont notamment dû assurer la garde des enfants comme l'indiquent de nombreuses répondantes : « **Beaucoup de femmes sont restées en télétravail et se sont occupées de leurs enfants. Beaucoup d'hommes sont restés en télétravail et se sont reposés sur leurs femmes également en télétravail pour garder leurs enfants.** » Et combien de femmes donc ont télétravaillé avec leur bébé ou jeune enfant sur les genoux ?



DESSIN : ELSA

En plus des inégalités de salaire femmes/hommes préexistantes, les femmes, en particulier celles issues de minorités ethniques, ont été le plus souvent en chômage partiel ou technique en raison des postes qu'elles occupent, des postes qui ne peuvent se concevoir en télétravail. « **En termes de retour au travail, celles qui ont des emplois différents et moins bien payés, sont revenues plus vite** ».

Pour analyser les impacts psychosociaux, l'étude s'est penchée sur le registre terminologique employé par les personnes sondées dans leurs commentaires. Il en est ressorti quelques verbatims, tels que : culpabilité, stress, surmenage. Les conséquences ont été particulièrement fortes pour les femmes : « **Les expériences et ressentis exprimés font souvent état d'un accroissement de la charge mentale et des états de stress, surmenage, angoisse, etc., exacerbés chez les femmes. Un fort sentiment de culpabilité de ne pouvoir mener de front le travail et le rôle social assigné aux femmes au sein de la famille durant la période a été recensé** ». Seules les entreprises de plus de 11 salariés ont fait circuler des informations sur les risques psychosociaux liés au télétravail, soit le quart des entreprises concernées par l'enquête.

Absence de mesures ou mesures inadaptées

Le confinement a montré que la sécurité financière, salariale et mentale des employé·e·s pouvait être mise en danger en cas de crise. Les mesures instaurées par les structures de solidarité internationale française n'ont pas pris en compte de manière approfondie les questions de genre et d'inégalités. Nous retrouvons au sein de ces structures des schémas systémiques, comme le manque de femmes dans les instances décisionnelles par exemple, qui sont susceptibles de se traduire en période de crise par des discriminations telles que l'imposition du congé pour enfant pour les femmes. Les mesures mises en place dans l'urgence n'ont pas tenu compte des situations de chacun·es, désavantageant particulièrement les personnes potentiellement déjà vulnérables aux inégalités.

La parole des concerné·e·s

Laura Petersell et Lola Papazoff du Secours catholique se sont exprimées sur le sentiment de culpabilité ressenti par les femmes, sentiment très partagé pour tous les emplois de services, donc non spécifique à cette organisation caritative. Dans l'article qu'elles ont écrit sur le sujet, elles indiquent que la culpabilité n'est pas individuelle mais collective. Les femmes représentent la majorité des salarié·e·s de ces organisations de solidarité internationale. Les postes qu'elles occupent ont donc une forte utilité sociale mais sont dévalorisés socialement et financièrement. Selon elles, c'est cette forte dévalorisation qui génère de la culpabilité au quotidien et encore plus pendant le confinement.

Elisabeth Péricard Devauchelle a parlé, quant à elle, des initiatives mises en place au Planning familial pendant le confinement, par exemple : le maintien des salaires dans leur intégralité, ainsi que l'aménagement des horaires, compte tenu de la pénibilité du télétravail. Enfin, elle a mentionné une dernière mesure qui souligne toute l'importance de ce rapport : le Planning familial a fourni une aide particulière aux femmes répondant au standard d'écoute destiné aux femmes ayant besoin d'effectuer une IVG ou ayant dépassé le délai et devant être envoyées à l'étranger.

Quelques pistes évoquées

Le rapport d'enquête préconise des propositions telles que :

- réviser/adopter les politiques de ressources humaines des organisations de la solidarité internationale pour qu'elles tiennent compte du genre en toute circonstance, et les assortir d'outils de mise en œuvre ;
- organiser des réunions « post-crise » avec les salariés·e·s pour documenter ces impacts différenciés et mieux les intégrer dans une politique genrée de ressources humaines avec l'appui des délégué·es du personnel et représentant·es des syndicats ;
- former les personnes en charge des ressources humaines à l'approche genre pour qu'elles puissent mieux appréhender ses enjeux et les communiquer aux personnels ;
- mutualiser entre organisations de la solidarité internationale les différents outils existants sur le genre et les ressources humaines, et favoriser leur utilisation et intégration au niveau national.

Tout comme bon nombre d'entreprises, les structures de la solidarité internationale gagneraient à développer des politiques de genre de façon structurelle, ou à traduire concrètement en plans d'action leurs éventuels engagements en la matière, en amont des crises. Si de telles politiques étaient davantage mises en place au sein de ces structures, l'impact négatif des mesures prises sur l'égalité femmes-hommes constaté dans cette enquête aurait certainement pu être minimisé.

Venir en aide aux salarié·e·s des organisations de solidarité internationale, permet d'assurer que la chaîne de la solidarité ne soit pas rompue, même en temps de crise.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

"Vous savez très chère, être mendiant… ça s'apprend !"

Cet édifiant article intitulé « Stage de mendiant, à Londres, pour quelques privilégiés » a été découpé dans un petit journal national au début des années 2000. Il est à l'origine de la chanson Claude Ikémande, chanson au rythme manouche extraite de l'album Épouse-moi (2010), de Stéphane Polsky, un compagnon de la liaison William Morris de la Fédération anarchiste.

…des per… …ogées disent vouloir du scrutin du 13 juin pour « manifester leur mécontentement » vis-à-vis du gouvernement. Ce sondage suggère donc que la tentation du vote-sanction, qui avait marqué les précédentes élections régionales des 21 et 28 mars et conduit à la débâcle de la droite, perdure malgré le brutal changement de cap politique décidé, depuis, par Jac… tour des régionales… rement parmi les soc… rent une sympathie pa… droite.

La préparation de ces européennes suscite de multiples tensions : au sein du Parti socialiste, à cause de la question du non-cumul des mandats ; à l'UMP, à cause des pressions exercées par l'Elysée, ou au Front national, à cause de la candidature de Marie-France Stirbois.

▸Tensions … au PS et au FN

Lire pages 8 et 9

Stage de mendiant, à Londres, pour quelques privilégiés

LONDRES
de notre correspondant

Moyennant 150 livres sterling (220 euros), vous pourrez vivre comme un clochard sur les trottoirs de Londres… le temps d'un week-end. Vous ressentirez l'angoisse d'un sans-abri, la honte d'un mendiant. Cette brève aventure de ressourcement spirituel, baptisée « Street Retreat » (Retraite dans la rue) sera lancée dans la capitale britannique du 24 au 26 juin. Les candidats peuvent s'inscrire maintenant. Et vite, car il n'y aura que 18 heureux élus.

Ce type d'expérience a vu le jour aux Etats-Unis dans les années 1990, inaugurée à New York par des disciples du bouddhisme zen, et à San Francisco par un révérend unitarien et une sœur franciscaine. Elle prétend offrir à ses participants l'occasion, pendant deux jours et deux nuits de complet dénuement, de faire le plein d'humilité et de compassion. Elle propose aux privilégiés de la classe moyenne, comblés du confort mais déprimés de l'âme, une « *plongée urbaine* » susceptible de leur faire redécouvrir, à travers rencontres et conversations avec les plus démunis, ce qui fait « *la valeur de la condition humaine* ». Oubliés l'accessoire, le frivole, le futile de leur vie habituelle ! Retour à l'essentiel des rapports entre individus, aux gestes simples de survie, à la pauvreté salvatrice qui illumine le cœur et élève l'esprit.

Pour être authentique, cette « retraite » sur le bitume doit obéir à des règles drastiques : garder une barbe de quelques jours et des cheveux sales ; enfiler de vieux vêtements et des chaussures de marche solides, mais usagées ; être totalement dépourvu d'argent ; n'apporter ni alcool, ni livre, ni montre, ni téléphone mobile, mais seulement un sac en plastique pour conserver la nourriture quémandée ou offerte au gré des aumônes. Il est recommandé de s'être entraîné à mendier quelques jours avant l'épreuve.

Bernie Glassman, ancien ingénieur converti au zen, est l'initiateur de cette « retraite » londonienne. Les vrais sans-abri et les 300 mendiants recensés dans le centre de Londres apprécieront diversement le voisinage éphémère de ces pauvres du dimanche. « *Si vous voulez vraiment savoir comment vivent les exclus*, conseille l'éditorialiste de l'*Independent*, *c'est simple : allez dans la rue, ouvrez les yeux et réfléchissez. En plus, cela ne vous coûtera rien.* »

Jean-Pierre Langellier

POINT DE VUE

…omment sortir la recherche …e la crise

Jea…

CLAUDE IKÉMANDE

Claude Ikémande a un emploi du temps chargé
Le soir quand il se couche il a à peine mangé
C'est pour ça qu'il est maigre il passe toutes ses journées
Toutes ses journées à se demander
Se demander pourquoi il est né

Il se regarde dans la glace et il se dit comme ça
Que si toutes les allocs que reverse l'État
Pouvaient bien lui revenir il serait un peu moins las
Un peu moins las seulement voilà
Voilà c'est bien loin d'être le cas

Pauvre Claude Claude Ikémande
C'est pas sorcier ce qu'il demande
Si chacun de nous lui donnait
Un peu d'argent
Au bout du compte ben il aurait
Beaucoup d'argent

Claude Ikémande un jour a appris une combine
Qui peut p't-être il y croit le sauver de la débine
Pour ça il se lave pas il garde sa mauvaise mine
Sa mauvaise mine et un vieux jean
Un vieux jean et de vieilles bottines

Son talent c'est qu'il a le don d'ubiquité
On le voit partout tout le temps bourré d'activité
Dans la rue dans le métro c'est une célébrité
Une célébrité de qualité
C'est pas facile la charité

Pauvre Claude Claude Ikémande
C'est pas sorcier ce qu'il demande
Si chacun de nous lui donnait
Un peu d'oseille
Au bout du compte ben il aurait
Beaucoup de radis

Claude Ikémande il est pluridisciplinaire
Vu comme ça on dirait un pauv' type ordinaire
Quand il vous tend la main pâle comme un poitrinaire
Un poitrinaire imaginaire
Qui tousse de manière temporaire

Mais montrez-vous touché et voilà il en rajoute
Une pancarte une béquille et sur le bord de la route
Un petit moignon franchement c'est vrai ça vous dégoûte
Mais honnêtement vu ce que ça coûte
Ça paye bien ou les gens s'en foutent

Pauvre Claude Claude Ikémande
C'est pas sorcier ce qu'il demande
Si chacun de nous lui donnait
Quelques euros
Au bout du compte ben il aurait
Beaucoup de zéros

Farandole des pauv's 'tits fan-fans morts

(Ronde parlée)

Nous, on est les pauv's tits fan-fans,
les p'tits flaupés, les p'tits foutus
à qui qu'on flanqu' sur le tutu :

les ceuss' qu'on cuit, les ceuss' qu'on bat,
les p'tits bibis, les p'tits bonshommes,
qu'a pas d' bécots ni d' suc's de pomme,
mais qu'a l' jus d' triqu' pour sirop d' gomme
et qui pass'nt de beigne à tabac.

Les p'tits vannés, les p'tits vaneaux
qui flageol'nt su' leurs tit's échâsses
et d' qui on jambonn' dur les châsses :

les p'tits salauds, les p'tit's vermines,
les p'tits sans-cœur, les p'tits sans-Dieu,
les chie-d'-partout, les pisse-au-pieu
qu'il faut ben que l'on esstermine.

Nous, on n'est pas des p'tits fifis,
des p'tits choyés, des p'tits bouffis
qui n' font pipi qu' dans d' la dentelle,
dans d' la soye ou dans du velours
et sur qui veill'nt deux sentinelles :
Maam' la Mort et M'sieu l'Amour.

Nous, on nous truff' tell'ment la peau
et not' tit' viande est si meurtrie
qu'alle en a les tons du grapeau,
les Trois Couleurs de not' Patrie…

Qué veine y z'ont les z'Avortés !
Nous, quand on peut pus résister,
on va les retrouver sous terre
ousqu'on donne à bouffer aux vers.
Morts ou vivants c'est h'un mystère,
on est toujours asticotés !

Nous, pauv's tits fan-fans d'assassins,
on s'ra jamais les fantassins
qui farfouillent dans les boïaux
ou les tiroirs des Maternelles
ousqu'y a des porichinelles !

Car, ainsi font, font, font
les petites baïonnettes
quand y a Grève ou Insurrection,
car ainsi font, font, font
deux p'tits trous…. et pis s'en vont.

Nous n'irons pas au Bois, non pus
aux bois d' Justice… au bois tortu,
nous n'irons pas à la Roquette !

Et zon zon zon… pour rien au monde,
Et zon, zon, zon, pipi nous f'sons
et barytonnons d' la mouquette
su' la Misère et les Prisons.

Nous, pauv's tits fan-fans, p'tits fantômes !
Nous irions ben en Paladis
si gn'en avait z'un pour les Mômes :

Eh ! là, yousqu'il est le royaume
des bonn's Nounous à gros tétons
qui nous bis'ront et dorlott'ront ?

Car « P'tit Jésus » y n'en faut pus,
lui et son pat'lin transparent
ousqu'on r'trouv'rait nos bons parents,

(On am'rait mieux r'venir d' son ciel
dans h'eun' couveuse artificielle !)

Gn'y en a qui dis'nt que l' Monde, un jour,
y s'ra comme un grand squar' d'Amour,
et qu' les Homm's qui vivront dedans
s'ront d' grands Fan-fans, des p'tits Fan-fans,
des gros, des beaux, des noirs, des blancs.

Chouatt' ! Car sans ça les p'tits pleins-d'-giffes
pourraient ben la faire à la r'biffe ;
quoique après tout, on s'en-j'-m'en-fous
pisqu'on sait ben qu'un temps viendra
où qu' Maam' la Mort all' mêm' mourra
et qu' pus personne y souffrira !

Mais en guettant c'te bonn' nouvelle
sautez, dansez, nos p'tit's cervelles ;
giclez, jutez, nos p'tits citrons.

Aign' donc, cognez ! On s' fout d' la Vie
et d' la Famill' qui nous étrille,
et on s'en fout d' la République
et des Électeurs alcooliques
qui sont nos dabs et nos darons.

Nous, on est les pauv's tits fan-fans,
les p'tits flaupés, les p'tits fourbus,
les p'tits fou-fous, les p'tits fantômes,
qui z'ont soupé du méquier d' môme
qui n'en r'vienn'nt pas… et r'viendront plus.

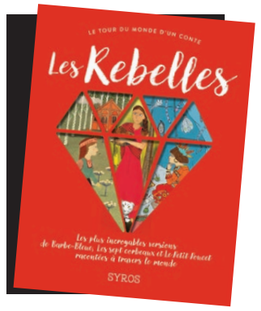
Jehan Rictus
In *Le Cœur Populaire* (1914)

JEHAN RICTUS LITHOGRAPHIE DE STEINLEN, 1914

« Les rebelles » [2]

ou la transgression de l'interdit dans les contes traditionnels

Florence, des *cailloux dans l'engrenage*, poursuit la lecture du livre *Les Rebelles*, qui nous promet « les plus incroyables versions de Barbe-Bleue, des Sept Corbeaux et du Petit Poucet » donc après Barbe-Bleue…



DEUXIÈME SÉRIE
sept histoires des Sept corbeaux

Le thème de la fillette qui cherche ses frères est une série de contes peu connue chez nous, même dans la version de Grimm ***Les Sept Corbeaux***. Celui-ci est parmi le choix de ce livre, le seul qui nomme Dieu.

Ce thème surprend a priori par l'inversion culturelle du point de départ. Car il s'agit d'un désir d'enfant féminin, excepté dans le conte italien, ***La Sœur des sept géants***, où ce sont les frères qui refusent d'avoir une sœur et décident de s'exiler de leur propre chef. Un objet-signal prévient du sexe du nouveau-né. L'exil des garçons de la fratrie est provoqué par la malédiction d'un adulte envers les garçons déjà nés afin d'obtenir la naissance d'une fille, dont le corollaire est le départ ou la mort des garçons. Dans ce dernier cas, c'est souvent la mère qui les sauve en cachette. Parfois, c'est une tierce personne maléfique qui inverse l'objet-signal afin d'induire en erreur les frères et provoquer leur exil. La fille grandit en apprenant leur existence sur le tard. Se sentant coupable, elle décide contre vents et marées de partir à leur recherche. Des objets magiques lui sont fournis en aide à moins qu'elle ne suive un rêve. Dans ce cas sa réussite n'est due qu'à elle-même. Après une marche longue et éprouvante, elle les retrouve dans un lieu isolé sous forme humaine ou animale. Elle remplit en cachette les tâches domestiques dévolues à la gent féminine, cuisine, couture ou ménage, ce qui révèle sa présence aux frères exilés. Un objet familial de reconnaissance leur fait comprendre la vérité. Selon les contes, ils sont en colère ou heureux de l'arrivée de leur sœur. Quelque soit la suite des événements et des épreuves qui durent des années pour la fille, c'est elle qui rétablit les rôles traditionnels de la fille servante à la maison pendant que les garçons travaillent à l'extérieur. C'est la femme qui tisse les destinées.

L'ambivalence de cette série de contes est perfide. La fille ne désobéit en quittant le domicile parental que pour rétablir l'ordre des choses. La transgression n'est qu'apparente. Tout homme a besoin d'une épouse à domicile !

Le désir de la naissance d'une fille dans une famille d'enfants exclusivement mâles devient nécessaire pour seconder la mère. Comme pour Blanche-Neige débarquée chez les Sept Nains, une présence féminine dispense enfin les frères d'assurer eux-mêmes les tâches domestiques. Là serait la véritable transgression, que le ménage ne soit plus humiliant pour un homme et qu'il partage à égalité les tâches domestiques, qu'il ne dépende plus du labeur de son épouse, cette infériorité non reconnue ! Le mari accéderait enfin à la liberté en vivant avec son alter égale. De nos jours, certains hommes, nombreux, l'ont heureusement compris. Les autres, hélas encore plus nombreux, ont un long chemin à parcourir avant de devenir l'égal de leur femme, l'égal de la femme. Il s'agit de dignité humaine.

Un conte de la série apparentée aux ***Sept Corbeaux*** se démarque des autres en traitant la lutte des classes sociales. ***Noire comme l'ébène, blanche comme le coton*** est marocain. Sans mauvais jeu de mots, il annonce la couleur. La peau blanche est celle du rang supérieur quand la peau noire signifie la condition inférieure de l'esclave. La révolte par la ruse viendra du couple d'esclaves contre la sœur riche puissante et dédaigneuse vis à vis d'eux. Le voyage de la fille du sultan est peu éprouvant puisqu'elle exige deux esclaves, un lévrier et une chamelle pour l'accompagner. Elle ne part pas en cachette de ses parents qui obtempèrent. N'insistons pas sur les péripéties, notons simplement l'échec des esclaves qui finiront exécutés en place publique. Ne nous fourvoyons pas, les esclaves ne se rebellent qu'en l'absence supposée du maître car une femme ne leur paraît pas digne d'être obéie. La situation révèle la complexité de la lutte des classes lorsque le protagoniste est à la fois servile et dominateur selon son interlocuteur. La notion de pouvoir n'est pas contestée dans le combat en vue de la position la plus élevée. L'ordre social préservé concerne ici l'ensemble de ses aspects.

LES SEPT CORBEAUX ILLUSTRATION DE CLKER / LISON

TROISIÈME SÉRIE
six histoires du Petit Poucet

Le Petit Poucet et ***Hansel et Gretel*** sont des contes d'enfants abandonnés dans une forêt menaçante et qui affrontent un personnage maléfique. Les héros ne doivent leur survie qu'à la ruse et au meurtre de l'ogre ou ogresse (ou dragon dans le conte tzigane de Pologne ***Les Enfants chassés***) ou de leurs propres enfants. Dans le conte canadien, le salut des trois sœurs n'est du qu'à l'aide d'une fée, la marraine de la benjamine ***Rose des bois***. On ne sait pas si la fée y est pour quelque chose dans l'absence de mauvaise rencontre des fillettes. C'est une exception.

La trame de cette série de contes n'est pas fondée sur la guerre des sexes. La trame est sociale, se déroulant toujours chez les plus pauvres. Grâce à la débrouillardise des enfants, en général les plus jeunes, leur statut social s'élève à la fin. C'est une sorte de récompense du mérite. Je ne perçois pas la transgression dans cette morale mais plutôt dans l'abandon des enfants. Ce qui était une réalité fréquente dans l'ancien régime. Une exception, le conte suédois ***La Maisonnette d'ogres au toit de saucisson***. Les deux enfants se perdent malencontreusement sans intention du père quand il les envoie glaner des aiguilles de sapin pour recouvrir le sol de l'étable en guise de paille. À noter que la fillette est d'une totale passivité quand elle attend que son frère se dépatouille seul des griffes de l'ogre.

Les héros échappent à la misère en volant les trésors amassés du monstre. Sous entendu douteusement. De la reprise individuelle en quelque sorte ! De fait, c'est une transgression sociale que ces contes justifient et approuvent. Parfois les trésors sont remplacés par de la nourriture en abondance.

Dans le conte indien (algonquin d'Amérique du Nord) ***Jack et le cannibale***, ce sont les deux fils, les insatiables dévorateurs. Leur avidité provoque la misère familiale. Ben oui, les rejetons ça coûte cher ! Ce conte se distingue des autres également par sa chute qui ne se termine pas dans la concorde. Les deux frères se séparent puis l'aîné devient jaloux du petit. Finalement, Jack est le seul survivant car le cannibale a tué la population entière. Le trésor de Jack volé au cannibale est une lumière qui aguide ses pas dans la nuit. Il est l'unique héros de la sélection à ne pas s'installer à demeure et à voyager dans tout le pays. Seul. Le conte ne dit pas s'il reste nomade et solitaire toute sa vie.

Après une variété de péripéties qui peuvent durer plusieurs années, deux issues sont possibles. Soit les enfants abandonnés, pas rancuniers, ne conservent pas pour eux la fortune acquise et retournent chez leurs parents afin d'y vivre heureux tous ensemble. Soit ils s'installent dans une maison modeste ou luxueuse et y restent soudés jusqu'à la fin de leur vie, par exemple dans ***Rose des bois*** alors que la mère était au désespoir d'abandonner ses enfants.

LE PETIT POUCET ILLUSTRATION DE PRAWNY

Le destin des enfants est la séparation d'avec leurs parents. L'autonomie nécessite le passage par la souffrance sans impliquer nécessairement la rupture avec les parents. Les mariages sont rarissimes dans ce type de contes, ce qui semble une vraie transgression par rapport au destin conventionnel.

Pour conclure, cet ouvrage est passionnant de bout en bout pour qui s'intéresse à ce sujet. Mon regard diffère quelque peu de l'anthropologue qui le postface. Ou plutôt ma perception prolonge son analyse. Je constate à quel point les contes du monde entier renvoient aux différentes conditions féminines et sociales. Les contes convoquent les comportements humains tels que la jalousie, l'entraide plus ou moins intéressée, l'obéissance ou la résistance. À quel prix obéir ? Quand doit-on désobéir, donc transgresser ? Le parent opposé à l'abandon des enfants proteste mais obéit. Si la femme de l'ogre de Perrault résiste en vain, sa dignité est sauvegardée en essayant de désobéir. La transmission des contes est un riche support d'échanges affectifs et de questionnements primordiaux entre les générations.

Raconteuses et raconteurs, petites et grandes oreilles, à vos histoires du soir !

Flo-des-cailloux,
le 3 octobre 2020

Les Rebelles
les plus incroyables versions de Barbe-Bleue, Les sept corbeaux et Le Petit Poucet racontées à travers le monde
385 pages, éditions Syros. 2018.

Quelques-uns des contes de ce livre sont lus dans *Des cailloux dans l'engrenage* les 3e et 5e mercredis du mois entre 14 h et 16 h sur Radio Libertaire 89.

Orwell, l'écrivain qui se voulait libre

Qui entend le nom de George Orwell, songe le plus souvent à la lutte contre les totalitarismes. *1984* son œuvre majeure, LA dystopie par excellence aboutissement d'un travail engagé, d'une vie littéraire nous interroge en ces temps de communication manipulatrice, de contrôle technoscientifique et autres novlangues. Devons-nous rester béats, bêlants, bras ballants ?

« **Même si nous ne pouvons rien empêcher ni pour nous ni pour qui que ce soit d'autre, il faut bien tenter quelque chose pour s'y opposer** ». Tout Orwell est peut-être dans cette phrase. Face à un monde inquiétant, il n'est pas possible de ne pas réagir en esprit libre.

À la rencontre de la justice sociale

L'année 2020 connaît plusieurs publications consacrées à cet auteur, dont un volume de référence dans la bibliothèque de la Pléiade, chez Gallimard, regroupant ses livres majeurs et un certain nombre d'articles. Les éditions Lux publient un ouvrage de son ami George Woodcock, une biographie structurée autour des œuvres d'Orwell. C'est un ami qui parle d'un ami, tout en humanité et donc en paradoxes. C'est l'homme qui nous intéresse. Le style, c'est l'homme, dit-on, les livres d'Orwell traduisent son caractère, réservé, discret quant à sa vie privée, il devient entier dans la défense de la cause qu'il estime juste, un engagement total. Son autre ouvrage majeur, *La Ferme des animaux* dénonçant le processus du totalitarisme, lui valut des critiques chez ceux qui ne voulaient pas déranger et rester dans la norme partisane. Orwell qui se définissait comme socialiste libertaire ne put jamais intégrer une organisation politique, sauf à la fin de sa vie un comité pour la défense des libertés. Reprenons les propos de Woodcock, « **Orwell était chez lui parmi les dissidents radicaux, les champions des droits, les défenseurs des minorités, les gens dont la colère contre l'injustice allait au-delà des querelles partisanes** ». *Une histoire birmane, Dans la Dèche à Paris et à Londres, le Quai de Wigan* en sont la traduction. *Hommage à la Catalogne* consacré à la Guerre d'Espagne, aux anarchistes de la CNT et de la FAI est un très beau livre, élégant dans le style qui traduit son engagement. « **Tout ce que j'ai écrit d'important depuis 1936, chaque mot, chaque ligne, a été écrit, directement ou indirectement, contre le totalitarisme et pour le socialisme démocratique tel que je le conçois.** »

Francis
Groupe La Commune de Paris.

GEORGE WOODCOCK
Orwell, à sa guise. La vie et l'œuvre d'un esprit libre
Ed. Lux, 2020.

GEORGE ORWELL
Œuvres.
Bibliothèque de la Pléiade. Ed. Gallimard, 2020
À noter que les textes regroupés dans le livre de la Pléiade existent aussi en édition de poche.

Les oubliées des naufrages

Plus de 40 000 personnes décédées en Méditerranée entre 1993 et 2019, et combien en aval, notamment dans le désert ? Et pourtant, longtemps, les femmes ont été absentes du récit des migrations : elles représentent 51% des migrants internationaux selon l'ONU, et 30% des demandes d'asile en Europe en 2019. Ni migrante-victime, ni migrante-héroïne, elles sont nombreuses à quitter leur foyer et leurs proches, sans leur conjoint, et à entreprendre la longue traversée du désert et de la Méditerranée : pour mille raisons différentes, mari violent, mariage arrangé, persécution politique, oppression de genre pour celles qui défient l'ordre patriarcal, mais aussi pauvreté, et bien d'autres encore, comme vouloir vivre libre.

Dans ces exils, la Méditerranée apparaît comme une frontière fluide et une succession de violences : violences avant le départ, qui le justifient souvent, violences et peurs pendant cette trajectoire avec l'espoir qu'elles s'arrêtent à bon port, violences à et après l'arrivée, dans le couloir de l'attente de l'asile ou dans la prostitution, piège tendu aux survivantes. Frontex les met en criminalité ou en illégalité ! D'autres frontières fluides les attendent, chassées d'un lieu à un autre : violences liées aux politiques migratoires. « **Il n'est donc plus question ici de « passage des frontières », mais plutôt de « vie à la frontière » ou « dans la frontière ».** »

L'ouvrage est une enquête ethnographique sur la trace de ces femmes, menée aux marges de l'Europe, en Italie et à Malte, ligne de front sur les voies de passage. Elles viennent d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Maghreb. Le livre s'ouvre sur l'histoire de Julienne, et il y a tant de Julienne ! Vulnérabilisation tout au long de la route. Puis l'autrice évoque des parcours féminins au temps de la frontière et dans la frontière, les géographies morales de l'attente à la vie quotidienne « dans la marge », et une réflexion sociogéographique sur l'autonomie des femmes en contexte fortement contraint. Malgré tout, ces femmes construisent, tissent des liens, pour voyager entre femmes dans une autonomie en tension. Et cette sororité qu'elles élaborent répond à celle de femmes, nombreuses parmi les militants, qui accueillent et qui sauvent les damnées de la terre et de la mer.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

CAMILLE SCHMOLL
Les damnées de la mer
Femmes et frontières en Méditerranée
La Découverte, 2020, 247 pages
en vente à la librairie Publico

Pédagogie institutionnelle

Andrès Monteret (1) nous entraîne à la découverte de la pédagogie institutionnelle (PI) héritière de Freinet, de l'anarcho-syndicalisme, de Freud et de Marx. Elle s'inscrit dans le courant des pédagogies coopératives et émancipatrices pour lesquelles il s'agit, en premier lieu pour l'auteur-instituteur (au sens où il institue), d'associer théorie et pratique dans une démarche pédagogique qui cherche à transformer l'école et la société. Une pédagogie qui tend à « **transformer la classe en milieu éducatif** » où les apprentissages sont organisés selon les capacités et les envies de chacun… bref un beau projet. Le livre est surtout une entrée en PI, avec un utile rappel historique sur ses origines, destiné à des éducateurs en quête de solutions autres que celles de la transmission autoritaire des savoirs et des comportement sociaux.

L'auteur présente les outils et techniques de la PI comme les « métiers » (responsabilité confiée à un enfant), ou encore les ceintures de comportement, le « quoi de neuf ? » et sa libre parole, ou encore le conseil, outil privilégié d'apprentissage de l'autogestion, lieu dA'élaboration des règles de vie collective et du travail d'apprentissage… Autant de techniques qui ont pour but l'autonomie et la responsabilisation des apprenants tant du point de vue de l'acquisition des connaissances que des savoirs sociaux et qui visent, qui plus est, à construire le sujet au-delà de l'élève. Autant dire qu'une telle démarche pédagogique implique pour « l'appreneur » à interroger la posture du « maître » et à renoncer au désir de « toute puissance ». Travail sur soi qu'il peut entreprendre dans des groupes de pairs d'analyse de la pratique. De plus, l'auteur rappelle, citant Oury et Vasquez, que la pédagogie coopérative « éduque le maître » autant qu'elle permet aux apprenants de s'instruire et de connaître et qu'au-delà elle ambitionne pour chacun de se transformer soi-même pour transformer la classe et le monde.

Dommage, peu de recul critique sur la PI en général et sur certains de ses outils comme l'usage des ceintures qui, quoi qu'en disent les tenants de la PI, rappelle une logique de grade même s'ils affirment que ces ceintures ne sont qu'une marque d'autonomie par rapport à une tâche, à une responsabilité ou un niveau de savoir et en aucun cas le résultat de la compétition scolaire ou d'une forme de hiérarchisation. A voir ou pour le moins à constater et vérifier.

Hugues
Groupe commune de Paris

ANDRÈS MONTERET
Les chemins du collectif
Libertalia, Montreuil, 2020,
disponible à Publico

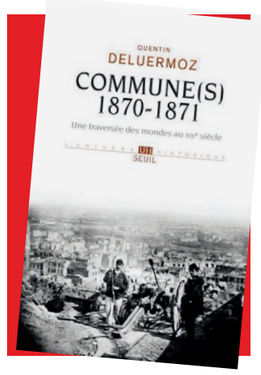
Pour une vision renouvelée de la Commune

Dans la profusion relative des livres publiés à l'occasion du 150e anniversaire de la Commune, celui de Quentin Deluermoz, *Commune(s), 1870-1871*, se détache par l'intelligence pluridisciplinaire et l'ampleur de sa vision. Il démontre l'actualité des idées, des institutions de la Commune faisant le lien avec des formes de lutte comme Nuit Debout ou les Gilets jaunes, voire le Rojava dans le Kurdistan occidental. « **Elle fait sens, à une échelle globale, par-delà les redéfinitions idéologiques du siècle précédent qui semblaient l'avoir cadrée. Elle nous nourrit de nouvelles significations puisqu'elle est toujours synonyme de lutte sociale, elle fait aujourd'hui davantage écho aux réappropriations démocratiques qu'aux mouvements ouvriers auxquels elle a longtemps été associée.** »

Une vision internationale La spécificité et l'intérêt de l'ouvrage résident dans l'analyse internationale de l'événement. Nombre d'étrangers se porteront volontaires pour la Commune. Les conséquences économiques peu connues seront réelles sur le canal de Suez, jusqu'en Chine ; la Kabylie portera le même combat avant d'être écrasée. La presse étrangère par ses correspondants présents dans Paris assure le relais. Les USA, l'Espagne, la Roumanie, autant de pays attentifs à ces 72 jours.

Elle étonne le monde, cette Commune, elle interroge sur des questions qu'elle n'aura pas le temps de traiter comme l'exercice de la souveraineté, l'économie, les relations avec les autres pays. Sur le plan institutionnel, elle vise à une fédération de communes dans une approche proudhonienne mais elle peine à étendre le mouvement d'autant que le pouvoir versaillais incite les fonctionnaires parisiens à quitter leur poste, regroupe 130 000 soldats de la province pour reconquérir Paris les armes à la main. Une forme de haine sociale symbolisée par Gallifet.

Une éthique populaire collective En face, des femmes et des hommes dans les quartiers vivent la troisième révolution du XIXe siècle, une forme d'éthique populaire collective. L'analyse de l'exercice du pouvoir y est très intéressante. Pourtant la fin est inéluctable. La violence de la répression est connue, Paris est en état de siège jusqu'en 1876, il est interdit de valoriser la Commune jusqu'en 1879. Les rumeurs absurdes circuleront comme le mythe des pétroleuses ou le complot de l'AIT. La bourgeoisie a vraiment eu peur. Les débats politiques passionneront le mouvement socialiste, notamment ceux de Bakounine et Marx. Encore aujourd'hui, la Commune fait sens, des femmes et des hommes doivent s'en emparer et leur combat « restera chargé de l'espoir toujours renouvelé de changer le monde tel qu'il va. »



Francis
Groupe Commune de Paris

QUENTIN DELUERMOZ
Commune(s) 1870-1871
éditions du Seuil, Paris, 2020

Actes du Colloque 1871-2021

Il y a 150 ans, la Commune de Paris

Durant les 72 jours de ce printemps révolutionnaire de 1871 qui a vu le soulèvement du peuple parisien, mais également celui d'autres cités de l'Hexagone, les capacités créatrices d'une classe ouvrière affranchie des tutelles patronales et étatiques se sont affirmées, révélées en pleine lumière, à la face du monde. 150 années plus tard, ces 72 jours d'espérance, de combats, de douleurs, de joie, de sacrifices, d'héroïsme, alimentent toujours les réflexions, les analyses, les controverses. C'est donc une Commune vivante que la Fédération anarchiste, dont le groupe Commune de Paris, et les syndicats CNT de la région parisienne, ont choisi d'évoquer lors d'un colloque dans les locaux du Lycée autogéré de Paris (LAP). Aborder en 2021 la lutte sociale des Communards signifie pour les libertaires, syndicalistes révolutionnaires et anarchosyndicalistes occuper un espace de lutte essentiel, celui de la mémoire, enjeu vital de la lutte des classes. La bourgeoisie n'a de cesse de peaufiner sa vision de l'histoire, lisant hier à l'aune de ses intérêts immédiats ou à venir, quitte à édulcorer, déformer, maquiller les faits, le stalinisme n'ayant jamais eu le monopole du travestissement de l'histoire. Immédiatement après les événements, des tombereaux de boue ont été déversés sur les cadavres encore fumants de

Montmartre ou du Père-Lachaise, les plumitifs à la solde des vainqueurs ont distillé leur fiel. « ... **Ramassis de bien vilain monde... Paris au pouvoir des nègres**... » proclamait Alphonse Daudet, tandis qu'Alexandre Dumas fils vomissait sa misogynie, « ...**Nous ne dirons rien de leurs femelles, par respect pour les femmes à qui elles ressemblent quand elles sont mortes...** ».

Rendre hommage c'est donc en premier lieu apporter un droit de réponse aux falsificateurs de l'histoire mais c'est également comprendre la portée de ce mouvement révolutionnaire en l'intégrant aux luttes présentes, aux combats pour l'avènement d'une société autogestionnaire abolissant le capitalisme, seule issue pour ne pas subir la barbarie programmée.

Les thématiques traitées synthétisent la filiation qui relie les aspirations des Communards aux nécessités des luttes du XXe siècle : organisation autogérée du travail et coopérativisme, le féminisme comme composante de la lutte sociale, les pratiques éducatives à instaurer dans la cohérence d'un projet sociétal autogestionnaire, la coordination des luttes sur l'ensemble du pays, le devenir de l'art déconnecté des lois du marché, l'affirmation de principes anti-autoritaires et fédéralistes comme alternative aux hiérarchies étatiques et patronales, l'internationalisme en actes comme négation du chauvinisme et du patriotisme.

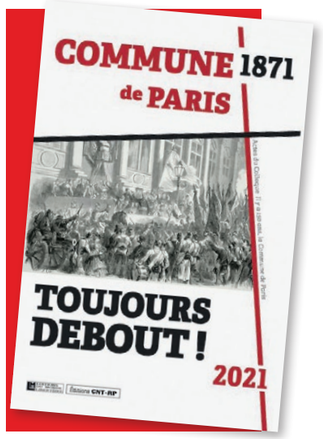
Enfin ce colloque est le résultat d'une coopération harmonieuse entre deux composantes du mouvement libertaire, la CNT-RP et la FA. Son organisation, sa gestion avec le soutien du LAP ont de manière exemplaire mis en œuvre les principes du fédéralisme et de l'autogestion : autonomie des composantes, décisions collectives, coordination du travail sans hiérarchie.

Nous souhaitons que cette initiative donne au plus grand nombre la volonté de prouver qu'un autre futur est possible. Vive la Commune !

Raphaël **(CNT),**
Hugues **(FA)**

Communede Paris 1871
Toujours debout !
Ouvrage collectif avec des contributions de Claire Auzias, Gilles Bounoure, Felip Equy, Hélène Hernandez, Simon Lambersens, Hugues Lenoir, Jacques Nony, Matthieu Rabbe, Raphaël Romnée, Catherine Tostivint, Syndicat CNT-SUBTP-RP.

Ce colloque se déroulera les 23 et 24 janvier 2021 si Covid le veut



Dans les pas des communards

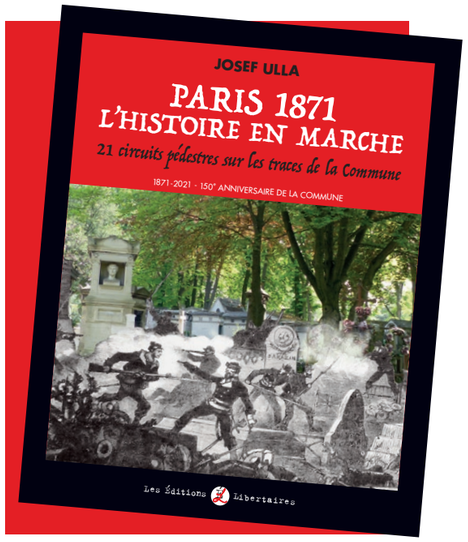
Le 150e anniversaire de la Commune en 2021 sera sans nul doute l'occasion d'une intense activité éditoriale, *Le Monde Libertaire* a déjà programmé un dossier, et comme ce fut le cas en 1971 pour le centenaire, pléthore de livres seront publiés. Les grandes utopies des années soixante-dix ont laissé la place à un individualisme forcené dans lequel plus que jamais il faut rappeler l'immense espoir que constitua la Commune de Paris. En l'espace d'à peine deux mois et demi, elle érigea les fondations d'une société socialiste et fédéraliste, non pas en rêve mais en pratique. Ce pourquoi, la Commune demeure un exemple pour tous ceux qui comme les libertaires veulent faire table rase du modèle sociétal libéral qu'on nous affirme le seul possible.

Prenant cet anniversaire de vitesse, Les Éditions Libertaires et Josef Ulla nous offrent LE Livre qu'on attendait sur le sujet. Un livre jouissif et addictif sur une histoire pourtant infiniment tragique.

La réussite tient à la fois au contenu et à la forme.
Josef Ulla a choisi d'articuler son livre autour de 21 circuits pédestres, les vingt arrondissements plus le cimetière du Père-Lachaise, visites à la recherche des traces nombreuses de la Commune : les lieux de rassemblements, de décisions, les barricades et aussi les charniers, les lieux d'exécutions où l'on peut encore voir les impacts de tirs des Versaillais.

Les itinéraires cartographiés, font entre 2 et 8,5 km et, à eux seuls, valent l'acquisition du livre. Une manière inédite de s'approprier intimement la capitale.

Les descriptions précises de ces itinéraires sont suivies de courts chapitres thématiques évoquant aussi bien les grandes figures, les événements, que les réalisations nombreuses de la Commune, en se basant sur des récits et des témoignages. L'ensemble est illustré par une multitude de gravures et de photographies d'époque.



Et enfin, une histoire détaillée, dite au jour le jour, des soixante-douze jours de la Commune, illustrée avec des dessins de Jacques Tardi issus de sa bande dessinée *Le Cri du peuple.*

La mise en page, magnifique et l'iconographie remarquable sont à mettre au crédit de Philippe Camus.

Voilà pour la description physique, mais il faudrait dire quelques mots du plaisir que l'on a à tenir un tel ouvrage entre ses mains, à le dévorer chapitre après chapitre, happé à la fois par sa dimension horizontale, la géographie, la perception exacte, physique, de ce qu'a été la Commune de Paris, et par la dimension verticale et historique de la tragédie en marche.

Josef Ulla a refermé son piège sur le lecteur d'une façon quasi diabolique et même si l'on connaît l'histoire par le détail, on est impuissant à s'arrêter, on veut aller au bout, laisser monter la colère face à la répression. On se prend à entendre des échos de la Place de la République ou celle de la Bastille aujourd'hui mêlés à ceux des combats qui s'y déroulèrent en mai 1871 durant la semaine sanglante.

C'est donc à une véritable immersion dans les lieux et l'histoire que nous convie Josef Ulla, une immersion à laquelle ne manqueraient que la dimension sonore, le bruit des fusillades et les chants des communards, encore que ces derniers temps les bruits et les chants soient de retour, et qu'à errer dans les rues de Paris en suivant les itinéraires de la Commune, on ait parfois la sensation de remonter le temps.

Thierry Guilabert

JOSEF ULLA
PARIS 1871, L'HISTOIRE EN MARCHE
21 circuits pédestres sur les traces de la Commune
Les Éditions Libertaires, 354 pages très richement illustrées. 35 €.
En vente à la librairie Publico

Les agents à La Havane

Floréal Melgar, nous propose une succession de chroniques consacrées aux diverses méthodes répressives utilisées par la police politique castriste. Un travail d'investigation en quelque sorte.

Les « grands » médias évitent de vous informer sur la réalité cubaine et — comme certains partis — détournent pudiquement le regard sur ce qui se passe réellement dans cette île. C'est que depuis une trentaine d'années, l'avenir « radieux » des régimes marxistes-léninistes s'est quelque peu assombri. Les pays « socialistes soviétiques » et autres « démocraties populaires » se sont effondrés les uns après les autres. Tous ? Non pas.

Quelques-uns subsistent : Chine, Corée du Nord, Cuba… Ah Cuba ! Ce n'était pas les soviets plus l'électricité, plutôt le communisme plus le soleil et les cocotiers ; que d'illusions pour certains dont… nous n'étions pas. La dictature du prolétariat (autrement dit la dictature sur le prolétariat) n'a jamais été la tasse de thé des anarchistes. Dès les années 60/61, notre camarade Gaston Leval dénonçait dans la presse libertaire les dérives du régime castriste qui systématiquement, méthodiquement, éliminait toute forme de contes-tation de son autorité, éliminant, emprisonnant, les révolutionnaires qui n'acceptaient pas l'hégémonie de ce qui allait devenir le Parti communiste cubain.

Depuis 60 ans, toute voix dissidente est étouffée, toute critique passible d'emprisonnement ou de « disparition ». On peut suivre pratiquement au jour le jour le développement de cette répression sur le blog de Floréal Melgar (https ://florealanar.wordpress.com/), et ces différentes chroniques, il a eu l'excellente idée de les rassembler et publier dans ce livre, remettant ainsi les pendules à l'heure à propos de ce « paradis socialiste ». C'est qu'à l'ancienne dictature de Battista a succédé une autre dictature dite « communiste » celle-là, usant des mêmes ressorts : l'État, son armée, sa police et sa justice prompts à réprimer tout ce qui pourrait attenter à l'autorité du pouvoir en place.

Au fil des pages de ce livre s'égrènent les témoignages des opposants persécutés dont la liste n'en finit pas de s'allonger chaque jour.

La dictature sur le prolétariat en URSS a mis plus de 70 ans à s'effondrer. Combien faudra-t-il encore d'années pour que le peuple cubain connaisse la fin de son cauchemar ? Et crier : Cuba libre !

Ramón Pino

Groupe anarchiste Salvador Seguí

FLORÉAL MELGAR
Cuba. Chroniques d'un cauchemar sans fin
Floréal Melgar, Éditions L'Esprit frappeur
263 pages -5 euros

FAITS D'HIVER

DES GENS D'ARMES ET DES GENS

Hier encore, après la tuerie de Charlie, les gens embrassaient les flics à bouche que veux-tu. Aujourd'hui, après moults éborgnages, gazages, matraquages, sauvageries racistes…, ce n'est plus vraiment le cas. Et pourtant, les flics et les gens d'aujourd'hui sont les mêmes qu'hier. Alors, où est l'erreur ?

En fait, les flics (pas tous, c'est vrai) ont toujours été violents, racistes… À l'instar de la population dont ils sont issus. Et les manifestants ne sont pas plus violents qu'hier. Les blacks blocs, à côté de 500 militants de la Gauche Prolétarienne casqués et armés de gourdin, c'est même de la gnognotte. Ce qui a changé, par contre, c'est la fonction que le pouvoir assigne de plus en plus à la police. Maintien de l'ordre toujours plus musclé avec surarmement à la clef, garde prétorienne d'un pouvoir aux abois, flicage tatillon permanent de la population, étouffement sécuritaire militarisé des droits et libertés… Et, donc !

Reste que, de tout cela, les flics sont aussi responsables. Individuellement comme collectivement ils peuvent faire la grève du zèle, traîner les pieds, faire semblant, dénoncer les ordres imbéciles qu'ils reçoivent, les comportements inadmissibles de certains de leurs collègues, désobéir quand trop c'est trop, faire la police dans leurs rangs et faire passer le message au pouvoir qu'ils sont au service de la population et non à celui du pouvoir.

Camarades flics, vous et vos syndicats, faites cela et vous verrez, les gens respecteront les gens d'armes que vous êtes. Gardiens de la paix, ça se mérite ! Forces de l'Ordre made in toujours plus d'injustices et d'inégalités, ça se combat. De l'extérieur ! Comptez sur nous. De l'intérieur ! On aimerait pouvoir compter sur vous.

Chef, ces anars sont en train de nous embrouiller !

Jean-Marc Raynaud

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

[les mails @federation-anarchiste.org ont été abrégés en @federation…]

00 NOMADE
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@federation…

02 AISNE
Groupe Kropotkine
c/o Athénée libertaire 8 rue Fouquerolles
02000 MERLIEUX
kropotkine02@riseup.net
• Athénée Libertaire Le Loup Noir
& Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles - 02000 MERLIEUX
permanence : 1er, 3e et 5e jeudi du mois
de 18 h à 20 h
• Athénée Libertaire L'Étoile Noire
& Bibliothèque Sociale
5, rue Saint-Jean - 02000 LAON
permanence : tous les lundis
de 14 h à 19 h 30 et tous les premiers
samedis du mois de 14 h à 19 h 30

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@federation…
https ://liaisonetoilenoire.home.blog/

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation…

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@federation…
Liaison Bookchin Nord Ardèche
bookchin@federation…

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@federation…

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@federation…

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@federation…

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupesanguinfa14@laposte.net
https://m.facebook.com/facalvados/
https://facaen.wordpress.com

16 CHARENTE
Liaison Charente
charente@federation…

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@federation…

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@federation…

21 CÔTE-D'OR
Groupe « La Mistoufle »
Maison des Associations
Les Voix sans Maître Boîte BB8
2, rue des Corroyeurs,
21068 DIJON Cedex
lamistoufle@federation…

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Granite
http://anarsdugranite23.eklablog.com

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman — Périgueux
perigueux@federation…
http ://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121 - 25014 Besançon cedex
Librairie l'Autodidacte 5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@federation…

26 DRÔME
Groupe « la rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
leferment@federation…
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31 000 TOULOUSE
libertad@federation…
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@federation…
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@federation…
33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation…
Liaison Saint-Médard-en-Jalles
liaison-st-medard-en-jalles@federation…

34 HERAULT
Groupe Montpellier-Hérault
montpellier@federation…

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun 35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@federation…
Liaison Redon
redon@federation…

37 INDRE-ET-LOIRE
Liaison Libertalia
libertalia@federation…

38 ISÈRE
Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation…
Groupe Déjacque
dejacque@federation…

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute@riseup.net

46 LOT
Liaison Lot-Aveyron
Actif dans la région de Figeac (Lot),
Villefranche-de-Rouergue (Aveyron),
Decazeville (Aveyron) et Maurs (Cantal)
liaison-lot-aveyron@federation…

50 MANCHE
Groupe Manche
11 rue Noël, 50100 Cherbourg-en-Cotentin
Permanence : 1er samedi du mois
Café libertaire : 2e jeudi du mois à 20 h00
Vente du Monde Libertaire sur place
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

54 MEURTHE-ET-MOSELLE
Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman@federation…

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@federation…
Groupe Jacques Turbin — Thionville
jacques-turbin@federation…

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@federation…

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation…

60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe Lucy Parsons in the Sky
bethune-arras@federation…

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@federation…
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@federation…

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du ML au 13 El Taller Treize
13 rue sainte-croix 66130 Ille-sur-Tet
john-cage@federation…
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@federation…
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@federation…

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@federation…
Liaison Colmar - Maria Nikiforova
colmar@federation…
(entre Colmar et Mulhouse)

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@federation…
Liaison « Juste une étincelle noire »
letincelle-noire@riseup.net

70 HAUTE-SAÔNE
Liaison Haute-Saône
liaison.haute-saone@federation…

71 SAONE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
fa73@no-log.org
74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Liaison William Morris
william-morris@federation…
Groupe Anartiste
anartiste@sfr.fr
Groupe Berneri Publico
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
jacques.de-la-haye@wanadoo.fr
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe Botul
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
botul@federation…
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
commune-de-paris@federation…
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
groupe-louise-michel@federation…
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedis
de 15 h 30 à 18 h 00
gllr@federation…
Groupe La Révolte
la-revolte@federation…
Groupe Pierre Besnard
vente du Monde libertaire
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
Place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr
Groupe Émile Armand
e.armand@federation…
emille.armand@protonmail.com
https://eanl.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
rouen@federation…

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation…

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@federation…

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@federation…
84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation…

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@federation…

87 HAUTE-VIENNE
Groupe Armand Beaure
armand-beaure@federation…

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@federation…

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité 4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Groupe les Insurgé.e.s
liaison95@federation…

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@federation…

98 NOUVELLE-CALEDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@federation…

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@federation…

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil - 92300 La Chaux-de-Fonds Suisse
flm@federation…

ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@federation…

FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes,
sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies,
leurs activités à la page suivante :
www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

LE MONDE LIBERTAIRE
https://monde-libertaire.fr

APRÈS LE JEU DE L'OIE DE 1617, VOICI

LE JEU DES LOIS DE 2020

UNE SEULE RÈGLE : SI T'ES RICHE TU GAGNES ! AH AH AH !
(DONC SI T'ES PAUVRE TU PERDS BIEN SÛR ! PAUVRE CON !)